

DE L'ÉCOLE À LA RUE

Dans les coulisses de la grève étudiante

DE L'ÉCOLE À LA RUE

Dans les coulisses de la grève étudiante

Renaud Poirier St-Pierre
Philippe Ethier



Coordination de la production : David Murray
Maquette de couverture : Christian Bélanger
Photographie de la couverture : Pierre-Luc Daoust
Typographie et mise en pages : Folio infographie

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés ; toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

© Éditions Écosociété, 2013

ISBN 978-2-89719-048-4

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2013

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ

C.P. 32052, comptoir Saint-André

Montréal (Québec) H2L 4Y5

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Poirier St-Pierre, Renaud, 1989-

Ethier, Philippe, 1989-

De l'école à la rue : dans les coulisses de la grève étudiante
(Actuels; 11)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-89719-048-4

1. Grève étudiante, Québec, 2012. 2. CLASSE. 3. Mouvements étudiants - Québec (Province). 4. Mouvements sociaux - Québec (Province). 5. Grève étudiante, Québec, 2012, dans les médias. I. Ethier, Philippe. II. Titre. III. Collection : Actuels (Éditions Écosociété); 11.

LA418.Q8P64 2013 370.9714'090512 C2013-940214-4

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC), et la SODEC pour son soutien financier.

Table des matières

Remerciements	11
Préface de Simon Tremblay-Pepin	13
Ouverture de l'assemblée – Dans les coulisses d'une grève étudiante	21
Premier point – Mouvement étudiant, État et gouvernement .35	
Qu'est-ce que l'État?	37
<i>Gramsci et l'hégémonie</i>	40
Deux formes d'interactions avec l'État	42
La grande stratégie: l'escalade des moyens de pression . .47	
<i>La pétition</i>	48
<i>Les actions symboliques</i>	48
<i>Les manifestations</i>	49
<i>La grève ponctuelle</i>	51
<i>L'action directe</i>	52
<i>La grève générale illimitée</i>	53
Le rapport aux autres	57
<i>Les organisations étudiantes nationales</i>	58
<i>Les groupes de la société civile</i>	61
<i>Les syndicats</i>	63
La rue ne parle pas toute seule	65
Point 2 – De la démocratie directe à la mobilisation	68
Un mouvement démocratique	72
Assemblée générale: lieu de démocratie directe	73
<i>La création d'un espace inclusif</i>	75
<i>Les limites de la démocratie directe</i>	77
L'organisation d'un mouvement étudiant combatif	78

<i>Mettre fin au « concertationnisme »</i>	79
<i>L'organisation solidaire, horizontale et combative</i> ..	82
<i>Entre verticalité et horizontalité</i>	86
<i>Qu'est-ce que la CLASSE?</i>	90
<i>La structure de la CLASSE</i>	91
<i>Loi 32: les associations étudiantes comme monopole de la représentation étudiante</i>	92
<i>La loi 32 et le droit à la grève</i>	94
La mobilisation: l'essence du mouvement	97
<i>Se donner les moyens de mobiliser</i>	100
<i>Les débuts de la conscientisation</i>	103
<i>De la conscientisation à l'action</i>	104
Le déclenchement d'une grève étudiante	108
Maintien de la grève	114
<i>S'organiser pour résister.</i>	115
Point 3 – Ensemble, bloquons la hausse!	116
Sur le rapport de force	118
Discours de la CLASSE: remise en perspective.	121
<i>Une opposition au néolibéralisme</i>	122
<i>Pour une éducation libre.</i>	126
<i>Le féminisme</i>	128
L'articulation du discours.	129
<i>Acteurs externes</i>	130
<i>Le moment populiste: « La grève est étudiante, la lutte est populaire »</i>	133
<i>Élargissement de la lutte</i>	136
Appropriation du discours	138
Argumenter contre le pouvoir	140
Point 4 – Les médias de masse	146
Les relations publiques: appuyer la contestation	147
Les médias critiques de la gauche et la gauche critique des médias	149

<i>Démocratie directe et médiation</i>	151
<i>CASSÉÉ, CLASSE et médias</i>	152
Travailler la forme	154
<i>Le communiqué de presse : faciliter le travail</i>	
<i>des journalistes</i>	155
<i>L'attaché de presse</i>	156
<i>Les porte-parole</i>	159
Quelle stratégie médiatique pour la CLASSE?	161
<i>Diffuser son discours</i>	164
<i>La mobilisation par l'intensité</i>	168
L'opinion publique et la violence	172
Le défi médiatique de la violence	173
La violence et le Québec	174
<i>Condamner la violence</i>	176
<i>Conclusion : un scénario improbable</i>	182
<i>Point 5 – La #GGI 2.0</i>	185
<i>Pourquoi le Web 2.0?</i>	188
<i>Les médias sociaux rassemblent</i>	190
<i>Médias sociaux, rapport de force et horizontalité</i> ..	192
<i>Le Big Brother du Web</i>	195
Les outils du Web 2.0	196
Twitter	196
Facebook	198
Images et vidéos	200
Mèmes	201
Sites Internet	202
Les médias sociaux à l'épreuve de la loi spéciale	202
Clôture de l'assemblée – En guise de conclusion	206
Varia 1 – Les organisations étudiantes nationales	215
Varia 2 – Le communiqué de presse et l'avis	
de convocation	217

Aux étudiants et étudiantes qui ont rompu avec le cynisme, à ceux et celles qui ont « crié plus fort pour que personne ne nous ignore », qui ont frappé sur des casseroles pour faire perdurer l'espoir, qui ont bloqué leur université, leur cégep et qui ont eu le courage de défendre leurs idées dans la rue.

À ceux et celles qui se sont levés et qui recommenceront.

Remerciements

L'IMPORTANT MOBILISATION qui fut celle du printemps 2012 au Québec n'ayant évidemment pas été uniquement l'œuvre de deux personnes, mais de milliers de militantes et de militants, afin d'étoffer les analyses et réflexions que nous présentons ici, nous avons recueilli de nombreux témoignages de personnes s'étant impliquées avant et pendant la grève étudiante. À cet égard, nous aimerions particulièrement remercier : Keena Grégoire, Gabrielle Brais-Harvey, Philippe Lapointe, Stéphanie Jobin-Martin, Éric Martin, Marc-André Cyr, Anne-Marie Provost, Élise Carrier-Martin, Alain Savard, Jean-Michel Thériault, Benoît Lépine, Joëlle Naud et Gabriel Nadeau-Dubois pour le temps qu'ils nous ont consacré. Finalement, nous tenons à remercier Simon Tremblay-Pepin pour la préface.

PRÉFACE

Éducation et néolibéralisme : le décor du printemps 2012

L'OUVRAGE QUE VOUS TENEZ ENTRE VOS MAINS parle d'un événement bien précis, d'une grève et de sa dynamique. Il est essentiel d'avoir des cadres de référence et d'analyse pour comprendre cet événement et il est réjouissant de voir que le mouvement se dote, par la plume des deux jeunes auteurs qui signent ce texte, de ce qu'on pourrait qualifier en quelque sorte de *mémoire tactique*. En effet, si le mouvement étudiant a eu ses historien-nes et ses sociologues, rarement a-t-on vu publier les écrits de ses tacticien-nes. Pourtant, dans un affrontement, ce qui est à la fois le plus piquant pour l'esprit et le plus utile pour l'avenir, c'est bien les stratégies et tactiques qui furent employées.

Les écrits tactiques sont cependant piégés. Ils tendent à se présenter de façon ahistorique. Qu'on se penche sur le fameux *Art de la guerre* de Sun Tzu – dont un des protagonistes du conflit qui nous intéresse ici serait, dit-on, un friand lecteur – ou sur les conseils guerriers d'un Clausewitz, on ressent toujours la même impression de lois immuables qui seraient énoncées par un Mars devenu soudain joueur d'échec clairvoyant. Or dans les pages qui suivent, vous verrez que les auteurs prennent grand soin de mettre en

contexte et d'expliquer clairement les situations ayant permis ou non le succès de leurs stratégies et tactiques. Ainsi, ils préviennent les lecteurs et lectrices qui, trop impatient-es de trouver ici un livre de recettes pour mitonner révoltes et agitation, pourraient être tenté-es de suivre le patron en tout contexte.

Si on peut donc saluer la sagesse des auteurs de mettre en contexte leurs écrits, on me permettra de reculer d'un pas supplémentaire et de poser, autour de leur contexte, un décor idéologique à ce printemps 2012¹. Ce décor n'est en rien bucolique, mais il nous est tellement familier qu'il en devient presque pittoresque. En effet, l'action se déroule dans un paysage sociopolitique transformé par ce qu'on a appelé le néolibéralisme.

Ce qu'est et ce que prétend être le néolibéralisme

Généralement, le néolibéralisme est présenté comme une doctrine politique inspirée de la pensée libertarienne qui voudrait réduire la taille de l'État et son intervention dans l'économie. Pour des raisons diverses – le poids de la dette, le vieillissement de la population, l'efficacité présumée supérieure du privé, etc. – les tenants du néolibéralisme prétendent qu'il faut couper dans le « gras » de la fonction

-
1. J'hésite, pour ma part, à adopter le slogan « Printemps érable » pour désigner les événements dont il est question ici. J'admets qu'il s'agissait d'un slogan ayant d'indéniables qualités pour susciter l'adhésion. Par contre, une fois les événements passés, j'éprouve un malaise important à l'utiliser comme dénomination historique. Assimiler un mouvement social occidental pour le maintien de services publics, aussi courageux et inspirant soit-il, à des révoltes populaires qui ont été réprimées par des assassinats politiques et qui ont fait tomber des dictatures me semble, pour tout dire, présomptueux et déplacé. Une certaine humilité sur ces questions est, je crois, de mise.

publique, privatiser des sociétés d'État et sous-traiter des missions qui revenaient autrefois au gouvernement.

Il est indéniable qu'il s'agit bien là du discours ayant été tenu dans les médias par une certaine élite politique et économique du milieu des années 1980 jusqu'à la crise de 2008². Cependant, est-ce pour autant ce qui s'est fait en termes de politiques publiques pendant la même période? Y a-t-il une réelle adéquation entre le discours du néolibéralisme et ce que font les néolibéraux quand ils sont au pouvoir?

En fin de compte, pas vraiment.

Le néolibéralisme qui a été mis en œuvre n'a pas signifié un retrait de l'État, une diminution de sa taille ou de ses activités. Qu'importe ce que prétendent faire les tenants du discours néolibéral, ils ne démantèlent pas l'État, ils le transforment. Bien sûr, il y a ici et là quelques tentatives de privatisation ou de sous-traitance, mais là encore, dans bien des cas, il s'agit simplement d'une façon différente d'agir de l'État³. Prenons quelques exemples.

La révolution tarifaire, cette volonté inscrite au budget 2010 de procéder à une hausse générale de la tarification pour mettre fin à la «culture de gratuité»: est-ce là un

-
2. Je ne veux pas sous-entendre que nous serions désormais sortis du néolibéralisme, seulement ses chantres ne tiennent plus dans l'espace public le même discours avec le même aplomb depuis la crise financière.
 3. Une réflexion qu'on trouve chez Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009; Éric Pineault, «Quebec's Red Spring: An Essay on Ideology and Social Conflict at the End of Neoliberalism», in *Studies in Political Economy*, vol. 90, 2012; et Philippe Hurteau, «L'État néolibéral: la construction politique du désastre», Bernard Élie et Claude Vaillancourt (dir.), *Sortir de l'économie du désastre*, Ville Mont-Royal, M Éditeur, 2012, p. 17-29.

retrait de l'État? Demander plus d'argent aux utilisateurs ne réduit en rien la taille de l'État. En fait, quand un service gratuit devient tarifé, il faut embaucher des gens pour assurer la perception des tarifs et pour contrôler l'accès au service. Les services gratuits exigent moins de bureaucratie et de contrôle.

Dans le cas de la tarification, on peut plutôt parler d'une transformation des modes de perception fiscale. Au lieu de centrer la perception sur un médium progressif dont les paramètres peuvent être déterminés en commun – l'impôt sur le revenu –, on opte plutôt pour une série de petits tarifs souvent régressifs et qu'on doit compenser par des mesures d'apaisement – aide financière aux études (AFE), crédits d'impôt, exemption pour les pauvres, etc. Le but est simple: réduire les taux d'imposition pour paraître plus «compétitif» que les autres pays afin d'attirer les investisseurs étrangers. Qu'importe au fond si les hausses de tarifs vont chercher le même argent dans les poches des mêmes contribuables, l'important est d'avoir des indicateurs qui nous font bien paraître en comparaison avec les autres, et ce qui est calculé dans les indicateurs ce sont les taux d'imposition, pas les tarifs.

Cependant, toutes ces mesures de tarification demandent, évidemment, des systèmes de vérification et de contrôle. Et pour en être exempté, il revient finalement au pauvre lui-même de faire la preuve qu'il l'est suffisamment. Dans le cas des systèmes de prêts, comme l'AFE, il faudra aussi mettre en place tout un système de collecte de l'argent dû et de contrôle des paiements.

Cet État de tarifs et de contrôles est doublé, dans le néolibéralisme, d'un État investisseur financier, non moins interventionniste. La dernière décennie a vu se multiplier

les créations de fonds d'investissement et les initiatives financières en tout genre. L'État néolibéral préfère ce mode d'investissement plutôt que la subvention directe ou l'aide fiscale (qu'il ne s'abstient pas pour autant de faire quand il en ressent le besoin). En optant pour des fonds capitalisés, le gouvernement se détache de la responsabilité politique de la gestion de ces fonds et supprime tous les critères autres que le rendement.

L'État investisseur fournit donc, en amont, le capital-risque pour appuyer le démarrage d'entreprises dans des secteurs qu'il choisit de favoriser et devient, en aval, client et acheteur des services de ces entreprises. Dépense-t-il moins? Intervient-il moins dans l'économie? Pas du tout, il agit simplement selon une autre logique où les critères sont économiques au lieu d'être politiques.

L'État néolibéral est au final obsédé par une chose : mettre en place les bonnes conditions pour augmenter l'investissement⁴. Tenir un discours en faveur de la réduction de l'État fait partie de ces conditions, mais pas la réalisation de ce discours. L'évocation d'une réduction potentielle du rôle de l'État est rassurante pour les investisseurs, mais c'est de le dire qui compte, pas de le faire. En fait, il n'est pas question ici d'effectivement réduire le rôle de l'État, car en fait on sait bien qu'il peut, de toute évidence, participer à l'augmentation de l'investissement en investissant lui-même.

4. Intéressant de souligner, cela dit, que l'investissement des entreprises canadiennes et québécoises est stagnant depuis les dix dernières années, malgré les politiques mises en place par les tenants du néolibéralisme.

Éducation : gouvernance et économie du savoir

Le néolibéralisme n'épargne pas le système d'éducation ; en fait l'université est au cœur de sa stratégie de développement économique⁵. L'État néolibéral souhaite attirer des investisseurs, il doit aussi le faire en offrant une main-d'œuvre qui se différencie avantageusement de celle disponible ailleurs. Comme le Québec ne peut offrir de plus bas coûts de main-d'œuvre que les pays en voie de développement, il lui faut une main-d'œuvre hautement qualifiée et axée davantage sur la conception que sur la production.

Ainsi, non seulement l'éducation universitaire devient centrée autour de la formation professionnelle, mais elle se concentre d'abord sur celle qui correspond le mieux aux objectifs économiques du moment. L'université s'adapte aux besoins du marché. L'étudiant-e est invité-e à faire de même. Comme on entend lui demander de payer davantage pour ses cours, il faut s'assurer que ce soit un investissement rentable. Ainsi, rapports et documents se succèdent où on publie les taux de rentabilité des programmes universitaires, invitant à se concentrer sur ce critère pour faire un choix de parcours académique.

L'université est aussi dirigée vers un autre rôle, celui de prendre en charge la coûteuse recherche et développement. Sa mission fondamentale de recherche et d'avancement de la science est réorientée pour répondre aux besoins immédiats d'applications technologiques des stratégies d'affaires de certaines entreprises. Au lieu de se concentrer sur des enjeux fondamentaux que seules les universités ont

5. Ce que mes collègues Éric Martin et Maxime Ouellet ont démontré dans *Université Inc. : Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux, 2011.

le loisir d'aborder, on assignera plutôt aux étudiant-es de se pencher sur l'amélioration de tel produit du secteur pharmaceutique pour laisser aux entreprises le soin de commercialiser cette découverte faite avec l'argent public. L'offre d'une main-d'œuvre qualifiée se lie à celle de laboratoires de recherche et développement à bas coût : tout ce qu'il faut pour séduire l'entreprise et l'investisseur.

Cette logique néolibérale fait son entrée à l'université à travers ce qu'on a appelé les mécanismes de gouvernance⁶. En accueillant nombre de gens issus du secteur privé aux CA des établissements d'enseignement, en priorisant la recherche commercialisable, en instaurant au sein même de la gestion du personnel des services publics des façons de faire qui relèvent du management privé (bonis, indicateurs de performance, systèmes d'audits et de contrôles, etc.), cette gouvernance transforme le secteur public en sosie du privé. Là encore cette transition n'est pas sans conséquence sur les appareils bureaucratiques : croissance du nombre de cadres, augmentation des salaires des recteurs et vice-recteurs et dépenses en publicité, multiplication des aventures immobilières, tout y passe. Le néolibéralisme ne mène donc pas à une réduction du rôle de l'État dans l'université, il mène à un État qui exerce davantage de contrôle, de surveillance et de direction tant dans la recherche que dans l'enseignement. Le tout, bien sûr, afin que l'université serve à susciter plus d'investissement.

Voilà. Le décor est posé.

C'est dans le cadre du néolibéralisme que se déroulent les événements dont il sera question dans les pages qui

6. On lira à ce sujet Alain Deneault, *Gouvernance. Le management totalitaire*, Montréal, Lux, 2013.

suivent. C'est en réaction à ses idées, ses discours, ses pratiques et ses effets que s'organisera le mouvement étudiant. C'est à lui, au final, qu'aura tenté de résister tout un pan de la jeunesse du Québec au printemps 2012.

Avant de vous laisser entre les bonnes mains de nos deux auteurs, je tiens à vous présenter ces personnes aux parcours bien différents. Je connais Philippe Ethier comme un travailleur discret, mais acharné. Alors que je donnais des conférences sur l'éducation en 2011-2012, je l'ai vu à plusieurs reprises organiser des associations, monter des événements et consacrer une énergie folle à préparer le mouvement étudiant pour la lutte qui allait venir.

Mon contact avec Renaud Poirier St-Pierre est plus récent. Lors du printemps 2012, je fus rapidement impressionné par les talents de relationniste de ce jeune attaché de presse de la CLASSE. La tâche qu'il avait à accomplir était imposante, mais son travail assidu et son flair ont participé à mettre son organisation au centre du débat public.

Vous avez deux excellents guides pour parcourir les coulisses du printemps 2012, bonne lecture !

Simon TREMBLAY-PEPIN

Chercheur à l'Institut de recherche
et d'informations socio-économiques (IRIS)

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Dans les coulisses d'une grève étudiante

7 FÉVRIER 2012. Valleyfield. Le cégep est presque désert, tout le monde est rassemblé dans l'auditorium plein à craquer. Il s'agit du premier cégep à voter sur la grève générale illimitée. L'ensemble des militantes et militants du mouvement étudiant retiennent leur souffle et ont les yeux rivés vers ce collègue. C'est un vote décisif : si celui-ci se prononce en faveur de la grève, il y a de grandes chances que cela crée un effet boule de neige, qu'il provoque d'autres votes positifs ; un vote négatif risquerait au contraire d'avoir un effet démobilisateur sur les autres campus. Plusieurs ont à l'esprit le scénario de 2007, lorsque les universités avaient voté en faveur de la grève, mais pas les cégeps. Résultat : les frais de scolarité¹ avaient augmenté de 500 \$.

1. Selon l'Office québécois de la langue française, il serait plus juste de parler de « droits de scolarité » et non de « frais de scolarité ». Mais comme les deux termes sont généralement admis dans le langage courant et que le discours du mouvement étudiant s'est articulé autour de la notion de « frais » (effectivement plus à même de refléter la réalité de l'étudiant que celle de « droits »), l'emploi de l'expression « frais de scolarité » a été privilégié tout au long de cet ouvrage.

Les débats commencent, le pour et le contre s'affrontent et l'atmosphère devient de plus en plus tendue. Au bout de quelques heures, la salle convient qu'elle est prête à passer au vote.

Le président de l'assemblée demande alors : « Qui est pour ? »

Un immense nuage de mains levées apparaît, le son simultané des cartons de vote qui se dressent dans les airs retentissant dans la salle. Les mains restent levées, on compte.

« Qui est contre ? » D'autres cartons se lèvent. C'est serré, très serré.

« Qui s'abstient ? »

Les scrutateurs remettent les résultats au président. Lequel doit les lire dans l'ordre, peu importe le compte.

« 460 pour, 448 contre, 1 abstention, la proposition est adoptée à la majorité. »

Pendant ce temps, plusieurs dizaines d'étudiants et étudiantes sont entassés dans un café de l'UQAM. Les pages Facebook sont ouvertes, tout le monde clique sur « actualiser » en regardant son téléphone portable. L'air est chargé de fébrilité et d'inquiétude. Les statuts et SMS finissent par apparaître : « Valleyfield en grève, par 12 votes ! »

La plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec débute.

* * *

Pour une partie de la population du Québec, et peut-être même pour de nombreuses personnes ayant participé à la grève étudiante de 2012, le printemps étudiant a débuté avec les votes de grève qui se sont tenus dans les cégeps et

les universités. Rares sont ceux et celles qui sont conscients de l'ampleur du travail préparatoire qui a été effectué avant l'année 2012.

Dès l'automne 2009, le mouvement étudiant québécois a su voir les signes qui laissaient présager qu'à l'instar de plusieurs gouvernements occidentaux, le gouvernement Charest allait administrer au Québec la médecine de l'austérité budgétaire. Les Québécois allaient devoir se serrer la ceinture pour soi-disant réparer les pots cassés par la crise économique de 2008. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, laisse alors entendre qu'une «révolution culturelle» est en marche. Privatisation et tarification des services publics, compressions budgétaires, instauration du principe de l'utilisateur-payeur dans l'ensemble des services publics, accentuation du rôle du privé en santé et surtout alignement sur le reste du Canada sur la question des frais de scolarité : voilà ce que voient venir les étudiants et plusieurs mouvements sociaux. Face aux appels répétés des recteurs d'université et des leaders du milieu des affaires en faveur d'une nouvelle augmentation des frais de scolarité, ils se préparent alors au pire. Dès l'été 2009, l'UQAM prévoit déjà dans son budget un revenu supplémentaire provenant d'une hausse des frais de scolarité après 2012. En coulisses, au sein des milieux militants, des rumeurs se propagent et laissent entendre qu'un combat historique se profile à l'horizon : une lutte déterminante pour la survie de l'université accessible et publique et même pour l'avenir du mouvement étudiant lui-même.

En février 2010, la ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport d'alors, Michelle Courchesne, affirme : «[...] il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec [...]. Quand je parle de consensus, j'exclus les

étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir². » Il n'en faut pas plus pour que les préparatifs en vue d'une grève générale débutent. Devant l'obstination du gouvernement libéral de Jean Charest, qui refuse d'entendre raison face aux revendications légitimes demandant la tenue d'une enquête publique sur la corruption ou face aux demandes répétées pour l'instauration d'un moratoire sur les gaz de schiste, nous savons que seule l'artillerie lourde pourra faire plier ce gouvernement. À cette étape, il s'agit pour le mouvement étudiant de créer les conditions d'émergence d'une grève avec ce qu'il sait faire de mieux : la mobilisation.

Les conditions politiques semblent réunies : le premier ministre Jean Charest est fortement affaibli par de sérieuses allégations de corruption qui ont éclaboussé son gouvernement. Critiqué pour son refus obstiné de prendre au sérieux les nombreux scandales de collusion dans l'octroi des contrats publics dans le domaine de la construction, pour sa vente aux enchères du sous-sol québécois, pour sa position en faveur des gaz de schiste, il fait face à une grogne populaire croissante. Les sondages affichent alors un taux de satisfaction envers le gouvernement d'à peine 20 %.

Pendant, le mouvement étudiant est dans un piètre état. Si les coffres de la plupart des associations étudiantes sont bien garnis à cette époque, les comités de mobilisation sont, pour leur part, très peu courus. Il y a même quelques conseils exécutifs d'associations étudiantes complètement

2. Tommy Chouinard, « Québec envisage une hausse plus élevée des droits de scolarité », *La Presse*, 11 février 2010, <www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201002/10/01-948467-quebec-envisage-une-hausse-plus-elevee-des-droits-de-scolarite.php>.

vides, laissant certains locaux d'associations déserts. La majorité des militants et militantes dans les cégeps ont peu d'expérience. Le conseil exécutif de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ne compte alors que cinq personnes élues, ce qui laisse trois postes vacants. Son congrès est le théâtre régulier de la division interne qui secoue le mouvement étudiant. À l'UQAM, la gauche est divisée entre ses tendances réformiste et radicale. Même l'assemblée générale de l'Association facultaire des étudiants en science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM), association étudiante qui sera une figure de proue de la grève, peine à atteindre son quorum lors de ses assemblées. Et lorsque c'est le cas, ses résolutions sont le fruit de débats houleux reflétant une guerre intestine entre les étudiants de science politique et ceux en droit. Même la frange radicale du mouvement étudiant ne semble pas en mesure de générer un rapport de force capable de faire reculer le gouvernement.

Dès lors, des militants et militantes vont travailler d'arrache-pied à reconstruire les associations, passant tous les jours de la semaine à discuter avec les étudiants et les étudiantes dans les cafétérias, dans les cafés étudiants, à diffuser de l'information sur la hausse, à recruter et à former des étudiants pour qu'ils s'impliquent dans la lutte. Un processus continu à travers lequel ils s'efforceront de bâtir un consensus contre la hausse et autour des stratégies politiques à mettre de l'avant par le mouvement étudiant. Ils devront briser plusieurs idées reçues, comme l'inévitabilité de la hausse et l'impossibilité de changer les choses en se mobilisant.

Ce sera finalement le gouvernement Charest lui-même qui fournira la véritable étincelle. Lors du dépôt du budget

2010-2011, le gouvernement annonce la couleur de sa « révolution culturelle » : augmentation des frais de scolarité, des tarifs d'Hydro-Québec, de la TVQ, création d'une taxe santé de 200 \$ par contribuable, etc. La réponse ne se fait alors pas attendre : dès le lendemain, à l'appel de syndicats, de groupes communautaires, d'organisations féministes et d'associations étudiantes, réunis sous la bannière de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, 10 000 personnes descendent dans la rue pour dénoncer ce budget. L'avenir semble déjà plus prometteur.

À ce moment, le mouvement étudiant ne connaît pas le montant exact de la hausse. Pour fixer les modalités de l'augmentation, le gouvernement décide de convoquer, le 6 décembre 2010 à Québec, la Rencontre des partenaires universitaires. Voyant que cette rencontre ne sert qu'à légitimer la hausse, l'ASSÉ décide de boycotter et de perturber l'événement. Deux mille personnes manifestent à Québec. Les militants étudiants tentent de pénétrer à l'intérieur du bâtiment où se tient la réunion et de perturber son déroulement. Face à l'impossibilité de raisonner le gouvernement, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et les centrales syndicales claquent la porte. Il ne reste plus que les recteurs, les représentants du milieu des affaires et le gouvernement.

Le climat économique mondial est plutôt incertain. Partout à travers le monde, les classes populaires et moyennes protestent contre les différentes mesures d'austérité mises en place par les gouvernements. Au printemps 2011, la lutte menée par les étudiantes et étudiants britanniques contre le triplement de leurs frais de scolarité et celle des étudiantes

et des étudiants chiliens pour la gratuité scolaire, médiatisées au Québec, semblent en inspirer beaucoup. Nous sentons alors que nous ne sommes pas seuls.

Le monde arabe est aussi en ébullition: en quête de liberté, les Égyptiens envahissent la place Tahrir. En Espagne, sous l'inspiration du printemps arabe, les « indignés » occupent les places publiques et critiquent non seulement le fait que l'ensemble de la population ait à payer pour une crise économique dont les banquiers sont les véritables responsables, mais aussi la dérive autocratique des institutions politiques. Dans cette même veine, le mouvement Occupy, qui prend place dès le début de l'automne 2011, ramène à l'avant-scène un discours critique de l'élite économique et politique: celui du 1 % contre le 99 %. Le slogan « We are the 99 % » retentit à travers le monde. Ce mouvement de contestation, sans nécessairement avoir de revendications précises, met la table pour un discours qui inspirera grandement le mouvement étudiant. Ses rouages internes, comme l'horizontalité des structures de décision et la démocratie directe, sont issus des mouvements sociaux plus radicaux. La contestation sort de la marginalité.

Le 17 mars 2011, lors du dépôt du budget 2011-2012, le ministre des Finances, Raymond Bachand, annonce finalement une augmentation massive des frais de scolarité de 1 625 \$, échelonnée sur cinq ans. Quelques heures avant son annonce, au huis clos du budget, un fonctionnaire du gouvernement affirme à des étudiants présents que le mouvement étudiant n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été et donc qu'il sera incapable de se mobiliser. Ce jour-là, un consensus se dégage au sein du mouvement étudiant: la FECQ et la FEUQ insistent sur le fait que « les étudiants répliqueront à cette attaque du gouvernement Charest »,

alors que l'ASSÉ voit dans l'augmentation des frais une véritable « déclaration de guerre », envoyant de ce fait dans les médias un message très clair au gouvernement : « Cette fois, c'en est trop. Si Jean Charest s'entête à appauvrir les étudiants et les étudiantes, il fera face à un mouvement d'opposition généralisé. La bataille ne fait que commencer. S'il faut occuper des bureaux de députés, perturber l'économie de la province et rendre la situation politique québécoise invivable, l'ASSÉ est prête à le faire³. »

Le 10 novembre 2011, à la suite d'un effort de mobilisation conjointe des trois organisations étudiantes nationales – l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ – entre 20 000 et 30 000 personnes marchent dans les rues de Montréal pour dénoncer l'augmentation des frais. Suivant cet événement rassembleur, les comités de mobilisation gagnent en popularité et les assemblées générales sont pleines à craquer. La gauche et la frange plus combative du mouvement étudiant semblent s'être entendues autour de la nécessité de faire la grève ; on met de côté les divisions, car l'heure est à l'union des forces. Un réel engouement s'installe, l'hiver s'annonce chaud.

Le 4 décembre 2011, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est fondée au Collège de Valleyfield. Afin d'offrir un véhicule politique démocratique et combatif aux associations étudiantes affiliées à aucune organisation nationale, l'ASSÉ décide d'ouvrir ses portes à toutes les associations étudiantes détenant des mandats de grève.

3. Communiqué de presse de l'ASSÉ, *Budget du Québec : « Une véritable déclaration de guerre ! » soutient l'ASSÉ*, 17 mars 2011, <www.asse-solidarite.qc.ca>.

Le 13 février 2012, après l'atteinte du plancher de 20 000 étudiants, provenant de 7 associations étudiantes distinctes et de 3 campus différents, la grève générale illimitée débute. Pour plusieurs militants étudiants, la grève est déclenchée une semaine trop tôt. Ce qui se discute alors dans les coulisses est une grève de huit semaines – dix dans les associations plus militantes – dont le point culminant serait le 22 mars. Plusieurs se demandent si nous serons en mesure de tenir jusque-là. Autre bémol, on ne peut pas encore parler de véritable grève générale. Les grévistes sont alors surtout concentrés dans les associations militantes de l'île de Montréal et dans quelques départements de l'Université Laval. Pour créer un véritable mouvement de masse, il faut réussir à étendre le mouvement à l'ensemble du Québec. Le problème a été transformé en solution: la plupart des militants nouvellement en grève partent parcourir le Québec afin de convaincre davantage de cégeps et d'associations étudiantes universitaires de voter en faveur de la grève. Le 7 mars, il y a 130 000 grévistes. La CLASSE compte alors 80 000 membres.

Le 22 mars, le mouvement atteint son apogée avec quelque 310 000 étudiantes et étudiants en grève. La plus grosse manifestation de l'histoire du mouvement étudiant québécois submerge les rues de Montréal. Le lundi 27 mars, à la suite de son congrès, la CLASSE appelle à l'élargissement de la lutte. La grève prendra ensuite une trajectoire imprévisible. Le mouvement se détachera alors énormément des organisations nationales pour devenir quasi autonome. La CLASSE, qui a toujours été l'organisation comptant le plus grand nombre de grévistes, a peine à suivre toutes les actions et manifestations organisées dans tout le Québec. Les actions directes et autres coups d'éclat

perturbent alors l'économie et augmentent le rapport de force. Les actions symboliques, concerts et autres événements de sensibilisation permettent aussi de renforcer notre position par rapport au gouvernement.

Chaque semaine, étudiantes et étudiants reconduisent leur mandat de grève et se livrent à des débats politiques passionnés en assemblée générale. La jeunesse fait alors preuve d'une grande maturité politique et démontre qu'elle est tout à fait capable de prendre ses propres décisions. Avec l'adoption de la loi spéciale, en mai, la mobilisation populaire s'amplifie. Tous les soirs, dès 20 heures, les rues du Québec sont investies au son des casseroles, en appui aux étudiants et en opposition à la loi liberticide du gouvernement libéral. Le Québec est en somme témoin au printemps 2012 d'un mouvement social comme il n'en a que trop rarement connu.

* * *

Les pages qui suivent ne proposent pas tant de faire le récit de ce grand moment de l'histoire du Québec que d'en dévoiler les coulisses et d'expliquer les origines de ce que d'aucuns appellent désormais le « printemps érable ». L'un des facteurs clés ayant fait que les étudiantes et étudiants québécois se sont mobilisés comme jamais auparavant a été la capacité du mouvement étudiant à s'organiser. Cela a été rendu possible grâce aux organisations nationales et par tout le travail de terrain qui a été réalisé avant la grève. Nous partons donc du postulat suivant : sans le pouvoir organisationnel du mouvement étudiant québécois, il n'y aurait pas eu une grève étudiante telle que nous l'avons connue. Sans nier l'apport des fédérations étudiantes, le

principal véhicule de mobilisation de la grève étudiante a été la CLASSE. Le point focal de ce livre, produit d'une réflexion de deux militants qui œuvrent dans le mouvement étudiant depuis 2007, c'est le travail réalisé dans les coulisses par cette organisation, souvent critiquée, mais dont les manifestations ont réussi à soulever les foules.

Nous avons été témoins des bons coups, comme des mauvais, du mouvement étudiant. À travers ces pages, nous voulons écrire et décrire l'action politique des militantes et militants, avant et pendant la grève, afin que ce travail ne soit pas oublié. Comme l'a dit l'historien Boris Porchnev: «Un mouvement ne disparaît jamais sans laisser de traces: pendant bien des années, il reste vivant dans l'esprit des masses populaires, et oriente leur comportement ultérieur⁴.» Les grands médias ayant essentiellement couvert cette grève en surface, nous proposons d'entrer à l'intérieur de la grève étudiante et de la CLASSE. Nous tenterons de répondre à de nombreuses questions: comment est-ce que le mouvement étudiant fonctionne? Que s'est-il passé avant le déclenchement de la grève? Quelle a été la stratégie médiatique de la CLASSE? Comment les réseaux sociaux ont-ils été mis à contribution? Bref, comment avons-nous fait?

Nous tenons à dire qu'une grande partie de ce livre est issue de nos réflexions propres. Il se peut que certains passages suscitent le débat au sein du mouvement étudiant: nous ne pouvons prétendre à un récit stratégique unique. L'approche mise de l'avant dans ce livre est d'avoir une vue

4. Boris Porchnev, *Les soulèvements populaires en France au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972, p. 290. (L'idée de citer Porchnev revient à Martin Breaugh dans *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.)

d'ensemble sur la grève. Ce qui nous intéresse, c'est le grand mouvement de masse. Nous pensons que la seule façon d'y arriver est de centrer notre regard sur les organisations. Nous ne nions pas que l'action de certains individus ait pu avoir de l'importance, mais celle-ci aurait été vaine sans l'existence d'organisations pour les soutenir.

Avec ce livre, nous espérons aussi rendre hommage à l'un des plus beaux mouvements collectifs de l'histoire du Québec. Nous voulons saluer la détermination de ces étudiants et étudiantes qui ont choisi de rompre avec le cynisme ambiant et fait le choix de bloquer leur université, leur cégep et d'envahir les rues pour espérer un autre monde, un autre Québec. Si ce mouvement a marqué à jamais une génération, nous espérons qu'il inspire un renouveau dans l'ensemble de la gauche québécoise.

Ce livre est divisé en cinq parties. La première traite du rapport entre l'État et le mouvement étudiant. Ce chapitre est davantage théorique et tente d'expliquer le contexte dans lequel un mouvement social évolue. Il sera plus spécifiquement question des groupes de la société civile (syndicats, groupes communautaires, etc.) et des autres organisations étudiantes nationales. On y présente sommairement la stratégie qu'utilise le mouvement étudiant depuis des années : l'escalade des moyens de pression. Un accent prononcé sera mis sur la question du rapport de force ainsi que sur la nécessité de s'opposer à l'idéologie dominante par l'articulation d'un discours porteur et cohérent.

La deuxième partie traite des structures politiques de la CLASSE et de la mobilisation. Nous parlerons d'abord des structures internes du mouvement étudiant, et de la CLASSE plus particulièrement. La structure d'une organisation est en effet un élément déterminant de son efficacité

sur le terrain. Il sera question des assemblées générales et de la démocratie directe. Nous aborderons ensuite spécifiquement la mobilisation. Nous mettrons de l'avant les façons de faire qui ont permis au mouvement étudiant de bâtir un mouvement de grève. Un accent particulier sera mis sur la stratégie de déclenchement de la grève.

Le chapitre suivant traitera du discours. Nous présenterons comment la CLASSE a bâti un discours à la fois de gauche et mobilisateur. Nous mettrons particulièrement l'accent sur l'aspect économique et l'orientation populiste de ce qui a semblé émerger, à différents moments, de la grève étudiante. Il apparaît important de mentionner la question idéologique de tout discours, d'arrimer l'individuel et le collectif. Nous verrons aussi dans quelles conditions et de quelles façons la CLASSE a tenté de mettre de l'avant la nécessité d'un élargissement de la lutte à l'ensemble de la société.

Les deux derniers chapitres abordent respectivement les communications de masse et les médias sociaux. Nous expliquerons comment une organisation, pourtant considérée comme marginale avant la grève, a pu se retrouver à l'avant-plan de l'espace public. Nous soulignerons particulièrement le lien qui doit exister entre la mobilisation, l'opinion publique et l'élargissement d'un mouvement de masse. Le chapitre sur les médias sociaux tentera quant à lui de mettre pour l'une des premières fois sur papier – du moins pour le Québec – une stratégie Web adaptée aux mouvements sociaux afin de conscientiser et mobiliser un public large.

Ce livre n'est pas tant un guide pratique qu'un ensemble de réflexions et d'analyses concernant les pratiques politiques de la CLASSE. Nous considérons également que

plusieurs des éléments qui seront mis en relief tout au long des pages suivantes peuvent être valables pour l'ensemble des mouvements sociaux, étudiants ou non. Il s'agit de l'élaboration d'une approche globale et d'une vision de la société qui permettent ensuite de dégager les différentes pratiques mises de l'avant lors de la grève, mais de telle sorte qu'elles puissent être utilisées dans tout autre contexte.

PREMIER POINT

Mouvement étudiant, État et gouvernement

L'État est le plus froid des monstres froids.

Friedrich NIETZSCHE

LE 21 MAI 2012, dans une atmosphère tendue, six élus de la CLASSE se retrouvent devant leurs deux avocats dans les bureaux de Melançon, Marceau, Grenier et Sciortino. L'endroit semble désert, un peu normal pour un jour férié. Un des avocats offre un expresso à l'un des étudiants, lui disant qu'un « bon expresso correspond à une personne bien calme ». Les cinq autres pouffent de rire ; l'avocat s'est adressé au plus nerveux des six, un véritable paquet de nerfs.

Lors de cette rencontre, les élus étudiants annoncent à leurs avocats que l'ensemble des associations membres de la CLASSE ont choisi de désobéir à la loi spéciale¹. Il est

-
1. La loi 12, loi spéciale d'abord connue sous le nom de projet de loi 78 et adoptée le 18 mai 2012, prévoit entre autres une suspension et une reprise des cours forcée à la fin de l'été pour les établissements en grève, l'interdiction de manifester à plus de 50 personnes sans faire approuver son trajet par la police au moins huit heures à l'avance et l'interdiction de manifester à 50 mètres des portes des établissements scolaires. Les contrevenants s'exposent à des amendes de 5 000 \$ pour un citoyen, 35 000 \$ pour un élu d'une organisation et 125 000 \$ pour une organisation.

question de considérations juridiques autour de la désobéissance face à la loi. Les avocats dressent alors l'étendue des conséquences et des dispositions à prendre. Qu'est-ce que la CLASSE peut faire avec son compte de banque? Est-ce qu'on s'expose à de grosses amendes? Est-ce que certains d'entre nous iront en prison? Rien n'est certain, mais ça ne veut pas dire que cela ne pourrait pas arriver... La rencontre se termine une quinzaine de minutes plus tard.

Tout le monde se lève.

L'avocat responsable des dossiers sur les injonctions ouvre la porte. Il dit d'un ton calme: «Je fais venir des oranges directement d'Italie, des oranges siciliennes. Si jamais vous allez en prison, vous pourrez vous consoler en vous disant que j'irai vous en porter. Vous n'en trouverez pas ailleurs.» La salle éclate de rire, un rire jaune.

Les six sortent ensuite et traversent la rue Sainte-Catherine, qui depuis peu est piétonnière. Ils se rendent en plein cœur du parc Émilie-Gamelin, lieu de rassemblement de toutes les manifestations nocturnes. Ils fendent une foule dense. Près de 500 personnes se sont déplacées et les attendent. Il fait chaud, le soleil tape. On entend des applaudissements et le dé clic d'une vingtaine d'appareils photo. Au milieu de la foule, une table et six chaises les attendent. Elles ont été «empruntées» à un bar du coin². Une conférence de presse débute. Le silence règne. On n'entend que quelques murmures. Les regards dégagent inquiétude, colère et incompréhension. La foule s'entasse de plus en plus pour écouter. La CLASSE annonce qu'elle va défier la loi spéciale.

2. Nous tenons à remercier le serveur du Saint-Ciboire pour sa collaboration.

La conférence de presse se termine, une manifestation spontanée quitte le parc Émilie-Gamelin.

Le lendemain, 22 mai, l'une des plus grosses manifestations de l'histoire du Québec, organisée par la CLASSE, emprunte la rue Sherbrooke vers l'ouest. Les centrales syndicales et les fédérations étudiantes ont publié la veille un trajet dans les médias – qui annonçait le chemin inverse, vers l'est. Ils ne seront que quelques centaines à le suivre. La vraie manifestation, elle, est illégale puisque son itinéraire n'a pas été annoncé à l'avance ; ce sont près de 200 000 citoyennes et citoyens qui défient la loi. Il s'agit probablement du plus gros acte de désobéissance civile à avoir été perpétré au Québec.

C'est à la suite de son congrès du 20 mai 2012 que la CLASSE a pris la décision de défier une loi qui avait la capacité de littéralement la détruire. En agissant de la sorte, ses élus s'exposaient à des amendes importantes. Une association étudiante ne la respectant pas s'exposait aussi à la perte de ses cotisations étudiantes. Cette loi a permis de démontrer toute la puissance que peut déployer un État pour faire face à un mouvement de contestation. Sur le court terme, il peut se doter de tous les droits.

Qu'est-ce que l'État³ ?

Cette question est posée au début de tout bon cours de science politique. La définition la plus courte et la plus courante est celle du sociologue allemand Max Weber. Selon lui, l'État est le « monopole de la violence légitime ». En d'autres mots, il est la seule institution dans une société à pouvoir faire usage de la violence. Par exemple, la police

3. Il s'agit d'une interprétation militante et non savante.

ou l'armée peuvent utiliser la violence de manière légitime, mais pas les citoyens⁴.

L'État apparaît comme l'élément central de nos sociétés. Il a en ce sens été l'objet d'un nombre phénoménal d'analyses selon autant d'écoles de pensée. Nous pensons qu'il est possible de situer le rapport entre l'État et la CLASSE dans le cadre de la grève de 2012 à partir des réflexions de deux auteurs. La philosophie de l'État de Thomas Hobbes permet de bien le cerner comme l'institution ayant l'objectif de contenir le rapport de force économique et matériel des étudiants, tandis que la pensée politique d'Antonio Gramsci permet, quant à elle, de bien cerner la question du discours, soit l'affrontement entre les idées du gouvernement et celles des étudiants.

À l'aube de la modernité, l'influent philosophe Thomas Hobbes lance l'hypothèse de travail suivante : sans coercition, la société retombe à l'état de nature, cadre où le plus fort l'emporte. Selon une formule restée célèbre, dans l'état de nature « l'homme est un loup pour l'homme ». Hobbes explique : « [A]ussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre est guerre de chacun contre chacun⁵. » En d'autres mots, les individus se font justice eux-mêmes. Ils se volent, se battent et se tuent dans le but de satisfaire leurs intérêts propres. L'état de nature représente ainsi une situation

-
4. Dans *Économie et société*, Max Weber dira de l'État qu'il est « une entreprise publique à caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application de ses règlements, le monopole de la contrainte physique légitime sur un territoire donné ».
 5. Thomas Hobbes, *Léviathan*, Paris, Dalloz, 1999, p. 124.

dans laquelle l'absence de règles constitue la norme. Pour créer un sentiment de sécurité, assurer la paix et préserver le bien commun, il doit donc y avoir l'émergence d'un état civil qui puisse s'opposer à l'état de nature. Mais pour s'assurer de ne pas retomber à l'état de nature, les humains doivent être gouvernés par la peur. Hobbes l'illustre par la métaphore du *Léviathan*, un monstre qu'il compare à un souverain capable de faire respecter son autorité. Si tu frappes quelqu'un, une entité plus forte interviendra en retour à ton endroit. C'est donc la menace de représailles et le pouvoir de coercition de l'État qui permettent aux membres d'une société de vivre ensemble. Pour Hobbes, l'État est donc conçu comme un outil de répression afin d'empêcher une guerre perpétuelle de tous contre tous. La peur nous permet ainsi de vivre ensemble.

Suivant cette théorie, l'État a pour but d'empêcher les extrêmes de se manifester. Lorsqu'un conflit éclate, il doit être réglé à l'intérieur des balises qu'il institue. Si ce n'est pas le cas, la crise fait revêtir à l'État son aspect originel, soit le monopole de la violence légitime, afin d'éviter un retour à la phase de la lutte de tous contre tous. Lorsqu'on regarde le discours du premier ministre du Québec durant les moments les plus tendus de la grève étudiante, la théorie énoncée plus haut devient fort utile et éclairante. En effet, il n'a cessé de marteler sur toutes les tribunes ce que devait être le rôle de l'État de droit, gardien de la loi et de l'ordre, pour que cessent la violence et l'intimidation. Le droit individuel, celui d'agir individuellement sans obstruction d'autrui, a aussi été partie prenante de son discours, qui a servi à légitimer la répression juridique et policière au nom d'un vivre-ensemble qui serait menacé par des étudiants en grève.

Gramsci et l'hégémonie

Entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale, le militant et philosophe Antonio Gramsci, contrairement à Hobbes, a développé de son côté une théorie ne prenant pas uniquement en considération la fonction répressive de l'État. À la fonction de domination, Gramsci ajoute la fonction d'hégémonie. Celle-ci s'exerce par le biais de la culture et de l'idéologie. Elle est diffusée surtout par des organismes issus de la société privée comme les groupes de pression, les médias de masse, les partis politiques, la publicité ou les instituts de recherche. L'hégémonie est la façon dominante dont la société conçoit ses valeurs, normes, façons de faire, etc. Elle garantit à l'État le consentement des gouvernés, un statut qui assure la paix sociale. L'État n'a donc pas, à l'instar de Hobbes, une fonction unique de domination. Selon le politologue Jean-Marc Piotte : « [l'hégémonie] doit diffuser sa conception de la vie, ses valeurs, etc., de telle sorte que l'ensemble des groupes sociaux y adhère ou, du moins, ne les rejette pas globalement. Elle doit convaincre : elle ne peut pas imposer à une classe sociale de penser comme elle-même⁶. » Il est donc nécessaire pour les personnes s'opposant à la vision dominante de la société de mettre en place un discours pertinent qui viendra s'y opposer. Nous verrons dans le chapitre sur le discours que l'hégémonie actuelle se manifeste principalement sous la forme d'une adhésion de la société au néolibéralisme.

Selon Gramsci, ce consentement n'est pas nécessairement permanent. À certains moments, une partie de la

6. Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Lux, 2010 p. 212.

société civile peut refuser le discours dominant et tenter de rallier la population à un autre. Par exemple, lorsque les étudiants défendent une éducation libre de l'intervention du privé, gratuite et publique, ils contestent la vision de l'université telle que promue par l'élite. L'idéologie néolibérale dans laquelle s'inscrivent la hausse des frais de scolarité et l'ensemble des mesures d'austérité voit alors le consentement d'une partie des gouvernés à son égard s'effriter. Les arguments du Parti libéral du Québec (PLQ), de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et des chambres de commerce perdent ainsi, aux yeux d'une frange de la population, toute légitimité.

Ce rejet s'est fait sentir tout au long du conflit. Pour chaque nouveau procès, chaque loi spéciale, chaque geste de brutalité contre le mouvement, c'est la confiance envers les institutions qui s'est retrouvée entamée. C'est la force de notre mouvement qui a motivé le Parti libéral à mettre en place une loi liberticide et à nous réprimer avec une violence démesurée et arbitraire tout au long du printemps. Or, en agissant ainsi, l'État se fait outrage à lui-même. Le système judiciaire québécois fut d'une certaine façon lui-même responsable de sa perte d'autorité. Ce printemps, nous avons été des milliers à avoir perdu confiance en nos institutions.

À la lumière de ces deux théories, nous en venons donc à dégager deux sphères dans lesquelles un mouvement social s'inscrit. La première, une lutte davantage matérielle, dont l'objectif est d'ébranler le pouvoir en place par une pression essentiellement économique. La grève étudiante s'inscrit dans cette lignée. En n'allant pas à leurs cours, les étudiantes et étudiants perturbent l'ordre normal des choses. Cette

pression matérielle peut être l'affaire d'une minorité d'individus, une centaine de personnes bien organisées pouvant perturber la paix sociale et exercer une pression économique significative. Mais elles sont par le fait même souvent marginales et faciles à réprimer. D'où la nécessité d'un mouvement de masse. La deuxième sphère dans laquelle s'inscrit un mouvement social est celle de l'hégémonie, par l'élaboration d'un discours alternatif au discours dominant. C'est le succès de ce discours qui permet de déterminer l'ampleur que prendra le mouvement. Ces deux sphères, indispensables à la création d'un véritable mouvement social, se manifestent dans une stratégie globale appelée dans le jargon militant l'escalade des moyens de pression.

Nous venons de faire un étalage de certaines notions théoriques nécessaires à la compréhension de la grève étudiante. Maintenant, il est temps de voir comment ces notions se matérialisent en stratégies politiques concrètes.

Deux formes d'interactions avec l'État

Un mouvement social peut s'opposer aux politiques d'un gouvernement suivant plusieurs types de stratégie. Depuis la naissance du mouvement étudiant québécois au début des années 1960, deux façons de concevoir les relations avec le gouvernement ont animé le militantisme étudiant au Québec. La première revêt la forme d'un lobbying dont l'objectif est de faire pression sur le gouvernement afin d'influer sur l'adoption de certaines politiques publiques. Cette pratique est celle mise de l'avant par les fédérations étudiantes : la FECQ et la FEUQ. Par la publication de recherches et la tenue de rencontres avec les membres du gouvernement, on cherche à influencer, au jour le jour, l'élaboration de certaines politiques publiques. L'objectif

est d'obtenir divers gains ici et là afin d'améliorer directement la condition étudiante.

Sur le plan stratégique, l'ASSÉ refuse d'adopter cette politique des compromis⁷, des faux consensus et de la concertation. C'est qu'aujourd'hui prédomine encore cette idée qu'il faut gérer le conflit social pour l'apaiser, voire le taire. Une sorte de politique de la table ronde est mise en branle où chacun est invité à s'asseoir pour faire part de ses positions, à opposer la force de ses arguments, à dialoguer afin de trouver le juste milieu : c'est ce qu'on appelle le concertationnisme. De nombreuses organisations – notamment du mouvement syndical – ont adhéré rapidement à cette approche qu'elles considèrent comme plus réaliste qu'une approche conflictuelle. Pour elles, l'ouverture au dialogue et à la négociation serait un gage de maturité politique appréciée de la part de l'opinion publique, ce qui permettrait d'obtenir davantage de gains pour leurs membres. En vérité, le concertationnisme opère avec des rencontres et des consultations qui ne servent, bien souvent, qu'à donner un vernis de légitimité politique à des décisions déjà prises⁸. Car le gouvernement ne défend pas toujours le bien commun et les partis politiques ont

7. Pour l'ASSÉ, il y a certains principes qui sont non négociables, dont l'accessibilité aux études pour tous et toutes et le droit à l'éducation.

8. Un bon exemple de cela en est le Sommet sur l'éducation supérieure – sur le point d'avoir lieu au moment d'écrire ces lignes – et l'approche qu'y a adoptée la FEUQ. Cette dernière semble avoir tout misé sur une stratégie de concertation, n'ayant publié du matériel de mobilisation contre l'indexation des frais de scolarité – défendue par le gouvernement Marois – que quelques semaines avant le sommet, alors que l'ASSÉ a mis de l'avant dès l'automne du matériel concernant la gratuité scolaire. En cas d'échec lors du sommet, la FEUQ risque fort de ne plus avoir aucun rapport de force.

toujours des agendas bien précis à pousser, reflétant les intérêts des groupes qui leur sont proches. Or, à force de concertation, les avancées sociales obtenues à l'arraché grâce à de chaudes luttes sont en train de s'effriter. Force est de le reconnaître, depuis qu'on a adopté cette approche dans les années 1980, elle a davantage profité aux acteurs du monde des affaires et aux alliés idéologiques des gouvernements de droite. Par exemple, alors que l'ensemble des tarifs dans les services publics augmente, que le gouvernement demande aux citoyens de se serrer la ceinture, de faire leur juste part, la croissance économique promise par les gouvernements ne profite qu'à une minorité de fortunés qui voient leur charge fiscale s'alléger d'année en année.

La grève étudiante a démontré toute la faiblesse de cette stratégie. D'un côté, le Parti libéral et l'ensemble des organisations patronales ont appuyé la hausse des frais de scolarité, de l'autre, la vaste majorité des groupes communautaires, des organisations féministes et des associations étudiantes l'ont dénoncée. Le débat était très polarisé. Le gouvernement lui-même refusait toute forme de concertation, de négociation. Lorsqu'en février 2010, la ministre Michelle Courchesne affirmait qu'il y avait un consensus sur la hausse, mais que ce consensus excluait les étudiants, l'ensemble du mouvement étudiant – tant l'ASSÉ que les fédérations étudiantes – a alors compris qu'il ne pouvait rien espérer obtenir par la voie de la discussion et que pour le Parti libéral du Québec, la hausse était non négociable. La seule solution qui restait, c'était la rue : bâtir un rapport de force par la mobilisation pour forcer le gouvernement à revenir sur sa décision. Malgré les appels aux compromis pour mettre un terme au conflit étudiant, relayés par le

mouvement syndical, autant le gouvernement que les étudiants sont restés campés sur leurs positions.

L'ASSÉ met ainsi de l'avant une stratégie politique de conflit, qui s'inspire du syndicalisme de combat. Elle vise la création d'un rapport de force permanent avec le gouvernement par la mobilisation. Elle refuse toute négociation avec le gouvernement, sauf au moment où elle acquiert un rapport de force conséquent face à ce dernier. Cette position de force s'acquiert normalement par le recours à la mobilisation de masse. La prise de décision y est aussi collective, les grandes orientations politiques du mouvement étant prises directement par les militants et militantes. Les structures plus inclusives permettent une plus grande implication. Nous reviendrons sur cette distinction dans le prochain chapitre.

Les négociations : pot-pourri

Nous ne sommes réellement allés négocier qu'à trois reprises : du 23 au 25 avril, les 4 et 5 mai ainsi que dans la semaine du 28 au 31 mai. La première fois, la ministre nous a jetés dehors. La deuxième fois, nous avons signé une entente qui a été rejetée par 100 % de nos membres en grève. La dernière fois, c'est le gouvernement qui est parti.

Il est difficile de tirer une leçon de tout ça, outre le fait que la CLASSE n'a jamais vraiment développé des compétences pour la négociation. La FECQ non plus d'ailleurs. La négociation durant ce conflit a principalement été menée par la FEUQ via deux de ses représentants : Yannick Grégoire, un vieux loup de mer du mouvement étudiant, et Martine Desjardins, à qui on peut facilement donner le titre de négociatrice en chef du mouvement étudiant. D'ailleurs, si l'on observe attentivement la plupart des photos d'entrée et de sortie lors des séances de négociations, on s'aperçoit qu'elle est la seule qui tenait en main des dossiers.

Trois anecdotes, à notre sens, résument bien l'état d'esprit ayant présidé aux négociations et illustrent les positions des différents acteurs durant la grève :

- 1) Le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) n'a jamais été en mesure de contredire les arguments de la FEUQ. C'est lors des dernières négociations que nous avons compris qu'une entente serait impossible. La FEUQ a alors réussi à démontrer que par la réduction du crédit d'impôts d'études postsecondaires, il était possible de mettre en place un moratoire sur toute hausse de frais de scolarité. Le gouvernement a répondu que nous avons trouvé là une voie comptable acceptable, mais que c'était sur le principe qu'il était impossible de s'entendre. La base libérale tenait à ce que les étudiants et étudiantes paient davantage pour leurs frais de scolarité.
 - 2) Le premier soir du troisième *round* de négociations toutes les parties avaient rapidement fait valoir leurs arguments. À 21 h, la rencontre était terminée. Dans le but de montrer que tout le monde travaillait au règlement du conflit, les négociations se sont « poursuivies » jusqu'à 22 h, soit l'heure qui avait été transmise aux journalistes comme étant celle marquant la fin de la journée de négociations.
 - 3) À la suite de la signature de l'entente du 5 mai, qui fut par la suite massivement rejetée par les grévistes, Gabriel Nadeau-Dubois est entré dans la salle de négociations afin de négocier une entente concernant les communications avec les médias. Tous les représentants du gouvernement lui ont serré la main, à l'exception de Line Beauchamp qui a tout simplement fait comme s'il n'existait pas. Ce n'est qu'après que Michelle Courchesne l'eut enjointe à serrer la main du coporte-parole de la CLASSE qu'elle s'exécuta finalement. Rappelons que lors de son passage à l'émission *Tout le monde en parle*, la ministre Beauchamp avait affirmé qu'elle ne négocierait jamais avec Gabriel Nadeau-Dubois, car il aurait brisé les lunettes de sa secrétaire lors d'une occupation de ses bureaux.
-

La grande stratégie : l'escalade des moyens de pression

Une différence fondamentale entre le concertationnisme et la stratégie plus combative que représente le syndicalisme de combat est cette idée que le seul moyen de faire reculer le gouvernement sur une mesure à laquelle il tient vraiment, c'est de créer une mobilisation massive s'y opposant. Un tel mouvement ne se bâtit cependant pas en claquant des doigts. Le travail est long et parfois même pénible. Il faut commencer par le commencement. Bien que l'idée d'occuper les bureaux d'un député ou de bloquer un pont dès le début d'une campagne de mobilisation puisse sembler séduisante pour certaines personnes, nous croyons qu'il est nécessaire d'organiser d'abord des actions plus inclusives qui mèneront ensuite à une massification et à une radicalisation de la lutte. Le mouvement étudiant appelle cette pratique l'escalade des moyens de pression. Une accentuation des rapports de force matériel et symbolique par l'extension de la mobilisation. La grande difficulté dans une campagne comme celle-là est d'être capable de bien mesurer le degré de mobilisation du mouvement. En effet, tout ne se passe pas toujours comme prévu. Il est nécessaire d'apporter des ajustements à un plan d'action en cours de campagne si la mobilisation est moins importante (ou plus importante!) qu'anticipé. Nous avons regroupé dans l'ordre différents moyens d'action utilisés par le mouvement étudiant depuis bien des années.

Mentionnons que ces moyens doivent être menés dans le respect de la diversité des tactiques, un concept qui s'avère central. C'est-à-dire que tout mouvement social doit apprendre à considérer l'ensemble des actions organisées par les membres d'un mouvement (de l'occupation de bureau au *flashmob*) comme autant de contributions à la construction du rapport de force. Ce concept n'implique

toutefois pas, comme mentionné ci-dessus, que toute action soit appropriée en toutes circonstances, ou encore que toute action soit acceptable. Au contraire, il est important de préserver une certaine unité dans la diversité des actions, en définissant collectivement les limites à ne pas franchir pour le mouvement. Par exemple, pour la CLASSE, la ligne à ne pas franchir était les actions qui s'attaquaient à l'intégrité des individus.

La pétition

L'une des premières actions effectuées en prévision de la grève a été la quête de signatures via une pétition. Cela permet, entre autres, d'informer et de mobiliser un groupe de personnes (dans ce cas-ci, les étudiants) et de leur faire prendre un premier engagement. Il ne faut pas être dupe, il est rare de faire des avancées sociales significatives avec des pétitions. Elles ont plutôt la fonction de faire débiter la mobilisation, constituant le premier acte politique posé par une personne peu ou pas informée sur un enjeu envers lequel elle s'engage. En signant de son nom, la personne affiche publiquement son opposition/son soutien à une mesure sociale. Il est aussi primordial d'en tirer les informations pertinentes, la pétition permettant de constituer une liste des personnes qui nous sont favorables et qui seront peut-être enclines à poser d'autres gestes politiques.

Les actions symboliques

Une action symbolique⁹ a pour but d'attirer l'attention des médias et de la population sur un enjeu particulier et d'ins-

9. Nous en parlons plus en profondeur dans le chapitre sur les médias de masse.

taurer un climat de solidarité entre les participants. L'objectif est de mobiliser davantage les militantes et militants (par exemple, ceux qui ont signé la pétition). Il faut viser un symbole, un cliché ou rire d'une situation. Le *flashmob* est l'exemple parfait d'une action symbolique. En 2009, durant la grève des professeurs de l'UQAM, un collectif a été créé afin de procéder à des gestes d'éclat dans divers endroits publics. Par exemple, une centaine d'étudiantes et d'étudiants sont restés figés sur la place extérieure d'une sortie de métro à Montréal. Une façon de symboliser que les universités étaient « paralysées par le sous-financement¹⁰ ». La créativité et l'originalité sont les deux éléments qui font qu'une action symbolique connaît un succès. Le 11 mai 2011, l'ASSÉ avait par exemple organisé une partie de hockey en pleine rue afin de contester l'octroi de fonds publics pour la construction du nouvel amphithéâtre de Québec, alors que le gouvernement affirmait que l'éducation était sous-financée¹¹. Et plus près de nous, durant la grève du printemps dernier, des étudiants et étudiantes en théâtre à l'UQAM se sont installés, habillés tout en rouge, sur les quais du métro en formant une ligne rouge. Une manière de briser le quotidien des usagers du métro et de les amener à se questionner sur l'enjeu soulevé par l'action.

Les manifestations

Lorsqu'il y a un certain bouillonnement et que nous sommes en mesure de former un certain noyau, il devient

10. Une vidéo de cette action est disponible à l'adresse suivante: <www.youtube.com/watch?v=qFHzZ6hxJ5A> (consultée le 17 novembre 2012).

11. Le slogan était: « Si on joue au hockey, est-ce qu'on peut avoir de l'argent nous aussi? »

possible d'organiser des manifestations. Comme l'objectif – dans un monde idéal – est une gradation constante des moyens de pression, l'ampleur des manifestations doit aussi suivre cette tendance. Lors du conflit étudiant, les militantes et militants ont su faire preuve de beaucoup d'ingéniosité afin de casser le rythme monocorde que peut être un enchaînement de manifestations qui se ressemblent. De nombreux exemples tirés de la grève de 2012 nous viennent en tête, comme la grande mascarade, une manifestation costumée comportant quatre trajets différents. Les manifestations de soir en sont aussi un autre bon exemple. Lancées à l'initiative de l'Association étudiante facultaire de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM), elles ont constitué l'une des plus belles illustrations de la détermination étudiante et populaire durant la grève. Tous les soirs, dès 20 h, à partir du 24 avril 2012, la population fut conviée sur la place Émilie-Gamelin à Montréal pour marcher dans les rues de la ville. Des rassemblements improvisés qui ont été courus pendant une cinquantaine de soirées consécutives.

Sur les ondes radio de la CLASSE

Montréal, le 22 mars 2012. La place du Canada est l'hôte de dizaines de milliers de personnes, prêtes à prendre la rue. La manifestation se met en marche et gagne la rue Sherbrooke. Après environ 15 minutes de marche, la foule demeure aussi dense dans le parc. Les gens commencent à avoir hâte de manifester. « Équipe 6 à la tête, nous sommes encore des milliers dans le parc, les gens commencent à s'impatienter. »

Quelques secondes plus tard. « Équipe 7 à la tête, une nouvelle manifestation part sur Sainte-Catherine. » « Tête à équipe 7. Restez avec eux et assurez-vous qu'ils nous rejoignent au point d'arrivée. »

« Équipe 9 à la tête. Il y a une autre manifestation qui vient de partir de la Place du Canada en direction sud. »

Quarante minutes plus tard.

« Tête à toutes les équipes. Quel est l'état des manifestations ? »
« Équipe 7, nous sommes sur Sainte-Catherine. » « Équipe 8, nous sommes sur Maisonneuve. » « Équipe 12, nous nous dirigeons vers le Vieux-Port. » « Équipe 4 à la tête, nous sommes en train de vous rejoindre en passant par Berri [...] »

« Comité média à toutes les équipes. C'est plate qu'on n'ait pas de vue aérienne, on pourrait jouer à *Snake* avec les manifs. »

Toutes les manifestations se termineront au Vieux-Port pour les discours de clôture.

La grève ponctuelle

Le mouvement étudiant a souvent l'habitude de voter des grèves ponctuelles. Elles le sont surtout dans le cadre de journées de manifestation. Le 10 novembre 2011, par exemple, plus de 200 000 étudiants et étudiantes ont décidé de voter une journée de grève afin de participer à une grande manifestation nationale. La grève ponctuelle sert souvent d'avertissement en annonçant de nouveaux moyens d'action qui iront en s'intensifiant. Les journées de grève constituent de bons indicateurs pour déterminer la suite possible de la mobilisation. Nous verrons plus tard à quel point les résultats obtenus lors de la grève du 10 novembre 2011 ont été importants pour l'élaboration de la stratégie de déclenchement de la grève générale illimitée à l'hiver 2012. La grève étant une question importante, elle a aussi la capacité de favoriser l'effervescence politique d'un milieu. La campagne de grève au Collège de Bois-de-Boulogne pour la tenue d'une manifestation contre le budget, le 1^{er} avril 2010, à Montréal, avait duré plus d'un

mois et suscité la participation de plus de 50 % de la population étudiante au vote. L'expérience de la grève contribue ainsi à créer le bassin militant nécessaire à l'organisation d'une éventuelle grève générale illimitée.

L'action directe

Contrairement à l'action symbolique, l'action directe ne vise pas uniquement à faire parler d'elle, mais surtout à perturber le cours normal des choses, l'ordre social. Les moyens généralement mis de l'avant sont ceux du blocage ou de l'occupation. Normalement, ce type d'action survient lorsqu'il y a davantage qu'un simple noyau de personnes mobilisées. Elle débute lorsqu'il commence à y avoir un certain degré de radicalisation au sein du mouvement. Elle est l'un des éléments centraux dans la constitution d'un rapport de force, car elle permet de rendre la situation politique davantage tendue. Une tension qui devient nécessaire lorsque le gouvernement reste insensible aux revendications. Par exemple, la CLASSE considère qu'il peut être nécessaire de déranger le travail de députés ou celui des fonctionnaires, de perturber l'économie et rendre la situation politique et économique tendue afin de forcer le gouvernement à entendre ses revendications.

Blocage aux bureaux de la CREPUQ

Montréal, 7 mars 2012. Une foule est rassemblée au métro Square-Victoria. Suivant le signal, environ 500 personnes se dirigent vers le 500 rue Sherbrooke Ouest, une tour à bureaux qui abrite notamment les bureaux de Loto-Québec et de la CREPUQ. Ce sont ces derniers qui sont visés. Tout le monde bloque les portes en se massant devant. Le premier avis d'éviction est donné.

Quelques personnes quittent les lieux, d'autres décident de rester. L'antiémeute intervient, utilisant alors des bombes sonores. Certaines sont lancées directement dans la foule.

À chaque détonation, les manifestants prennent la fuite, mais reviennent confronter les policiers. Plusieurs blessés au gaz irritant sont au sol, d'autres, restés indemnes, aspergent d'eau leurs yeux irrités. L'antiémeute avance. On l'entend aux sons des pas et au bruit de leurs matraques frappant sur leurs boucliers. La police frappe violemment les personnes qui ne peuvent marcher à leur rythme. Celles qui ont le courage de rester pour aider des manifestants paniqués ne voyant plus rien en raison du poivre de Cayenne goûtent au même traitement.

« C'est toi qui organises ça, crise de folle ? » crie un policier.

Plusieurs réussissent finalement à gagner le trottoir. Au loin, on aperçoit une dizaine de camarades autour d'un jeune ensanglanté. D'autres s'approchent, il semble défiguré. Une grenade assourdissante a explosé près de son visage. Francis Grenier vient de perdre un œil.

La grève générale illimitée

La grève générale illimitée est considérée dans le mouvement étudiant comme étant l'ultime moyen pour faire reculer le gouvernement. Elle est le catalyseur de tous les autres : tous les types d'action (de l'action symbolique à l'action directe) se retrouvent alors à être multipliés, et ce, aux quatre coins du Québec. De même, la condition étudiante exigeant bien souvent de travailler pour pouvoir vivre et les études occupant la majeure partie de leur temps, elle permet aux étudiants de se libérer de leur travail académique afin de faire du travail militant (qui est selon nous tout aussi formateur).

Réussir une grève générale illimitée est un travail de longue haleine. La planification et la mobilisation pour la

grève étudiante de 2012 ont pris environ deux ans. Elle est le fruit d'un travail assidu, d'une sensibilisation provenant des pétitions, manifestations, grèves ponctuelles et autres actions qui ont permis de bâtir un mouvement maintenant prêt à décider d'entrer en grève pour une durée illimitée.

Par contre, une croyance populaire s'est répandue dans le mouvement étudiant, décrivant la grève comme l'ultime moyen, le seul qui puisse réellement faire plier le gouvernement. Il n'a pas été rare d'entendre des militants affirmer qu'une fois massive, toute grève étudiante réussit à faire reculer le gouvernement. Durant les assemblées générales, surtout dans les associations étudiantes plus radicales, de nombreuses personnes servaient ce discours afin de faire la promotion de la grève. « Si on réussit à faire la grève, qu'elle devient générale et qu'on multiplie les actions et qu'on survit à l'usure, on va gagner ! » Dans une certaine mesure, la grève étudiante de 2012 fait exception à la règle¹². Le gouvernement Charest était résolu à faire preuve

12. Le mouvement étudiant québécois a connu, avant 2012, huit grèves générales illimitées. La première, en octobre 1968, revendique l'auto-gestion du réseau universitaire, la gratuité scolaire et l'accès à l'éducation pour les familles défavorisées et francophones. En résulteront notamment un gel des frais de scolarité et la mise sur pied du réseau des universités du Québec. À l'automne 1974, deux grèves se déroulent durant le même trimestre, demandant une amélioration du régime de prêts et bourses et l'abolition des tests d'aptitudes pour les étudiants universitaires. La troisième survient en novembre 1978, débouchant sur une bonification du régime de prêts et bourses. À l'hiver 1986, un nouveau débrayage forcera le gouvernement à reculer sur la hausse des frais de scolarité. En 1988 et 1990, deux grèves qui peineront à décoller vont aboutir à des échecs, n'ayant pas réussi à obtenir une bonification du régime de prêts et bourses et à empêcher le dégel des frais de scolarité, le premier depuis 1968. À l'automne 1996, une grève générale illimitée fera cette fois reculer la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, sur un nouveau dégel des

de la plus grande fermeté, quitte à devoir réprimer violemment sa jeunesse. Devant l'intransigeance et la violence d'un parti politique au pouvoir, son remplacement peut parfois être la seule issue possible à un conflit. Il est nécessaire de le rappeler, ce n'est pas uniquement la grève qui a annulé la hausse des frais de scolarité, il a aussi fallu des élections. Cependant, il est difficile d'imaginer que le Parti québécois aurait opté si clairement pour l'annulation de la hausse s'il n'y avait pas eu une mobilisation étudiante et populaire aussi importante. Il n'est pas inutile de rappeler que la chef de ce parti, Pauline Marois, a tenté de dégeler les frais de scolarité en 1996 lorsqu'elle était ministre de l'Éducation, et que sa préférence réelle sur la question va en faveur d'une indexation des frais de scolarité.

Pour mener à bien sa campagne de mobilisation, la CLASSE a été en mesure d'utiliser tous les outils et tous les espaces qui peuvent mettre davantage de pression sur le gouvernement lors d'une grève. Il faut faire pression dans les paramètres prévus à cet effet par l'État, mais aussi, lorsque nécessaire, à l'extérieur de ceux-ci, avec des actions d'éclat et, au besoin, par la désobéissance civile. Le mouvement étudiant le fait depuis qu'il existe : il manifeste, bloque l'entrée d'établissements, organise des activités de

frais de scolarité. Finalement, la huitième grève générale illimitée, qui s'est tenue à l'hiver 2005, fera reculer le gouvernement Charest sur une réforme de l'aide financière aux études ayant entre autres converti 103 millions de dollars de bourses en prêts. Pour plus d'informations, voir entre autres Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes*, Montréal, ANEQ, 1984; Benoit Lacoursière, *Le Mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, Montréal, Sabotart, coll. « Mémoire et Luttes », 2007; ou la brochure de l'ASSÉ, *Recueil d'histoires sur le mouvement étudiant*, hiver 2005, disponible sur <www.asse-solidarite.qc.ca>.

sensibilisation et crée une pression économique immense lorsque les étudiants ne vont pas à leurs cours. Par l'autonomie qu'elle confère aux grévistes, la grève, une fois qu'elle est bien lancée, permet au mouvement étudiant de revêtir sa forme la plus puissante, par le dépassement des organisations par les individus. La grève, elle, est l'affaire de tous les militants et militantes. À force de discussions en assemblée générale et par la participation à de nombreuses actions, les militantes et militants deviennent à leur tour des organisateurs. Le tout a pour résultante une augmentation exponentielle du nombre d'événements et d'actions. Il n'est plus nécessaire pour l'organisation à l'origine de la grève de continuer à la structurer complètement. Son rôle, comme cela a été le cas pour la CLASSE, est de s'occuper des événements de grande envergure et d'assumer une coordination générale de la stratégie globale et autonome du mouvement. Le tableau suivant donne des exemples concrets d'une stratégie d'escalade des moyens de pression, bien qu'il ne reflète pas l'ensemble des actions menées dans le cadre de la grève.

TABLEAU 1.1

Synthèse d'une stratégie d'escalade des moyens de pression

Automne 2010	Lancement d'une pétition contre la hausse des frais de scolarité. Le 9 décembre, 30 000 signatures seront recueillies sur le document déposé à l'Assemblée nationale ¹ .
6 décembre 2010	60 000 personnes en grève d'une journée pour une manifestation à Québec en marge de la Rencontre des partenaires universitaires.
Hiver 2011	Annnonce du montant de la hausse. Manifestation avec l'ensemble de la société civile. Des milliers de personnes marchent dans les rues de Montréal le 12 mars.

Automne 2011	Tournée de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), mobilisation intensive sur les campus et actions régionales. Vers la fin de l'automne, les associations étudiantes les plus mobilisées ont des mandats de grève pour l'hiver.
10 novembre 2011	Une des plus grosses manifestations étudiantes à ce jour, 20 000 à 30 000 personnes manifestent à Montréal. Annonce d'une possible grève générale illimitée à l'hiver.
27 janvier 2012	Blocage des bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal.
13 février 2012	Déclenchement de la grève générale illimitée.
23 février 2012	Manifestation nationale de déclenchement de grève à Montréal.
1 ^{er} mars 2012	Manifestation nationale à Québec.
22 mars 2012	Plus de 300 000 étudiantes et étudiants sont en grève pour la plus importante manifestation étudiante de l'histoire du Québec (à ce jour).
26 au 30 mars 2012	Semaine de perturbations économiques.
27 mars 2012	Environ 2 700 professeurs signent le <i>Manifeste des profs contre la hausse</i> .
Avril 2012	Élargissement de la lutte à l'ensemble de la société et début d'un mouvement autonome.
9 avril 2012	Rassemblement populaire de la CLASSE au parc Émilie-Gamelin : «Vers un printemps québécois».
14 avril 2012	Manifestation de la CLASSE «Pour un printemps québécois».
22 mai 2012	Manifestation monstre à Montréal contre la loi spéciale et contre la hausse.

1. Cette pétition, citée à de nombreuses reprises par la CLASSE, a été lancée à l'initiative des fédérations étudiantes.

Le rapport aux autres

À l'escalade des moyens de pression s'ajoute la nécessité de créer une coalition des forces progressistes de la société civile. L'union des voix accroît la légitimité et la portée d'un discours capable de mettre au défi celui des dominants. Pour

une organisation étudiante, ce travail est constant, tant au niveau local que national. Si les associations étudiantes locales ont su maintenir des liens avec les syndicats et les autres groupes étudiants de leur campus, la CLASSE a créé des liens avec les syndicats locaux et les grandes centrales, les groupes communautaires, les organisations féministes et populaires dans le but de tisser des solidarités.

Les organisations étudiantes nationales

Née pour mettre fin au monopole des fédérations étudiantes dans le mouvement étudiant, et donc comme alternative à celles-ci, l'ASSÉ est en constante tension avec ces dernières. Loin d'être la conséquence de guerres de clocher ou d'une course au *membership*, ces tensions relèvent plutôt de pratiques différentes du syndicalisme étudiant. La grève de 2012 a cependant été, pour la première fois depuis la création de l'ASSÉ, le théâtre d'une collaboration entre toutes les organisations étudiantes, qui s'est traduite notamment par la mise sur pied d'une table de négociation conjointe. En proposant un pacte de solidarité entre les différentes associations étudiantes, l'ASSÉ cherchait à propager ses pratiques et à éviter que les organisations nationales viennent mettre un terme au mouvement de grève sans consultation des étudiants – comme cela s'était vu par le passé, dans le cas précis de la FEUQ.

Pour concrétiser cet objectif, l'ASSÉ a organisé un vaste forum qui a réuni des associations étudiantes de partout à travers le Québec, de l'ensemble des affiliations nationales : le Rassemblement national étudiant 2011 (RNE). Il en est ressorti l'entente suivante :

Entente minimale

1. Que le rassemblement national étudiant reconnaisse qu'une collaboration entre les associations nationales permettrait d'augmenter significativement nos chances de bloquer la hausse des frais de scolarité.
 2. Mais qu'une telle collaboration ne [soit] possible qu'à condition que chacune de ces associations respecte les trois clauses suivantes:
 - 1- La clause de solidarité: Que chacune des associations nationales refuse de négocier avec le gouvernement si celui-ci exclut l'une d'entre elles.
 - 2- La clause de non-recommandation: Que les associations étudiantes nationales s'engagent à ne pas recommander une proposition du gouvernement à ses membres afin de laisser réellement aux assemblées générales ou instances locales le dernier mot.
 - 3- La clause de non-dénonciation: Que les associations étudiantes nationales et les associations locales s'engagent à ne pas dénoncer dans les médias les actions entreprises par les autres organisations nationales et associations locales.
-

La fameuse entente du RNE a provoqué énormément de tensions au sein des instances de la FECQ, mais celle-ci l'a tout de même entérinée. La FEUQ a quant à elle toujours refusé de le faire. Il est ironique de constater que dans la pratique, la FEUQ a respecté l'entente, mais pas la FECQ. La fédération collégiale a ainsi affirmé à maintes reprises qu'elle était prête à s'asseoir avec le gouvernement sans la CLASSE et elle a condamné certaines actions étudiantes à plusieurs occasions.

Il faut cependant noter que la collaboration ne s'est pas faite sans douleur, la grève ayant été marquée par plusieurs

tensions. Ironiquement, c'est la FECQ qui a été à l'origine du « front commun » entre les trois organisations nationales. À la suite d'une entrevue accordée à Radio-Canada, Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, a proposé au coporte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois de faire une sortie commune afin de rejeter en bloc la première proposition du gouvernement¹³. Ce dernier l'a présentée à son exécutif qui l'a ensuite présentée au congrès du lendemain. À la suite d'un long débat, le congrès donnait le mandat au comité média d'organiser un point de presse conjoint entre les trois organisations nationales. L'adoption de ce mandat n'est pas étrangère au fait que de nouvelles associations avaient rejoint la Coalition. En effet, de nombreuses associations provenant notamment de l'Université de Montréal, membres également de la FEUQ, souhaitaient ardemment une collaboration entre les fédérations et la CLASSE. Gabriel Nadeau-Dubois affirme que « l'objectif, à ce moment-là, a été de lier, devant les médias nationaux, les fédérations étudiantes à ne pas aller négocier sans nous ». Il est allé jusqu'à dire dans le point de presse : « Aujourd'hui, nous annonçons que nous n'irons pas négocier l'un sans l'autre. » Il n'avait évidemment pas prévenu les présidents des fédérations. Un représentant d'une association étudiante membre de la FEUQ nous a confié que les manœuvres de Gabriel n'ont pas du tout été appréciées. Malgré tout, cette sortie commune a réussi à renforcer

13. Avant d'entamer de réelles négociations, le gouvernement a fait des offres aux étudiants via les médias. La première consistait en un étalement de la hausse sur sept ans – en diminuant ainsi le coût annuel, mais tout en augmentant la facture finale! –, un remboursement proportionnel aux revenus ainsi qu'une modeste bonification du régime de prêts et bourses.

l'idée que les étudiants étaient unis face au gouvernement et que l'un n'irait pas négocier sans l'autre.

Les groupes de la société civile

Dans un contexte où le mouvement étudiant ne représente qu'une infime partie des regroupements progressistes dans une société, il est nécessaire de pouvoir compter sur les appuis de nombreux groupes. Il est primordial de se coaliser avec des groupes syndicaux, communautaires et environnementaux, même s'ils ne partagent pas nécessairement des idées et des pratiques identiques à celles des étudiants.

La Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics s'inscrit dans cette lignée. Réunissant des groupes de tous les horizons, elle a été créée en 2010 en réaction aux différentes mesures d'austérité pressenties dans le budget libéral 2010-2011 : augmentation des tarifs d'électricité, tarification du système de santé, augmentation des frais de scolarité, etc. Des mesures qui s'inscrivent dans un contexte caractérisé par une crise économique mondiale, mais aussi par des baisses d'impôts pour les plus fortunés. Cette coalition a permis de réunir sous une même bannière divers regroupements opposés aux mesures d'austérité, et donc par le fait même de coaliser de nombreux organismes contre la hausse des frais de scolarité. Les étudiants ne se retrouvaient donc pas seuls. Dans le cadre de la grève, la CLASSE a ainsi pu compter à de nombreuses reprises sur l'aide de la coalition, que ce soit pour l'organisation d'actions ou pour des annonces publiques.

La CLASSE a énormément travaillé à conscientiser les divers groupes de la société civile sur la question du discours et des moyens d'action à utiliser pour faire face aux mesures d'austérité. Par la diffusion de ses idées et pratiques auprès

d'autres mouvements sociaux, elle a ainsi pu obtenir des appuis solides lors de la rentrée à la session d'hiver 2012. Ces appuis ne l'ont pas été uniquement par rapport à nos revendications, mais aussi à nos moyens d'action. Il faut souligner que la première action directe organisée dans le cadre de la grève de 2012 a été le blocage du Centre de commerce mondial afin de protester contre les mesures d'austérité, à l'appel justement de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

Finalement, il ne faut pas laisser dans l'ombre les innombrables appuis au mouvement étudiant qui sont venus des artistes. L'engagement de ces derniers aura sans conteste permis au discours des étudiants en grève d'avoir davantage d'écho et de populariser la lutte. Pensons par exemple à la Soirée des Jutra, lors de laquelle de nombreux artisans du cinéma arboraient le carré rouge, ou encore à la célèbre formation Arcade Fire qui l'a porté à la populaire émission américaine *Saturday Night Live*. La CLASSE a également pu bénéficier gratuitement, et cela à de maintes reprises, de leur participation à des vidéos et à plusieurs spectacles. L'initiative des artistes a souvent été personnelle. L'étoile internationale du Web Jon Lajoie a ainsi écrit une chanson pour rendre hommage aux grévistes. La vidéo de la chanson, diffusée sur YouTube, a récolté plus d'un demi-million de visionnements¹⁴. Cela sans compter l'appui de Xavier Dolan qui a porté le carré rouge au Festival de Cannes.

14. Il est possible de visionner la vidéo à l'adresse suivante: <www.youtube.com/watch?v=zL1TBfyZNoA> (page consultée le 27 janvier 2013).

Les syndicats

Les syndicats appuient normalement les mouvements sociaux. Ils servent aussi parfois d'intermédiaires avec le gouvernement. Ils sont l'allié naturel du mouvement étudiant, souvent les premiers à prendre position en sa faveur. Ils ont beaucoup aidé les associations étudiantes durant les dernières années par une mobilisation de leurs membres lors des manifestations et par une aide financière. Philippe Lapointe, membre de l'exécutif de la CLASSE, responsable des relations avec les syndicats et des négociations, affirme qu'«au départ on ne parlait pas du tout avec les exécutifs des centrales syndicales. On allait toujours voir les membres, la base des syndicats. C'est seulement à la suite des négociations que nous avons vraiment commencé à entretenir des liens.» De leur côté, les fédérations étudiantes, de concert avec les centrales syndicales, ont créé l'Alliance sociale afin de s'assurer d'une solidarité venant des syndicats lors d'une éventuelle hausse des frais de scolarité. Elles ont regroupé sept syndicats (FTQ, CSN, CSQ, CSD, SFPQ, APTS et SPGQ).

Les grandes centrales ne voyaient pas d'un bon œil le mouvement étudiant plus combatif. L'inverse est aussi vrai. Dès les premiers préparatifs en vue du conflit, la CLASSE faisait ainsi preuve d'une certaine méfiance envers les grandes centrales. Celles-ci représentent d'abord et avant tout l'intérêt de leurs membres, qui ont un spectre politique très varié. Par exemple, le président de la FTQ, Michel Arsenault, s'est présenté aux négociations entre syndicats, étudiants et gouvernement sans carré rouge¹⁵. En 2005, un

15. Négociations des 4 et 5 mai où le gouvernement avait convié organisations étudiantes nationales, centrales syndicales et les administrations des cégeps et des universités.

autre président de la FTQ, Henri Massé, s'était directement ingéré dans la grève étudiante en demandant au mouvement étudiant de mettre davantage d'eau dans son vin. Selon la perception populaire voulant que les syndicats soient des institutions de gauche dans la société québécoise, cette attitude des syndicats contribue à marginaliser davantage les contestataires. La relation entre la FTQ et une partie du mouvement étudiant n'est d'ailleurs pas une belle histoire d'amour.

Il fallait donc trouver le moyen le plus efficace d'aller chercher le soutien du monde syndical. « Notre façon de fonctionner, raconte Philippe Lapointe, était surtout de faire passer des messages par la base des syndicats pour que ça se rende en haut. » Un travail de préparation énorme qui visait à préparer le terrain en vue de la grève. La CLASSE a ainsi approché les syndicats selon sa propre structure, soit du bas vers le haut.

Une rencontre de dernière minute

À la veille d'une rencontre du conseil central de la FTQ, en novembre 2011, l'ASSÉ se rend compte qu'elle n'est pas invitée à présenter ses positions. Ses membres s'activent et après une série d'appels téléphoniques, les sections locales font pression et on invite finalement ses représentants, quelques heures seulement avant la rencontre. « Je pense qu'ils ne s'attendaient pas à ce qu'on vienne, ils ne nous avaient même pas fait de place autour de la table et n'avaient même pas prévu de temps afin qu'on puisse venir dire qui on était », explique Philippe Lapointe. Les représentants de l'ASSÉ entrent et durant la présentation des deux présidents des fédérations étudiantes, ils serrent la main des personnes qu'ils connaissent dans la salle.

« Dans le fond, ce dont on se rend compte, c'est qu'à ce moment, Martine [Desjardins] et Léo [Bureau-Blouin] ne connaissent

personne dans la salle à part les gens de la grosse table et moi, je ne connais personne sur la grosse table, mais je connais tout le monde en bas. Martine fait sa présentation, une bonne présentation. Sauf que le problème, c'est qu'à moi, on ne m'accorde pas de temps de parole. À ce moment-là, un membre de la FTQ-Construction se lève et dit: "J'aimerais ben ça entendre les petits jeunes de l'ASSÉ parler, donc je leur donne mon temps de parole." Je peux finalement parler.»

Une petite anecdote, certes, mais qui démontre toute la méfiance qu'ont eue certaines centrales à notre égard durant la grève. Elle démontre aussi tout le « clash » entre la CLASSE et les fédérations dans leur approche avec les organisations de la société civile. L'une passe directement par la tête tandis que l'autre s'adresse directement à la base.

Le collectif Profs contre la hausse a d'ailleurs été créé selon cette perspective. Évoluant à l'extérieur des structures de leurs syndicats, ces professeurs de cégep et d'université ont organisé de nombreuses actions en soutien aux étudiants. Généralement beaucoup plus radicaux que les dirigeants de leur fédération syndicale, plus enclins à la concertation avec le gouvernement, ils ont sans cesse défendu le point de vue du mouvement étudiant combatif lors de leurs assemblées syndicales.

La rue ne parle pas toute seule

Malgré l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement libéral de Jean Charest n'a jamais voulu accéder à nos demandes. Le ministère de l'Éducation a plutôt répondu à la grève étudiante par des centaines de milliers de dollars en publicité à la télévision, à la radio et dans les journaux.

Sa stratégie s'étant révélée un échec, il a ensuite tenté d'étouffer la grève avec une loi spéciale.

Dans la rue, la police est puissante et ne recule devant rien pour intimider qui que ce soit. De nombreuses personnes ont d'ailleurs eu peur de manifester à certains moments du conflit. Une manifestante, qui désire rester anonyme, nous a confié que : « même lors des manifestations familiales et pacifiques, j'avais peur de la police. Après tout ce qui s'est passé à Victoriaville, j'avais peur de me retrouver à l'intérieur d'une foule, peur que la police nous frappe à tout moment, même si on ne la voyait pas du tout. »

Face au gouvernement, il faut être en mesure d'utiliser tous les espaces politiques qui peuvent aider à créer un véritable rapport de force et à faire avancer la cause défendue. Il faut donc occuper les médias, les réseaux sociaux, la rue ainsi que les canaux officiels de l'État comme les tables de négociations et les tribunaux. Par la mobilisation, il se crée un rapport de force matériel, défiant ainsi la domination de l'État. Par le discours, les mots, les arguments, il devient possible de délégitimer les paroles du gouvernement, d'affirmer que nous ne consentons plus à ses idées et à ses politiques. Nous avons tenté d'illustrer l'articulation de ces deux axes par la fonction de coercition de l'État chez Hobbes et le rôle de l'hégémonie selon Gramsci.

Dans la même lignée, il est nécessaire de développer des liens solides avec toutes les forces progressistes comme les autres regroupements étudiants, les syndicats, les groupes communautaires et environnementaux, qui doivent servir d'alliés. En s'ouvrant aux autres groupes qui luttent contre les injustices, le pouvoir de la population s'accroît face à l'appareil de l'État. C'est à la suite de notre conférence de

presse du 21 mai que le mot «solidarité» a d'ailleurs pris tout son sens. Seule une masse solidaire aura en effet permis de défier la loi spéciale sans aucune conséquence importante. Les casseroles qui ont retenti à travers tout le Québec ont démontré la force d'un peuple face à un gouvernement qui met en place des mesures injustes.

POINT 2

De la démocratie directe à la mobilisation

*Difficile d'expliquer la CLASSE
à ceux qui n'en n'ont pas.*

Clément de GAULEJAC

21 FÉVRIER 2012. Plus de 3 200 étudiants et étudiantes sont rassemblés au Collège de Maisonneuve, entassés dans deux gymnases doubles pleins à craquer. C'est dans ce cadre que la majorité de la population étudiante de ce cégep fut réunie pour participer à une discussion politique de première importance : l'assemblée générale de grève de leur association étudiante. Les étudiants et étudiantes ont devant eux un praesidium, chargé de l'animation des discussions et du respect d'un code de procédures. Plusieurs microphones sont disposés dans les deux salles pour favoriser la prise de parole. Pendant plus de quatre heures, ces étudiants et étudiantes vont discuter de la pertinence ou non de déclencher une grève, de leurs conditions d'études, de la hausse des frais de scolarité et de leur inquiétude face à la direction prise par le Québec. Plusieurs d'entre eux défileront au micro pour parler de leur angoisse devant l'éventualité d'une grève, des risques de perdre leur session ou de la possibilité d'empêcher la hausse des frais en utilisant cet ultime moyen d'action. D'autres étudiants viendront expli-

quer que pour leur part ils ne pourront plus étudier si le gouvernement Charest maintient le cap dans son projet d'endetter davantage la jeunesse, qu'il faut donc utiliser tous les moyens à notre disposition pour empêcher une énième attaque contre l'accessibilité aux études, contre le droit à l'éducation, qu'il faut penser aux générations futures, à nos frères, à nos sœurs. L'avenir du Québec et de notre système d'éducation et la question de la justice sociale sont alors au cœur des interventions. Les discussions sont tendues et émotives, mais elles se font avec respect.

Après de longues délibérations, les étudiants et étudiantes votent à plus de 80 % en faveur de se joindre au mouvement de grève générale. Chaque semaine, nous allons assister à la même scène : ils et elles vont se rassembler à nouveau pour décider de la poursuite ou non de la grève et pour déterminer les actions à effectuer.

Cette image d'une jeunesse engagée et politisée capable de parler d'enjeux de société contraste avec ce qui était d'ordinaire projeté au sujet de notre génération, taxée généralement d'apolitisme, de cynisme et d'individualisme. Une génération d'enfants rois, inapte à participer à la société québécoise sur le plan politique. Un discours qui a certes été renforcé par le faible taux de participation des jeunes aux élections ces dernières années, mais dont les fondements ont été fortement ébranlés par le printemps étudiant. C'était peut-être dans ce rôle de spectateurs que l'élite politique et économique québécoise aurait aimé nous voir confinés, mais c'est justement ce rôle que la jeunesse québécoise a refusé de jouer à travers sa participation massive aux assemblées générales et aux nombreuses actions qui ont rythmé le conflit étudiant. Nous avons appris à débattre, à participer

au débat public, comme jamais nous ne l'avions fait dans nos vies, comme rarement la jeunesse ne l'avait fait dans l'histoire du Québec.

Une partie de la classe politique québécoise de même que plusieurs médias ont tenté de discréditer la démocratie étudiante. Ils ont prétendu que nos assemblées générales étaient un lieu où les étudiants étaient manipulés et intimidés, où les règles étaient antidémocratiques. Certains médias ont sauté sur chaque occasion donnée par notre mouvement, sur chaque erreur de procédure faite dans nos assemblées générales pour nous dénoncer.

En réalité, si très peu de gens ont réussi à comprendre notre fonctionnement, c'est en partie par méfiance envers la force de notre mouvement, mais aussi parce que la vie politique québécoise nous a trop longtemps habitués aux structures hiérarchiques, à la politique spectacle montée par des firmes de relations publiques et aux prises de décision sans consultation. S'il est vrai que notre mode organisationnel contraste énormément avec ce qui se fait en politique partisane, mais aussi au sein des autres mouvements sociaux québécois, il s'agit davantage d'une force que d'une faiblesse pour le mouvement étudiant.

Si le printemps 2012 a réussi à avoir cette ampleur, si malgré les matraques, l'arrogance du gouvernement Charest à notre égard, la loi 12 et les injonctions émises par les juges, notre mouvement s'est maintenu, ce n'est pas en raison de viles manipulations de la part des leaders étudiants ou de fraudes dans l'exercice du vote. C'est principalement parce que les étudiants et étudiantes se sont sentis impliqués du début à la fin du conflit. Ils ont compris qu'ils avaient la possibilité d'agir sur leur monde. Pour de nombreux étudiants – dont plusieurs qui n'ont pas encore le

droit de vote aux élections – c'était la première fois qu'on leur donnait la chance de prendre la parole pour faire part de leurs inquiétudes au sujet du monde dans lequel nous vivons. Cette grève n'aurait pas été si belle et longue si les milliers de grévistes ne se l'étaient pas appropriée comme ils l'ont fait.

Alors que sur le plan discursif et sur celui des revendications, nous pouvons faire un rapprochement entre la mobilisation étudiante qui a secoué le Québec avec celle de Londres ou du Chili, il en va autrement au niveau organisationnel. Nous croyons que le mouvement étudiant québécois tire sa puissance de particularités en ce qui concerne son mode de fonctionnement et sa culture organisationnelle. Ce n'est pas sans raison que nous avons les frais de scolarité les plus bas au Canada. Cela ne résulte pas d'un choix politique ou d'une quelconque élection. C'est au contraire le fruit d'un rapport de force qui a opposé historiquement, d'un côté, les étudiants et, de l'autre, le gouvernement et les acteurs dominants du monde économique. À chaque coupe dans l'aide financière aux études, à chaque hausse des frais de scolarité, à chaque attaque contre l'accessibilité aux études, les organisations étudiantes ont su mobiliser leurs troupes et bien souvent ont réussi à faire reculer le gouvernement. Et si, en 2012, une grande partie des étudiants et étudiantes se sont mobilisés, si la lutte a dépassé la simple question de l'accès à l'éducation pour devenir une véritable lutte populaire, c'est justement à cause de la force des organisations étudiantes et de leur capacité de mobilisation. Les prochaines pages en expliqueront en détail la source.

Un mouvement démocratique

Tout au long du conflit étudiant, le gouvernement de Jean Charest, ses alliés patronaux et certains médias ont tenté de projeter l'image d'un mouvement étudiant usant de l'intimidation, voire de la manipulation ou de la fraude, bafouant la démocratie et les droits individuels. À les entendre, les « carres rouges » usaient de tous les moyens, sans aucun souci éthique, pour faire passer leurs idées et revendications auprès de la population étudiante. Les quelques exemples de dérapage étaient montés en épingle et généralisés à l'ensemble du mouvement pour le discréditer. Cette stratégie mise de l'avant par le gouvernement avait peu de fondements dans la réalité. Au contraire, la défense des droits et libertés des individus et de l'idéal démocratique est au cœur de la pratique du syndicalisme étudiant au Québec. Elle est l'essence même du printemps 2012. Avant le déclenchement de la grève, les étudiants avaient d'ailleurs multiplié les mécanismes pour s'assurer que tous les votes soient menés d'une manière respectueuse, démocratique et transparente. Ce à quoi le mouvement étudiant œuvre, c'est justement à défendre des droits et à développer une culture démocratique dans notre société.

D'ailleurs, aux yeux des militantes et militants étudiants, il était plutôt particulier de se faire administrer une leçon de démocratie et de transparence par un gouvernement qui était éclaboussé par de nombreux scandales de corruption et de collusion. En rupture avec les prises de décision unilatérales du Parti libéral, les nombreux bâillons imposés aux partis d'opposition à l'Assemblée nationale, l'étanchéité du pouvoir politique face au citoyen, le mouvement étudiant québécois a mis au centre de sa stratégie un mode d'organisation démocratique, transparent et horizontal. Profon-

dément marqué par une volonté de faire de la politique autrement, il considère que la politique ne doit pas être l'affaire de quelques personnes élues, mais doit plutôt être prise en charge par le collectif. Les affaires étudiantes ne devraient plus être dirigées par des « leaders » ou des « présidents », mais par l'ensemble des étudiants et étudiantes. Ce sont d'abord à eux et elles de décider des actions et revendications qui devront être mises de l'avant et de les porter. Cette manière de faire est au centre des pratiques de l'ASSÉ, qui a fait de la démocratie directe et de l'élimination des hiérarchies politiques un de ses piliers fondamentaux. Cet idéal démocratique, d'un mouvement par et pour les étudiants, s'incarne d'abord dans les assemblées générales.

Assemblée générale : lieu de démocratie directe

Notre vision, c'est celle d'une démocratie directe sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un Nous qui s'exprime dans les assemblées : à l'école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique. C'est une possibilité pour ceux et celles que l'on n'entend jamais de prendre la parole. Une occasion pour les femmes de parler à titre d'égales, de soulever des enjeux qui, trop souvent, sont négligés ou simplement oubliés. Notre démocratie ne fait pas de promesses : elle agit. Notre démocratie ne nourrit pas le cynisme, elle le détruit. Notre démocratie rassemble, et nous l'avons démontré à maintes reprises. Lorsque nous prenons la rue et érigeons des piquets de grève, c'est cette démocratie qui respire. C'est une démocratie d'ensemble.

Manifeste de la CLASSE

Pour la vaste majorité des associations étudiantes qui ont participé à la grève étudiante de 2012, l'assemblée générale

est au cœur de leur fonctionnement. Elle est l'instance décisionnelle suprême. Durant la grève, l'ensemble des étudiants y sont conviés au minimum une fois par semaine. Cette instance permet de décider collectivement des revendications et des actions qui seront priorisées par le mouvement, d'aller en grève ou non et d'en déterminer les modalités, d'analyser les propositions du gouvernement, d'élire les membres du conseil exécutif, de voter le budget, etc. L'assemblée générale est un espace ouvert et horizontal pouvant se saisir de tous les dossiers dont les étudiants veulent discuter.

L'assemblée, comme espace où s'exerce la démocratie directe, comme lieu commun de prise en charge du politique, traverse l'histoire de la démocratie : de la Grèce antique à plusieurs penseurs anarchistes, de la Nouvelle-Angleterre du XVII^e siècle à la Commune de Paris, des usines autogérées à de nombreux groupes militants, d'Occupy Wall Street à la CLASSE. Pour Jean-Jacques Rousseau, il n'y a d'ailleurs de démocratie que si elle est directe ; il ne peut y avoir de médiation entre la volonté populaire et le pouvoir politique : « Le peuple Anglois pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien¹. »

La politique doit pouvoir tirer sa légitimité d'une véritable communauté engagée dans le processus décisionnel. Les citoyens ne devraient pas se laisser docilement diriger sans que leurs élus leur témoignent d'égards. Voilà pourquoi le mouvement s'organise sur la base d'une instance

1. Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Gallimard, 1964 [1762], p. 252.

telle que l'assemblée générale : un espace ouvert où les étudiants sont invités à prendre la parole dans le but de définir et de s'approprier un mouvement social en devenir. Ainsi la politique n'est pas que l'affaire d'une minorité d'élus éclairés, mais d'une communauté étudiante agissante. L'assemblée ne met pas l'accent uniquement sur le vote, mais sur l'ensemble du processus : s'informer, débattre et voter. Bref, par leur participation aux assemblées générales, les étudiants ne font pas que voter, ils agissent.

La création d'un espace inclusif

L'assemblée générale n'est cependant pas automatiquement un lieu où s'exerce la démocratie directe. Elle peut aussi être le théâtre d'événements qui vont complètement à l'encontre de l'idéal démocratique. C'est pour cette raison qu'il faut accorder une attention particulière à sa forme et aux règlements qui l'encadrent. Loin de favoriser la prise de parole, certaines assemblées n'ont d'utilité pour les membres que pour approuver les propositions rédigées par le conseil exécutif. Une structure trop rigide peut empêcher les membres d'amener des nouveaux sujets de discussion ou même des propositions qui n'ont pas été prévues par le conseil exécutif. Lorsque les élus de ce dernier possèdent un droit de parole prioritaire dans les discussions par rapport aux autres membres, se voyant ainsi octroyer un pouvoir significatif, il s'agit alors d'une organisation ayant adopté un modèle représentatif. L'assemblée générale devient une instance de consultation plutôt qu'un lieu d'exercice du pouvoir. Cette situation se traduit souvent par une faible implication des membres dans la vie associative, ces derniers tenant pour acquis qu'il s'agit du rôle de l'exécutif de tout faire et de s'occuper de la politique.

L'une des préoccupations majeures du mouvement étudiant, principalement pour l'ASSÉ, est donc de s'assurer que les assemblées générales soient des espaces inclusifs et propices au débat. Il faut reconnaître qu'il peut y avoir certaines inégalités dans la prise de parole dans l'espace public. Différents mécanismes doivent donc être mis en place pour s'assurer que tout le monde puisse s'exprimer et intervenir de manière égalitaire. Par exemple, les personnes n'ayant pas eu la chance de s'exprimer seront favorisées dans l'ordre des interventions. Certaines associations imposent une alternance homme-femme dans les tours de parole. La personne chargée de l'animation de l'assemblée s'assure aussi qu'il y ait un code de conduite strict à respecter : aucun propos raciste, homophobe, sexiste ou procès d'intention n'est toléré. L'animation s'assure en outre que les débats se font dans un climat respectueux et sain. Son rôle n'est pas de diriger les discussions, mais de les animer.

En définitive, nous ne pouvons pas réduire l'assemblée qu'à une instance de discussions et de prises de décision. Elle est beaucoup plus qu'une simple structure, car elle est aussi un espace où l'individu prend conscience qu'il fait partie de quelque chose qui le dépasse : une collectivité, une communauté qui partage ses idées, un mouvement. Cet espace de démocratie construit la cohésion sociale et tisse un lien fort entre les individus, d'où l'ensemble d'un mouvement tire sa force. Lorsque plus de 1 000 personnes débattent, entassées dans un gymnase, du système d'éducation québécois, de leur avenir, des actions à poser, ils tissent des liens, se reconnaissent mutuellement et deviennent un véritable collectif ayant une force d'action politique.

Les limites de la démocratie directe

Ce caractère inclusif de la démocratie étudiante n'empêche cependant pas les associations étudiantes d'avoir à connaître des moments de représentation politique. Une démocratie directe intégrale exigerait un niveau de mobilisation politique presque inatteignable, essentiellement parce que certaines conditions limitent inévitablement la participation aux assemblées générales, comme l'obligation de travailler ou les études. Les critiques de la démocratie directe centrent bien souvent leur argumentaire sur le fait qu'il s'agit d'un modèle qui représente difficilement la volonté de l'ensemble des membres d'une organisation. Selon eux, le fait qu'il y ait une capacité maximale pour les salles où se tiennent les assemblées générales limite la participation optimale. Comment trouver des salles prêtes à accueillir près de 6 000 étudiants? Comment s'assurer que tout le monde puisse être présent? Voilà pourquoi certaines personnes s'opposent aux assemblées générales et proposent la tenue de référendums, voire de scrutins électroniques. Pour eux, l'assemblée générale n'exprimerait que la volonté d'une minorité d'étudiants et, par conséquent, il faudrait utiliser des mécanismes de consultation davantage représentatifs, limités à un simple vote. Or, si plusieurs associations étudiantes tentent d'éviter les référendums, ce n'est pas par peur de perdre leur vote, mais d'abord parce que ce mode de consultation exclut toute forme de délibérations. C'est pourtant ce qui devrait être au cœur de la pratique démocratique.

Il reste que le déclenchement de la grève de 2012 est autant le résultat de référendums que de votes en assemblées générales. Même lorsque certaines administrations de cégeps ont décidé d'avoir recours à des consultations élec-

troniques pour contourner les instances des associations étudiantes, elles ont obtenu un résultat similaire à ce qui avait été décidé en assemblée.

L'organisation d'un mouvement étudiant combatif

La CLASSE représente un type particulier d'organisation. Durant toute la grève, bon nombre critiquaient l'organisation pour sa structure qu'ils qualifiaient « d'anarchisante », mal adaptée pour mener des négociations. Ils vilipendaient la Coalition en affirmant que ses structures étaient trop rigides pour espérer qu'un quelconque règlement de crise puisse provenir de cette organisation. Si les médias, le gouvernement et la population semblaient avoir de la difficulté à comprendre le fonctionnement de cette organisation, cette incompréhension n'était pas le fruit de la complexité des structures de la CLASSE – en vérité, beaucoup plus simple que celle de la majorité des partis politiques –, mais elle était due davantage au fait que la société québécoise nous a habitués à des organisations aux structures hiérarchiques fonctionnant à la verticale. L'étonnement face au fait que la CLASSE avait des porte-parole et non un leader, ou encore qu'elle devait consulter ses membres avant d'accepter une offre gouvernementale ou de condamner la violence, en sont quelques exemples. Du travail à la politique, nous avons été conditionnés à fonctionner sous un mode hiérarchique : à l'existence de dirigés et de dirigeants. Ce faisant, la structure de la CLASSE, bien qu'atypique, ne constituait pas à nos yeux un problème à surmonter ; elle explique au contraire la forte mobilisation au sein du mouvement étudiant.

Mise sur pied peu avant le sommet des Amériques de 2001, l'ASSÉ est née avec l'altermondialisme. Dans un

contexte qui voyait des accords de libre-échange être négociés derrière des portes closes entre le pouvoir politique et des acteurs du monde économique, le mouvement altermondialiste a su s'imposer et donner un nouveau souffle à la gauche en s'élevant comme une force d'opposition au discours néolibéral, mais surtout en affirmant haut et fort qu'un autre monde est possible. Il a su mettre de l'avant une nouvelle culture politique et de nouveaux modes d'organisation. Le Forum social mondial, qui a mis au centre de son organisation le respect de la diversité et du pluralisme, l'horizontalité, la non-directivité et l'autogestion, en est un exemple. Dans ses fondations, l'ASSÉ est donc fortement imprégnée de l'esprit de ce mouvement, de cette volonté de faire de la politique autrement et de rompre avec le «*There is no alternative*» du néolibéralisme. Elle est une organisation flexible, horizontale, solidaire et combative. Elle s'oppose donc aux organisations bureaucratiques, concertationnistes, corporatistes et verticales, à un syndicalisme dit de «*clients*».

Mettre fin au «concertationnisme»

Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, la FECQ et la FEUQ ont su développer un concertationnisme propre au mouvement étudiant. Cette stratégie, qui ne peut exister en dehors de la démocratie représentative, n'exclut pas des liens avec certains acteurs du monde économique, des partis politiques, du gouvernement, etc. Il s'agit d'une véritable stratégie de lobbying. Sans rejeter totalement l'idée de mobilisation, de manifestation si nécessaire, le rôle premier de ces organisations est de représenter leurs membres. Le recours à la représentation politique y est vu comme un moyen efficace, comme l'outil approprié pour

faire avancer les intérêts des étudiants. Le tout revêt l'apparence d'un véritable service offert aux étudiants québécois. La majorité des activités effectuées par ces organisations est considérée comme des services rendus en échange de cotisations : mobilisation, recherche, rédaction de rapports, représentation, etc. Les étudiants ne sont pas interpellés pour être membres d'une communauté politique agissante, comme acteurs d'un mouvement social défini par eux. Ils sont d'abord et avant tout des cotisants à qui on offre des services.

Pour faire une analogie, les fédérations étudiantes sont très similaires, dans leur rôle et leur structure, aux fédérations de motocyclistes ou de chasseurs. Ces organisations existent pour représenter une communauté d'intérêts. Les revendications portées par ces groupes sont bien souvent axées sur le présent, à courte vue et non enracinées dans une vision du monde plus large. Si elles le sont, leur projet social sera avant tout subordonné aux intérêts des membres. Nous pouvons qualifier ces organisations de corporatistes, car elles visent avant tout la défense des intérêts et des droits de leurs membres. Dans tous les débats sociaux, la première question qu'elles se posent est : qu'est-ce qui est bon pour mes membres ? Un exemple qui illustre ce corporatisme est lorsque des étudiants vont dénoncer leurs professeurs entrés en grève au motif qu'ils ont payé pour leur session et qu'ils sont ainsi en droit de recevoir leurs cours.

De manière générale, les groupes corporatistes n'excluent pas la possibilité d'effectuer des alliances ponctuelles avec d'autres acteurs, parfois même aux intérêts contradictoires. Par exemple, durant la grève étudiante de 2012, les fédérations étudiantes se sont associées aux « carrés verts »

pour dénoncer la loi spéciale. Le comportement de ces organisations suit une logique purement instrumentale et pragmatique. Il ne s'agit pas d'une approche solidaire avec les mouvements sociaux, il importe peu que les gains obtenus le soient au détriment d'autres groupes progressistes. Autrement dit, la question centrale est de savoir quel gain peut être obtenu pour les membres de son organisation selon le groupe avec lequel on collabore.

L'organisation bureaucratique et verticale qui les caractérise offre aussi très peu de flexibilité : elle ne permet pas aux militantes et militants de s'intégrer dans sa structure. Le rôle des élus est bien défini et leur poste leur confère des mandats bien précis. Elle est donc fortement marquée par les hiérarchies politiques. Il y a une gradation des responsabilités entre les élus, le président occupant un rôle prédominant sur tous les autres. Il est très difficile d'en changer la structure. Une forte distinction est faite entre les membres élus et les autres. Les élus reçoivent bien souvent une rémunération. Ils ont fréquemment recours à des professionnels et des experts : conseil syndical, conseiller en communication, recherchiste, etc.

Même si ces organisations peuvent à l'occasion intégrer certains éléments de démocratie directe, la logique présidant à leurs instances repose essentiellement sur la démocratie représentative. Ainsi, bien que les membres donnent par le vote des mandats aux élus, cela ne les empêche pas de prendre l'initiative de décisions sans consultation. Par le fait qu'il soit élu, le représentant incarne la volonté de ses membres et il lui apparaît donc tout à fait légitime de se positionner sur des enjeux non discutés par ceux-ci. Une pratique dont témoignent les fédérations étudiantes : leurs exécutifs bénéficient d'une grande marge de manœuvre et

elles ont à leur tête un président qui joue un rôle de direction et qui bénéficie d'une grande liberté d'action, portant souvent plusieurs chapeaux, de porte-parole de l'organisation à négociateur en chef. Par exemple, lors du conflit étudiant de 2005, la FEUQ était sortie dans les médias en affirmant qu'elle avait conclu une entente avec le gouvernement, et ce, sans même avoir consulté ses membres. Or, la vaste majorité des associations en grève ont par la suite rejeté cette entente.

En somme, si en période d'accalmie une stratégie intégrant la concertation et la représentation politique peut avoir sa raison d'être, on constate qu'une structure verticale est peu adaptée aux mobilisations de grande envergure. De même, les organisations qui s'en réclament se retrouvent trop souvent dépendantes du gouvernement au pouvoir. En effet, les avancées concrètes des fédérations étudiantes l'ont surtout été en période de gouvernement dirigé par le Parti québécois. Aussitôt qu'un autre parti est élu, comme ce fut le cas avec les libéraux, on assiste à de véritables reculs, car le dialogue n'est tout simplement pas possible. Et même lorsque cela est possible, ce n'est bien souvent que la mobilisation massive qui permet d'avoir gain de cause. Il n'est ainsi pas inutile de rappeler que la création d'un rapport de force a été nécessaire afin de faire reculer les divers gouvernements péquistes sur certaines mesures. La hausse des frais de scolarité en 1996, annoncée par la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, en est un bon exemple.

L'organisation solidaire, horizontale et combative

Vu la faible capacité des organisations concertationnistes à freiner le bulldozer néolibéral, force est de constater l'échec

de leur approche². Par exemple, l'incapacité des syndicats à bloquer les mesures d'austérité, à conserver les acquis, voire à préserver les emplois de leurs membres et à mobiliser ces derniers devrait les amener à une réflexion en profondeur sur leurs stratégies et modes de fonctionnement. En mettant fin à la place prépondérante du concertationnisme, l'organisation solidaire, horizontale et combative offre peut-être la clé pour espérer remobiliser la société en vue d'une véritable rupture avec le néolibéralisme.

Le rôle premier d'une telle organisation est de mobiliser. La mobilisation n'est pas uniquement effectuée dans l'objectif de faire avancer l'intérêt des membres, elle se fait aussi au nom d'une vision du monde, de la société. Par exemple, l'ASSÉ enracine ses revendications sur la condition étudiante et l'accessibilité aux études dans un discours plus large sur le rôle de l'éducation. Mais elle les articule également au cœur d'un projet de démocratisation de la société et de justice sociale en rupture avec le néolibéralisme. L'organisation est intrinsèquement liée à ce projet et remettre en question cet idéal, c'est vouloir dissoudre l'organisation.

Cette vision trouve son inspiration dans la Charte de Grenoble de 1946, qui définit l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel. Cela veut dire que l'étudiant est un sujet politique et qu'il fait partie intégrante d'une jeunesse qui doit être engagée dans le monde pour le changement social. Comme travailleur intellectuel, il a droit à des conditions matérielles d'études saines et donc, le droit de

2. Il faut spécifier que ce n'est pas nécessairement toutes les organisations concertationnistes qui s'opposent au néolibéralisme. De même, si la victoire du néolibéralisme est l'échec de la gauche en général, la faute n'en revient pas uniquement aux groupes concertationnistes.

s'organiser en syndicat. Le fait de se constituer comme syndicat, plutôt que comme association ou club d'intérêts, a des implications sur le plan politique.

L'approche solidaire de l'ASSÉ consiste notamment à tisser des alliances, à voir dans des luttes qui peuvent parfois sembler sans lien, ou même en contradiction, une seule et même lutte. La lutte contre le néolibéralisme est généralement perçue comme l'enjeu fédérateur autour duquel il est possible de bâtir des solidarités effectives. Certes, une organisation qui se veut solidaire conserve tout de même des champs d'action qui lui sont propres, comme la hausse des frais de scolarité, mais qui demeurent rattachés à une lutte globale³.

Cette volonté de bâtir un autre monde se reflète au niveau structurel. À l'aide de certains mécanismes, un type d'organisation comme l'ASSÉ remet en question les hiérarchies politiques et les rapports de domination. Sur le plan structurel, on mise sur la démocratie directe, sur un fonctionnement horizontal. Le principe d'horizontalité agit autant au sein des instances, entre le local et le national, qu'entre les membres, qu'ils soient élus ou non. On tente d'éviter de construire des distinctions profondes entre élus et militants. On favorise les prises de position allant du bas vers le haut, du local vers le national. Cette façon de faire favorise la construction d'une immense base militante et, par conséquent, la mobilisation en elle-même. Dans l'ensemble des instances, on mise davantage sur les mandats octroyés par les membres que sur la représentativité des élus pour prendre des décisions. Ainsi, si les membres n'ont pas eu le temps d'être consultés, les votes doivent être reportés.

3. Nous approfondissons cet aspect dans le prochain chapitre.

Pour ce type d'organisation, la circulation et la décentralisation de l'information constituent un vecteur de mobilisation. Alors que nos gouvernants sont souvent accusés de cacher de l'information, l'ASSÉ considère que la politique ne doit pas se jouer derrière des portes closes, mais qu'elle doit impliquer l'ensemble de la population. La participation au mouvement exige un partage de l'information. Il faut donc éviter de créer deux types de membres : ceux qui sont informés et qui possèdent les connaissances et les autres. Les membres, qu'ils participent ou non aux instances, sont donc informés de l'ensemble des activités, ont accès aux procès-verbaux, aux états financiers, aux comptes rendus des rencontres avec le gouvernement, etc. Les cahiers de préparation aux instances sont publics et n'importe quel étudiant ou étudiante peut y déposer des textes. Beaucoup d'énergie est investie dans la création de matériel d'information : production d'un journal, tracts, feuillets, affiches, etc. Différentes formations gratuites sont offertes à l'ensemble des membres afin de partager le savoir militant. Pour favoriser la circulation de l'information, Internet joue maintenant un rôle central. Site Web et réseaux sociaux sont donc mis à profit pour maximiser la transparence et le partage des connaissances. L'ASSÉ mise sur des membres participants, actifs, mais pour pleinement participer, il faut être informé, connaître les enjeux, les rouages et le fonctionnement des organisations étudiantes, et ce, que l'on soit élu ou pas.

Ce type d'organisation privilégie une pratique combative, conflictuelle, à celle de la concertation. Ainsi, par la mobilisation de masse, l'ASSÉ tente de bâtir un rapport de force face au gouvernement. Être informé des enjeux ne suffit pas, il faut passer à l'action. Suivant cette approche,

on ne peut pas se contenter de faire valoir nos demandes au gouvernement. Il faut entamer une escalade des moyens de pression : il faut miser sur la force du nombre pour faire plier le gouvernement et espérer que survienne un changement social. C'est lorsque les étudiants de partout au Québec sont prêts à descendre dans les rues, prêts à passer à l'action pour leurs idées, qu'on peut espérer se faire entendre. Cette escalade des moyens de pression, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, peut comprendre différents types d'actions : de la pétition à la manifestation, de l'action symbolique à l'occupation. Chaque action devant être menée au bon moment, lorsque les conditions s'y prêtent.

Entre verticalité et horizontalité

Il y a une tension constante entre les idées et les pratiques, entre la culture et les structures, entre la verticalité et l'horizontalité. Ainsi, il serait faux de prétendre à une horizontalité et à une démocratie directe totale. D'abord, parce que toute organisation étudiante est liée à une culture organisationnelle. Même en investissant les structures de manière démocratique, on ne peut aller à l'encontre de celle-ci. Par exemple, à l'ASSÉ, il est impossible de voter des motions allant à l'encontre de l'accessibilité aux études, même si cela est le résultat de la démocratie directe, car c'est remettre en question une partie de l'essence même de l'organisation. Ensuite, parce que dans toutes les instances nationales, il y a des moments de représentation politique, c'est-à-dire des moments où les délégués des associations étudiantes doivent, avec des propositions qui sont distinctes, en arriver à une proposition commune. Les délégués ne sont pas des robots, détachés de toute subjectivité

politique. Enfin, en l'absence de mobilisation politique qui permet une pratique horizontale, c'est bien souvent aux élus nationaux de créer les conditions de l'horizontalité. En d'autres mots, on peut avoir recours à un rapport vertical, soit du haut vers le bas, pour réanimer les conditions nécessaires à la démocratie directe.

La loi spéciale en instance

Montréal, 19 mai 2012. Les membres du conseil exécutif de la CLASSE sont rassemblés dans le bureau de la Coalition, un modeste local situé dans une ancienne manufacture du quartier Centre-Sud à Montréal.

La veille, le gouvernement a adopté la loi spéciale. Tout le monde est encore sous le choc. Jamais personne n'aurait cru qu'il en viendrait à adopter une loi aussi sévère et liberticide pour mettre fin à la grève.

Depuis près de 100 jours, les étudiants et étudiantes du Québec sont en grève. L'exécutif de la CLASSE a coordonné une bonne partie des actions et manifestations. Les membres qui le composent ont souvent pensé que c'était la fin. Après le 22 mars, après la première offre du gouvernement, après des votes de reconduction négatif, après les injonctions... Mais à chaque fois, les étudiants et étudiantes ont reconduit la grève et les militants et militantes ont répondu dans la rue, par la résistance. Mais cette fois le caucus libéral a sorti l'artillerie lourde, il veut en finir pour de bon. C'est sous un tonnerre d'applaudissements des députés libéraux et caquistes que la grève semble vouloir se terminer.

Tout au long du conflit, à raison de près de deux fois par semaine, les huit membres du conseil exécutif se rassemblent afin de faire le point sur la grève et réfléchir à la direction qu'elle devrait prendre. Des discussions qui peuvent durer des heures. La réunion d'aujourd'hui sera longue et tendue. Comment s'assurer que la mobilisation ne fléchisse pas ? Comment s'assurer que les étudiants

et étudiantes ne craignent pas de manifester? Comment s'assurer que les 100 jours de grève, les actions, les camarades poivrés et gazés ne restent pas dans les annales comme la pire défaite du mouvement étudiant?

L'exécutif fait un tour de table sur la stratégie à adopter. Un membre du conseil exécutif prend la parole: «Rien ne nous empêche d'organiser des actions et des manifestations sans les revendiquer. La loi spéciale, ce n'est pas la fin des manif ou des actions. On peut dénoncer la loi, mais ne pas y désobéir de manière officielle.»

Un autre affirme qu'au contraire: «Quelqu'un doit se lever pour désobéir à une loi lorsqu'elle est injuste. Si la CLASSE ne le fait pas, qui va le faire? Une organisation doit affirmer haut et fort qu'il est tout à fait légitime pour la population de désobéir.» Il explique qu'en raison des amendes prévues pour ceux et celles qui oseraient contrevenir à la loi (jusqu'à 125 000 \$ pour une organisation et 35 000 \$ pour ses élus), il est fort probable qu'une telle stratégie aboutisse à l'anéantissement financier de la CLASSE, et par le fait même de l'ASSÉ. Le simple fait de refuser de faire approuver ses trajets par la police est suffisant pour ébranler la survie financière de l'organisation. Il conclut: «Par contre, nous devons préserver la structure associative actuelle du mouvement étudiant. Les associations étudiantes locales ne doivent pas mettre en péril leur existence en désobéissant publiquement à la loi. Devant une loi ignoble, créée pour mettre un terme à notre grève, nous devons résister. Et si l'ASSÉ meurt, au moins ce sera une belle mort, une mort juste!»

Tous se rangeront derrière la deuxième option. Les exécutants de la CLASSE optent ainsi de recommander au congrès de désobéir à la loi. Seule la CLASSE doit s'exposer à de grosses amendes. En cas d'une dissolution en raison d'une incapacité de payer, les associations étudiantes locales pourront continuer la lutte. Il reste à déterminer ce que le congrès fera avec cette proposition.

Le lendemain, 20 mai 2012. Deux jours après l'adoption de la loi 12, près de 150 délégués sont réunis pour un congrès d'une importance capitale. Encore ébranlés par la loi, l'ensemble des membres de la CLASSE doivent décider de la marche à suivre : désobéir ou pas.

Venant des quatre coins du Québec, ils et elles sont regroupés en délégations d'associations étudiantes, assis autour de tables disposées en rangées et faisant face à l'animation. Une secrétaire a comme tâche d'écrire les propositions de la rencontre et une gardienne du « senti » s'assure que les débats se déroulent dans des conditions saines, sans trop d'émotivité et de rapports de domination.

Un membre de l'exécutif se lève : « Je propose l'ouverture de l'assemblée ». La délégation d'un cégep de Montréal lève son carton, appuyant ainsi la proposition. Il demande alors : « Est-ce que quelqu'un s'oppose à l'ouverture du congrès ? » Voyant qu'aucune délégation ne lève son carton, l'animation affirme que « le congrès est maintenant ouvert ».

Un autre exécutant de la CLASSE vient ensuite proposer une procédure exceptionnelle : un huis clos¹ de la rencontre. Il explique qu'il s'agit de la seule manière pour que les délégués puissent être libres de discuter sans se sentir exposés aux sanctions prévues par la loi. Adopté, le huis clos sera appliqué de façon très stricte, personne ne pouvant entrer dans la salle avec un téléphone portable.

Le même exécutant enchaînera avec une autre proposition : « Le conseil exécutif propose une plénière de deux heures sur la stratégie à adopter pour s'opposer à la loi spéciale. »

Le débat s'amorce. Certains veulent aller encore plus loin que ce que propose l'exécutif. « Ce n'est pas grave s'il n'existe plus d'associations avec des budgets. Les militantes et militants pourront s'organiser de façon affinitaire. On continuera ainsi la lutte. » D'autres se font au contraire plus prudents, préférant tester les limites de la loi avant d'appeler publiquement à la défier.

Il n'y a que quelques associations qui ont alors des mandats sur la loi spéciale, seulement deux jours s'étant écoulés depuis son

adoption. Vers la fin de l'après-midi, la Coalition décide néanmoins de risquer sa survie et la santé financière de ses élus : la proposition du conseil exécutif est adoptée.

Les membres délégués de la Coalition viennent de prendre une décision aux conséquences possiblement funestes, soit celle de défier la loi spéciale, et cela sans que l'ensemble de ses associations membres n'aient de mandats en bonne et due forme de leurs assemblées générales respectives pour ce faire. Pourtant, peu d'étudiants et d'étudiantes remettront en question la décision prise ce jour-là...

1. Il fut utilisé à deux reprises durant la grève.

La question de l'horizontalité représente donc un objectif vers lequel il faut tendre, mais constitue aussi un idéal qui a un enracinement dans le réel. L'horizontalité agit comme une force mobilisatrice où l'acteur est invité à définir le mouvement et à le faire sien. Il ne s'agit plus de descendre dans la rue pour soutenir un mouvement social, mais de définir ce mouvement même, en y participant.

Qu'est-ce que la CLASSE ?

La CLASSE est la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Elle a été mise sur pied uniquement pour servir de véhicule politique à la grève étudiante de 2012. Il s'agit d'un élargissement temporaire des structures de l'ASSÉ : elle conserve à quelques détails près l'ensemble des instances de l'ASSÉ, ses employés, ses bureaux. Cette coalition servait principalement à intégrer les associations non affiliées à une organisation étudiante nationale afin de bâtir un pôle combatif et démocratique fort au sein du mouvement de grève. Les membres de l'ASSÉ étaient automatiquement membres de la CLASSE.

Or, si l'ASSÉ avait 45 000 membres, la CLASSE, elle, en comptait plus de 100 000 au plus fort de la grève. L'entrée à la CLASSE se faisait sous trois critères : être en grève ou avoir un mandat de consultation, se déclarer contre toute hausse des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire et fonctionner de manière démocratique avec une assemblée générale.

La structure de la CLASSE

Quoi que l'on ait pu en penser, la structure de la CLASSE était relativement simple. L'instance décisionnelle est le congrès. Les étudiants de chaque association locale sont invités à discuter en assemblée générale des enjeux, du plan d'action ou des revendications qui les préoccupent. Par la suite, des délégués de chaque association sont envoyés au congrès pour présenter les idées discutées en assemblées générales. Par exemple, les étudiants du Cégep de Matane pouvaient voter dans leur assemblée générale d'organiser une grande manifestation nationale à Québec. Le délégué de Matane devait présenter et défendre cette proposition au congrès, lors duquel la proposition était finalement adoptée ou non. En congrès, les délégués de chaque association vont donc discuter afin de s'entendre sur des positions communes à défendre au niveau national. Les associations étudiantes de campus, de cégeps et de facultés y possèdent trois votes, alors que les associations de champs d'études, un vote. Lorsqu'une majorité d'associations ont des mandats similaires, qu'elles réussissent à les concilier, la proposition devient aussi celle de la CLASSE. Chaque association conserve toutefois sa souveraineté locale. Aucune association n'est obligée de suivre le plan d'action voté au national.

Au-delà du congrès, un conseil exécutif est chargé d'appliquer les mandats qui y sont adoptés. Le conseil exécutif a très peu de marge de manœuvre dans l'exécution de ses tâches et fait l'objet d'une surveillance permanente de la part des membres. La majorité des actions organisées officiellement par la CLASSE pendant la grève l'ont été par le conseil exécutif. Nous pouvons donner en exemple les grandes manifestations organisées à chaque vingt-deuxième jour du mois.

L'implication des membres au sein des structures de la CLASSE est facilitée par l'existence de différents comités. Par exemple, le comité maintien et élargissement de la grève a sillonné le Québec pendant l'ensemble du conflit pour aider les associations à voter la grève et à l'organiser. Tous les jours, ce comité pouvait envoyer plus de 20 personnes partout au Québec. Un comité journal publiait chaque semaine un numéro portant sur l'actualité de la grève. Un comité légal s'occupait de soutenir les personnes arrêtées lors d'actions, en leur offrant un appui juridique et financier. Plusieurs autres comités existaient également : comité femmes, comité à l'information, comité formation, comité à la recherche et aux affaires académiques et comité aux luttes sociales. Au plus fort de la grève, il y avait près de 50 élus œuvrant au sein de ces comités, et ces derniers pouvaient eux-mêmes compter sur plus d'une centaine de collaborateurs, prêts à apporter leur soutien à la mobilisation, à l'aide logistique, aux communications, à l'organisation d'actions, etc.

Loi 32 : les associations étudiantes comme monopole de la représentation étudiante

Au Québec, la CLASSE et le mouvement étudiant évoluent dans un environnement légal à la fois similaire et différent

de celui du monde syndical, mais aussi des mouvements étudiants d'ailleurs. Dans certains pays, plusieurs syndicats étudiants se retrouvent en concurrence sur les mêmes campus, les étudiants sont libres d'adhérer au syndicat de leur choix et des élections sont organisées pour déterminer quel syndicat représentera tel ou tel campus. Mais au Québec, il en va tout autrement. Les associations étudiantes québécoises sont encadrées par une loi calquée sur le Code du travail : la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (la loi 32). Cette loi institue le principe de l'exclusivité de la représentation à des unités accréditées auxquelles les étudiants doivent verser automatiquement des cotisations. Si, au niveau des cégeps, il n'y a généralement qu'une seule association étudiante, au sein de la même université un étudiant peut être membre de plusieurs associations. Par exemple, un étudiant en philosophie de l'Université de Montréal est à la fois membre de l'association liée à son champ d'études, l'Association des étudiants en philosophie de l'Université de Montréal (ADÉPUM), et d'une association de campus, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM). Par contre, il ne peut coexister deux associations dans la même unité d'accréditation : il ne peut y avoir deux associations d'étudiants en philosophie.

Le monopole de la représentation étudiante oblige les administrations à passer par les associations pour connaître l'opinion des étudiants. La loi 32 octroie des droits et des devoirs aux associations étudiantes et force les administrations des établissements d'enseignement à les reconnaître, mais aussi à percevoir leurs cotisations, à leur fournir des ressources minimales, des babillards, un local, des

présentoirs, etc. Elle octroie aux associations étudiantes le droit de fixer le montant de la cotisation et de décider si elle sera remboursable ou pas. L'application de la loi peut fortement varier selon les institutions. Dans certains cégeps, les locaux ressemblent à de véritables garde-robes situés dans un lieu isolé, alors que dans d'autres établissements, les installations des associations impressionnent.

Pour prétendre au statut d'association étudiante, il faut donc recevoir une accréditation en vertu de la loi. Encore aujourd'hui, certaines associations ne sont pas accréditées, mais elles sont bien souvent encadrées par des règlements internes calqués sur la loi 32. C'est notamment le cas de plusieurs associations de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Si, lors de son adoption dans les années 1980, le mouvement étudiant a critiqué cette loi en y voyant une tentative d'ingérence du gouvernement dans la politique étudiante, force est de constater que celle-ci a assuré une certaine stabilité dans l'organisation du mouvement étudiant. Elle a fourni aux associations des ressources financières qui rendraient jalouse n'importe quelle organisation politique. Certaines associations étudiantes ont des budgets dépassant les centaines de milliers de dollars. Sans cette loi, il est difficile d'imaginer comment les associations auraient pu louer des autobus pour manifester un peu partout au Québec.

La loi 32 et le droit à la grève

Durant le printemps 2012, le gouvernement et les administrations des cégeps et des universités ont prétendu qu'en vertu du Code du travail, la notion de grève était réservée aux travailleuses et travailleurs et que, par conséquent, les étudiants effectuaient un « boycott ». Ce qui revenait à dire

que les individus pouvaient choisir librement de joindre ou non ce moyen d'action, qu'on ne pouvait empêcher quiconque d'accéder à ses cours et que les administrations pouvaient légitimement imposer des sanctions académiques. Bien que la loi 32 n'aborde pas la question de la légalité de la grève étudiante, de nombreux juristes ont affirmé qu'étant donné son rôle « de représenter respectivement les élèves ou étudiants ou les associations d'élèves ou d'étudiants et de promouvoir leurs intérêts » et le fait que tous les étudiants ont « le droit de participer à la formation de cette association, à ses activités et à son administration », l'ensemble des étudiants devait suivre le mandat de grève voté en assemblée générale.

Il est par ailleurs plutôt particulier de constater que le terme « boycott » ne fut en aucune façon utilisé par le gouvernement lors de la grève étudiante de 2005 – ni lors d'aucun autre conflit étudiant d'ailleurs. Ce changement s'explique hors de tout doute par une stratégie de communication visant à nier le caractère collectif du mouvement de grève. Le droit à la grève est cependant reconnu par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui a été ratifié par le Canada et qui lui confère le statut de droit fondamental.

La négation de ce droit nous a cependant enfoncés dans une crise sociale sans précédent. Lorsque les tribunaux ont décidé de judiciaireiser un conflit qui était de nature politique, c'est le droit d'association et la liberté d'expression des associations étudiantes qui furent remis en cause. La possibilité d'utiliser ce moyen d'action historiquement privilégié par le mouvement étudiant pour faire valoir ses positions fut ébranlée. En d'autres mots, c'est la raison d'être des associations étudiantes qui s'est retrouvée niée

par le gouvernement et les tribunaux. Devant une telle situation, le mouvement n'avait d'autre choix que la voie de la résistance.

Les différentes instances du mouvement étudiant

Le conseil exécutif

Le conseil exécutif a pour fonction de veiller aux activités courantes de l'association et d'appliquer les mandats votés en assemblées générales. Il s'occupe d'organiser les assemblées générales, de gérer les finances, les employés, les services aux étudiants, etc. Il s'assure que les statuts et règlements de l'association étudiante sont appliqués dans toutes ses activités. Il gère les plaintes de nature académique. Il représente les étudiants auprès des instances nationales. Il joue le rôle de courroie de transmission entre les étudiants et l'administration. Bref, il est difficile de concevoir une association étudiante sans conseil exécutif.

Le pouvoir octroyé au conseil exécutif diffère d'une association à l'autre selon qu'elle adhère à un modèle organisationnel horizontal ou vertical. Certains militants dans le mouvement étudiant critiquent l'existence même du conseil exécutif qui, selon eux, instituerait automatiquement une forme de hiérarchie politique. Il est vrai que dans certaines associations, le conseil exécutif peut entretenir un rapport problématique avec les autres membres. Par exemple, dans certaines associations, le conseil exécutif contrôle énormément d'information ; sans lui, il est donc plutôt difficile de faire avancer des projets, de faire de la politique.

Comité de mobilisation

Il s'agit d'un espace ouvert à tous, dans lequel les membres vont créer le matériel d'information et effectuer de la mobilisation pour sensibiliser les étudiants, et ce, en fonction des mandats votés en assemblée. Cette instance est la porte d'entrée de la vaste majorité

des militants dans le mouvement étudiant. Elle contribue à construire une véritable base militante active. Elle est ce qui permet la prise de conscience, la sensibilisation des étudiants. Elle est à la base de toute culture démocratique et combative dans les associations étudiantes. Sans les militants qui s'investissent dans un comité de mobilisation, il est peu probable qu'il y ait une participation massive aux assemblées générales et aux actions.

Conseil de grève

Pendant une grève, le comité de mobilisation est remplacé par le conseil de grève. Dans certains cégeps, le conseil de grève pouvait rassembler plus de 200 personnes et avait lieu tous les jours. C'était un lieu d'organisation de la grève au jour le jour. Cette instance permettait de discuter des activités de la journée et des actions à organiser, de préparer les assemblées générales, de coordonner les lignes de piquetage. Elle permettait également de former différents comités pour rendre la grève vivante : *flashmob*, action, repas, communications, etc. Au-delà de l'assemblée générale, elle confère un rapport horizontal à l'organisation, jour après jour, et elle constitue un puissant vecteur d'intégration des militants dans le mouvement étudiant.

La mobilisation : l'essence du mouvement

Février 2012. Il est 7 h 30 au Cégep de Saint-Jérôme. Près d'une dizaine de militants se rassemblent au local de l'association étudiante, l'AGES⁴. Ce matin, nous distribuons plus de 1 000 tracts sur la hausse des frais de scolarité aux étudiants qui entreront dans l'établissement.

8 h 30, en équipes de deux⁵, nous entrons dans chaque classe de français et de philosophie pour discuter de l'impact

4. L'Association générale étudiante du Cégep de Saint-Jérôme.

5. L'histoire est racontée par Philippe Éthier.

de l'augmentation des frais ainsi que de la grève générale illimitée. Tout a été planifié : les militants ont rédigé un canevas de discours qu'ils réciteront devant chaque classe, les employés de l'association étudiante ont préparé un horaire avec l'ensemble des classes à visiter, imprimé plus de 2 000 feuillets sur la grève générale illimitée pour en distribuer un à chaque étudiant, quelques copies de l'argumentaire de l'ASSÉ « Ensemble, bloquons la hausse » et de la documentation de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), la brochure *Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité?*, etc.

Première classe, nous frappons à la porte. « Bonjour Monsieur, est-ce qu'on peut interrompre votre cours un instant ? » Très enthousiaste face à notre présence, le professeur nous accorde 15 minutes de son cours. J'enchaîne rapidement avec ma présentation. « Comme vous le savez probablement, Jean Charest a annoncé une augmentation des frais de 75 %. À terme, avec les frais afférents qui ne cessent d'augmenter, un baccalauréat va coûter plus de 4 000 \$. Cette hausse attaque directement l'accessibilité aux études. Elle va avoir trois impacts. Premièrement, la hausse va diminuer l'accès à l'éducation. Certaines personnes ne vont plus pouvoir étudier. Deuxièmement, les étudiants vont devoir travailler davantage. Troisièmement, la hausse va favoriser l'endettement. [...] Nous croyons à l'AGES que l'éducation est un droit, que peu importe la grosseur de notre portefeuille ou de celui de nos parents, nous devons avoir accès à l'éducation. » Le professeur m'interrompt : « Vous savez, je ne sais pas si j'aurais pu enseigner aujourd'hui, si j'aurais pu terminer mon doctorat, avec une hausse de la sorte. Je suis fortement endetté. Ça fait près de 15 ans que je paye mes prêts et bourses... Imaginez avec la hausse. »

La présentation va durer plus de 10 minutes. Par la suite, plusieurs étudiants poseront des questions. Si certains étudiants vont approuver les propos, d'autres vont demander s'il n'est pas venu le temps de payer un peu plus pour assurer une éducation de meilleure qualité. «Évidemment, nous ne nous opposons pas à une meilleure qualité de l'éducation, mais la question que nous devons nous poser est la suivante: "Comment un gouvernement peut-il nous demander de payer davantage avec les conséquences sur l'accessibilité que nous connaissons quand des millions de dollars sont perdus dans la mauvaise gestion de nos universités et quand il donne littéralement notre Nord à des compagnies étrangères sans demander aucune redevance minière en retour?"» La vaste majorité des étudiants semble être contre la hausse. Nous enchaînons par la suite en insistant sur l'ensemble des actions qui ont été menées, sur le peu d'écoute de la part du gouvernement et sur l'efficacité de la grève générale illimitée. Certains sont clairement angoissés face à la perspective d'une grève. Ils nous font part de leur peur de perdre leur session et de leurs doutes quant à l'efficacité de ce moyen de pression. «Vous savez, cela ne nous fait pas plaisir d'aller en grève générale illimitée. Aller en grève, cela demande énormément de sacrifices. Après plusieurs pétitions, dont une signée par 30 000 personnes, quatre manifestations nationales, des actions symboliques, des occupations, il ne nous reste plus qu'un seul moyen d'action à essayer. Une chose est certaine... C'est grâce à la grève générale illimitée qu'au Québec on a des frais de scolarité aussi peu élevés. Chaque fois que des gouvernements se sont attaqués à l'accessibilité aux études, le mouvement étudiant a réagi avec force, par une mobilisation massive.» Nous terminons la présentation

en distribuant un feuillet sur la grève générale illimitée. Nous visiterons de cette façon plus de 20 classes. L'opération recommencera tous les jours et durera deux semaines. Le 3 mars 2012, 61 % des étudiants ayant voté penchent en faveur de la grève, lors d'un référendum auquel ont participé 75 % des étudiantes et étudiants membres de l'AGES.

Se donner les moyens de mobiliser

Rares sont ceux qui sont conscients du travail qui a été effectué pour démarrer la grève générale de 2012. Loin d'être un moment de conscientisation et de révolte spontanée de la jeunesse, ou encore uniquement le fruit d'une conjoncture politique favorable à l'émergence d'un mouvement social, le printemps étudiant est d'abord et avant tout le fruit d'un travail de mobilisation de fond effectué par les organisations étudiantes. Il faut reconnaître que certains éléments sur le plan conjoncturel nous étaient favorables, comme la présence d'un gouvernement faisant face à un niveau d'insatisfaction populaire historique, ou encore l'absence de consensus de l'élite politique autour de la hausse des frais, l'appui de deux partis de l'opposition, de membres de plusieurs organisations de la société civile, du journal *Le Devoir* et de certains chroniqueurs. Si cette opportunité politique a certainement contribué à l'élargissement du mouvement, elle ne constitue pas l'élément déclencheur de la grève étudiante. L'éveil politique, le passage de la colère aux actes, a nécessité un travail politique de longue haleine coordonné par une organisation. Les réflexions qui avaient eu lieu à l'époque convergeaient vers la question suivante : comment et pourquoi mobiliser les étudiants ?

N'importe quelle organisation qui aspire au changement social doit donc être consciente des moyens à mettre en

œuvre pour arriver à ses fins, réfléchir aux modalités de la contestation sociale et au sens à donner à son action collective. Comme dit précédemment, l'ASSÉ considère que c'est par la construction d'un rapport de force conséquent qu'il est possible de contrer certaines politiques du gouvernement, ou encore d'espérer transformer la société. La construction de ce rapport de force passe par une base étudiante qui doit être informée de l'ensemble des enjeux et prête à passer à l'action. La généralisation du mouvement, la force du nombre, la multiplication des actions, qui toutes rendent possible la victoire du mouvement étudiant, nécessitent un travail de mobilisation permanent. Tant les associations étudiantes locales que nationales doivent être en mesure de réfléchir aux contraintes structurelles et conjoncturelles avec lesquelles elles doivent composer avant de se lancer dans un mouvement de grève. Par exemple, est-ce que la structure de l'organisation par sa verticalité ou son horizontalité favorise l'implication dans la mobilisation ou la dévalorise? Ou encore, quel type de mobilisation doit-on mener compte tenu de la conjoncture politique? Comment faire en sorte que notre mobilisation change cette conjoncture si elle nous est défavorable ou la maintienne dans le cas où elle nous est favorable?

Si la grève générale illimitée (GGI) a pris plus de deux ans à se construire, c'est que le mouvement étudiant était bien conscient des contraintes auxquelles il devait faire face. L'ensemble des militants étudiants étaient très conscients de l'ampleur de la tâche qui les attendait. Si l'ASSÉ savait très bien que le seul moyen de faire plier le gouvernement Charest était la GGI, que sur bon nombre de dossiers le premier ministre avait fait preuve d'acharnement et d'entêtement afin de ne pas se soumettre à la

volonté populaire, l'association était bien consciente qu'un vote de grève générale dès l'annonce de la hausse, en mars 2011, aurait forcément fait chou blanc. Elle savait qu'il y avait un énorme travail d'éducation politique et de consolidation des structures à faire pour que ce moyen d'action puisse être mis à profit : un immense travail d'information sur la hausse et sur la nécessité d'entamer des moyens d'action, dans la perspective d'une escalade des moyens de pression, devait être mené, alors que plusieurs associations devaient quant à elles être solidifiées, voire mises sur pied. Des comités de mobilisation devaient en outre être fondés ou organisés. L'ASSÉ devait non seulement stimuler la méfiance et la grogne envers les politiques du gouvernement Charest, mais l'organiser.

Au moment du dévoilement du montant de la hausse, si certaines associations universitaires étaient sur le pied de guerre et s'attendaient à l'une des pires attaques contre l'accessibilité aux études de l'histoire du Québec, de manière générale le mouvement étudiant était loin de se trouver dans une position de force. Plusieurs associations étudiantes membres de l'ASSÉ étaient à reconstruire. Si certaines n'avaient plus d'exécutif ou de militants, d'autres s'étaient littéralement transformées en club social. Pour les membres de celles-là, une association étudiante n'avait de pertinence que pour organiser des activités socioculturelles. L'exécutif de l'ASSÉ était presque cinq jours sur cinq sur les campus à effectuer de la mobilisation, à aider à l'organisation politique de ces associations. Le rôle du national était alors d'entrer dans chaque association, de trouver des personnes clés pour faire des tournées de classes afin de présenter l'association étudiante, pour organiser des assemblées générales devant élire les membres du conseil exécutif et voter

un plan d'action pour l'année à venir. À ce moment-là, l'élément central du plan d'action était d'informer sur la hausse, notamment en mobilisant contre la Rencontre des partenaires universitaires du 6 décembre 2010.

Les débuts de la conscientisation

Avant de tenter de conscientiser et de sensibiliser à un enjeu, il est important d'avoir développé un argumentaire et d'avoir formulé des revendications précises liant ce qui est réalisable dans l'immédiat à un projet à long terme, un projet de société. Suivant l'annonce de la hausse, la plupart des étudiants avaient tendance à répéter les idées du gouvernement relayées par les grands médias: la hausse des frais va augmenter la qualité de notre éducation, les frais de scolarité n'ont aucun effet sur l'accessibilité puisque le gouvernement augmentera nos prêts et bourses, le gouvernement n'a plus d'argent, c'est à notre tour de faire notre juste part, etc. Il fallait donc, dans un premier temps, déconstruire l'argumentaire gouvernemental et démontrer la solidité du nôtre. Il est alors très important de faire en sorte que le choix de nos revendications le soit en saisissant bien les enjeux, la capacité de mobilisation et les forces et les faiblesses de notre mouvement.

Lorsque nos revendications sont définies et que notre argumentaire est solide, on peut alors élaborer du matériel d'information de qualité: affiches, tracts, feuillets, macarons, vidéo, site Web, etc. Il doit être assez simple, car c'est à moment-là que les étudiants s'approprient le vocabulaire lié aux enjeux. Tournées de classe, mobilisation un par un, tractage massif, signature de pétitions seront alors les principaux outils utilisés. La pétition est alors particulièrement utile puisqu'elle permet d'évaluer la qualité du travail et de

mesurer le niveau d'appui. Par exemple, lorsqu'une pétition contre la hausse est signée par la vaste majorité des étudiants d'un cégep, c'est le signe d'un fort niveau d'appui et que le travail de sensibilisation a fonctionné. C'est à partir de là que l'important travail d'organisation peut s'amorcer : on forme les premiers comités de mobilisation, on organise les premières actions symboliques. C'est à ce moment aussi qu'on donne véritablement sens à l'assemblée générale en démocratisant les actions et les revendications : puisque c'est là qu'elles y sont discutées et adoptées.

De la conscientisation à l'action

Après avoir conscientisé les individus à l'enjeu, reste à les convaincre de passer à l'action : organisation d'une manifestation, d'une action symbolique ou encore d'une journée de grève. Le concept d'escalade des moyens de pression est ici central. Il faut savoir à quel moment le mouvement est prêt à monter la pression d'un cran. Comme mentionné dans le chapitre précédent, on doit y aller étape par étape en prenant en compte nos capacités de mobilisation. À travers l'enchaînement des actions, on doit percevoir des mini-victoires qui contribuent à alimenter l'espoir dans le cadre de la lutte qui prend forme.

L'organisation de ces actions permet la création d'un noyau de militants actifs dans le mouvement. En se mobilisant, ils tissent des liens forts entre eux et développent un sentiment d'appartenance à une communauté partageant les mêmes idées et agissant pour le changement social. Par leur participation, non pas comme spectateurs mais comme acteurs, se forge une forme de camaraderie qui renforce leur volonté de lutter. C'est entre autres pour cette raison que l'organisation d'actions ne peut pas se faire qu'au

niveau national, mais qu'elle doit être généralisée à l'ensemble des campus étudiants et que des alliances doivent être tissées entre les cégeps ou les universités d'une même région.

Enfin, au moment où les étudiants sont informés de la hausse, qu'ils connaissent les arguments pour la hausse et contre la hausse, qu'ils ont conscience qu'il y a une escalade des moyens de pression qui est en marche et que malgré la mobilisation le gouvernement reste campé sur ses positions, il faut alors privilégier les actions de masse pour faire une véritable démonstration de force : un dernier coup de semonce en guise d'avertissement pour le gouvernement avant le déclenchement d'une grève générale illimitée. Dans le cadre de la grève de 2012, ce dernier ultimatum a eu lieu le 10 novembre 2011, à l'occasion de la plus imposante manifestation étudiante depuis la grève étudiante de 2005.

La préparation d'une assemblée

Novembre 2011. Des militantes et des militants du Cégep de Drummondville sont rassemblés au pub Le St-Georges. En vue de leur prochaine assemblée générale, à l'issue de laquelle sera décidée la participation ou non à la manifestation du 10 novembre 2011, ils testeront pendant l'ensemble de la soirée la solidité de leur argumentaire. Ils sont particulièrement stressés : ils ont échoué lors des deux derniers votes de grève. Un membre du conseil exécutif de l'ASSÉ est présent à la rencontre pour les soutenir. Par un jeu de questions-réponses, ils s'exerceront à débattre en vue des délibérations qui risquent d'avoir lieu à leur assemblée générale. « Qu'est-ce que vous répondez aux personnes qui disent que la hausse des frais va être compensée par une bonification de l'Aide financière aux études ? » demande un militant. Un autre enchaîne avec la réponse. Ils passent ainsi à la loupe

l'ensemble des arguments contre la grève et pour la hausse. À la fin de la soirée, ces derniers seront distribués entre les militants qui auront pour tâche de se présenter aux micros pour y répondre lors de l'assemblée.

L'assemblée générale se soldera par un vote de grève positif.

Ce n'est qu'en dernier recours, quand le gouvernement refuse toujours d'entendre les revendications du mouvement étudiant après de multiples actions, que la grève générale illimitée peut être déclenchée. Ce moyen d'action doit être utilisé de manière réfléchie et calculée: l'échec d'un vote de grève générale a un impact non négligeable sur l'ensemble du mouvement.

Lexique de la mobilisation

Matériel d'information

1. Le **tract** sert surtout à rappeler un événement, ce matériel doit être court et bref. Il s'agit de matériel à utiliser pour la distribution de masse: pour annoncer un événement ou rappeler les arguments principaux d'un débat.
2. Le **feuilleton** est l'outil à privilégier pour la mobilisation: il est court et facile à lire et fait rapidement le tour des arguments. Il a été privilégié dans les tournées de classe et la mobilisation pour le déclenchement de la grève.
3. Le **journal** permet d'analyser l'enjeu en profondeur en offrant une diversité d'articles le décortiquant. Il doit être en mesure de stimuler la réflexion militante sur les actions et les revendications du mouvement.
4. La **recherche** permet de solidifier au niveau théorique les propos tenus dans l'ensemble du matériel d'information. Pendant la mobilisation pour la grève, les militants utilisaient énormément

le document écrit par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) intitulé *Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité?*

5. Les **affiches** démontrent qu'une campagne de mobilisation s'amorce, que l'association étudiante est active et qu'elle est bien présente sur le terrain. Elles permettent aussi d'exposer brièvement les arguments principaux du mouvement et ses revendications. À travers elles, il est possible de relever les différentes étapes de la mobilisation. Utilisée seule, l'affiche n'incite cependant pas automatiquement à la mobilisation.
6. Les **médias sociaux** constituent un matériel puissant, dans la mesure où ils confèrent une certaine autonomie aux acteurs du mouvement dans leur capacité à lancer par eux-mêmes des appels à l'action.

Techniques de mobilisation

1. La **mobilisation un par un** consiste à aller directement rencontrer les étudiants, par exemple à les interpeller à la cafétéria, à un kiosque ou dans le couloir. Ce type de mobilisation s'avère efficace, car il permet d'établir un dialogue et de répondre à l'ensemble des questions.
 2. La **tournée de classe** a été privilégiée pour la grève étudiante de 2012. Elle permet d'avoir l'attention de beaucoup de personnes en même temps et dans un même lieu. C'est une occasion à saisir pour débattre, pour déconstruire les préjugés et pour étaler l'ensemble de l'argumentaire.
 3. L'**action symbolique**, en plus d'être un moyen de pression, permet d'attirer l'attention et de conscientiser sur un enjeu.
 4. La **conférence** permet une analyse un peu plus en profondeur de l'enjeu. C'est l'occasion d'avoir recours à un invité pour un point de vue extérieur.
 5. Le **tractage massif** consiste à distribuer une grande quantité de matériels d'information, à l'entrée des établissements d'enseignement par exemple.
-

Mais si la mobilisation est le nerf de la guerre, il n'en demeure pas moins que celle-ci ne se transforme pas automatiquement en moyen de pression. Pour ce faire, une planification et une organisation centralisée s'imposent.

Le déclenchement d'une grève étudiante

Le déclenchement de la grève a été hautement coordonné et réfléchi au niveau national. Tout avait été pensé, même la durée de la grève : la CLASSE croyait alors qu'elle allait s'étendre sur un maximum de huit semaines. Dès décembre 2011, le conseil exécutif de l'ASSÉ publie le texte « Pour que 2012 ne soit pas un mauvais *remake* de 2007 : l'importance d'un plan d'action national et d'une organisation structurée de la grève ». Un plan de déclenchement de la grève est proposé, qui comprend trois vagues. La première serait composée des associations dont l'issue positive du vote était jugée la plus probable. La seconde serait constituée des associations qui avaient réussi par le passé à voter des grèves, mais dont le niveau de mobilisation sur le campus n'était pas suffisamment satisfaisant pour assurer de grandes chances de victoire. Le reste des associations étudiantes composerait la troisième vague. Quatre critères avaient été retenus par le conseil exécutif : 1) l'historique des grèves ; 2) l'existence d'une culture démocratique au sein de l'association ; 3) la réceptivité de la population étudiante à l'égard des enjeux et des moyens d'action ; 4) la capacité de mobilisation. Le plan de déclenchement comprenait aussi l'idée qu'il était nécessaire de ne pas démarrer une grève sans les cégeps. Pour l'ASSÉ, ces derniers ont un poids majeur dans la construction d'un réel rapport de force. Par exemple, le risque que de futures infirmières n'obtiennent pas leur diplôme et voit leur entrée sur le marché du travail être retardée augmente d'autant le rapport de force.

La question prioritaire était de décider quels campus allaient voter la grève en premier. Alain Savard, qui était membre du conseil exécutif de l'Association facultaire des étudiants en science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM), avait construit un tableau sur l'état de la mobilisation des différentes associations étudiantes qui compilait un nombre important de données: les statistiques de 2005, le nombre de grèves, les caractéristiques socioéconomiques des cégeps, etc. Le tout était mis en relation avec la rigueur des comités de mobilisation, la volonté des exécutifs d'aller en grève et le nombre de personnes assistant aux assemblées générales, les votes de grève durant les deux années précédentes déclinés selon le taux de participation dans les assemblées générales et la différence entre le pour et le contre.

Nous savions que deux associations étudiantes de l'UQAM, celle de la faculté des arts ainsi que celle de sciences politiques et droit, avaient voté un mandat de grève générale illimitée à l'automne 2011, en même temps qu'une journée de grève pour la manifestation du 10 novembre 2011. Le résultat de leur vote nous permettait de voir qu'il y avait une différence de 20 points de pourcentage entre le vote pour la grève générale illimitée et celui pour une grève d'une journée. En conséquence, le choix de la première vague devait prendre en compte une diminution de 20 points de pourcentage entre le vote sur la grève ponctuelle du 10 novembre et celui pressenti sur la grève générale illimitée.

Le tout a été élaboré dans des réunions plutôt informelles et en conseil exécutif. Chaque association a été contactée pour se faire suggérer des dates pour la tenue de son assemblée générale de grève. Le calendrier a été globalement respecté. Mais il y a eu quelques surprises. À l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGÉCoV), des étudiants contre la grève se sont organisés

et ont fait devancer le vote de grève d'une semaine. La CLASSE a alors dû mettre en marche l'ensemble de sa machine pour s'assurer que le résultat de ce vote soit positif: entre cinq à dix militants furent envoyés sur le campus pendant plus d'une semaine, tous les jours de 8 h à 18 h. Le vote a finalement été très serré, mais favorable à la grève. Après Valleyfield, c'est le Cégep Marie-Victorin qui devait se prononcer. Encore une fois, une importante aide extérieure a été apportée à ce cégep. Ce fut une autre victoire pour le mouvement étudiant.

La CLASSE avait établi un plancher de déclenchement de la grève à 20 000 personnes, issues de 7 associations différentes et basées sur 3 campus distincts. Le 9 février, la Coalition annonce que l'atteinte du plancher est imminente. Alors qu'elle prévoyait un déclenchement autour de la semaine du 20 février, des associations étudiantes de l'UQAM et de l'Université Laval décident plutôt de déclencher la grève le 13 février, afin de favoriser une issue positive des votes de grève en langue et communication à l'UQAM (AFELC), au Collège de Maisonneuve et au Cégep du Vieux Montréal. Alain Savard explique le dilemme auquel le mouvement faisait alors face: «Avec le vote devancé à Valleyfield, on avait atteint le plancher trop tôt, mais en même temps on savait que Valleyfield et Marie-Victorin ne déclencheraient pas la grève avant le 20 février. À ce moment, le Cégep du Vieux Montréal était dans un référendum qui était loin d'être gagné. Trois associations étudiantes de l'UQAM ont donc décidé de déclencher la grève toutes seules, le 13 février, afin de donner un momentum à l'AFELC, au Vieux-Montréal et Maisonneuve. Cela a fonctionné.» Les militantes et militants de l'UQAM nouvellement en grève ont alors parcouru les quatre coins du

Québec pour encourager la mobilisation. On a alors vu apparaître une nouvelle génération de personnes qui n'avaient pas encore été aperçues à militer concrètement sur le terrain. Par leur participation au comité maintien et élargissement de la grève, ces militants et militantes vont devenir des éléments fondamentaux à la généralisation de la grève à travers le Québec.

Comme nous l'avons mentionné, à ce moment-là l'ensemble de la stratégie politique et du plan d'action de la CLASSE avait été réfléchi pour une période de huit semaines. Elle prévoyait une résolution du conflit au plus tard quelques semaines après le 22 mars 2012. La Coalition croyait que les fédérations étudiantes avaient planifié de faire leur entrée en grève dans la semaine du 22 mars. Pour Keena Grégoire, alors membre du comité maintien et élargissement de la grève: «L'exécutif de la FECQ tentait de retenir ses associations membres à tomber en grève en même temps que la CLASSE. C'est pourquoi certaines associations membres de la FECQ et leurs militants ont contacté la CLASSE pour avoir notre support. Nous avons répondu à l'appel et l'ensemble des associations de la FECQ que la CLASSE a soutenues sont tombées en grève.» C'est peut-être en voyant plusieurs de ses associations suivre le plan d'action de la CLASSE que la FECQ lance officiellement un appel à la grève, soit plusieurs mois après l'ASSÉ.

Deux stratégies : la CLASSE et la FECQ

Lors de la dernière ronde de négociations, en mai, la FECQ comptait uniquement trois associations étudiantes membres sur vingt-trois en grève. Cet état de fait est à notre égard le fruit de deux stratégies différentes. Dès l'automne, les militantes et militants de

la CLASSE préparaient le Québec à une grève générale illimitée. Mais du côté de la FECQ, la mobilisation entourant la grève n'a débuté que quelques semaines avant son déclenchement. Les associations étudiantes liées à la FECQ n'ayant pas été préparées adéquatement, il n'est pas surprenant de voir que des campus normalement militants, comme celui du Cégep de Jonquière, n'ont même pas réussi à voter la grève. Si la FECQ a choisi une stratégie d'escalade des moyens de pression, elle a tenu pour acquis que les étudiants et étudiantes voteraient naturellement la grève générale illimitée lorsque tous les autres moyens auraient été tentés. Or, la grève générale illimitée demande des sacrifices nettement plus grands qu'une grève d'une journée, par exemple. C'est pourquoi la majorité des campus liés à la FECQ, n'ayant pas été assez mobilisés, ont eu de la difficulté à déclencher ou maintenir la grève.

À l'Université de Montréal, une université dont l'association principale est membre de la FEUQ, des militants ont quant à eux tenté de contourner la stratégie de déclenchement de la grève planifié autour de la mi-mars. Des militants, principalement en sciences sociales et en philosophie, se sont présentés dans les assemblées de plusieurs départements de l'université afin de convaincre les étudiants de partir en grève rapidement, d'être solidaires des associations déjà en grève.

Missions impossibles

Dimanche 12 février 2012, 22 h. Deux exécutants de la CLASSE montent à bord d'un autobus de nuit pour se rendre à Matane. Depuis près de deux ans, Élise Carrier-Martin rend visite à l'association étudiante de Matane tous les mois. Elle a vu l'association étudiante radicalement changer : passant d'une association dépo-

litisée, où les activités socioculturelles occupent l'avant-scène, à une association qui met la politique à l'avant-plan. Elle a donné de nombreuses formations à des exécutants, elle les a aidés à s'organiser politiquement et à être en grève lors des journées du 31 mars 2011 et 10 novembre 2011. Les deux exécutants de la CLASSE croient être en direction de Matane seulement pour finaliser les préparatifs pour le vote de grève générale illimité, prévu pour le mercredi 15 février. Mais à leur grand étonnement, peu de travail de mobilisation avait été effectué. Le terrain n'était pas du tout prêt pour un vote de grève. Si rien n'est fait, il y a peu de chance que son issue soit positive. Pendant trois jours, ils visiteront l'ensemble des classes du cégep afin de convaincre les étudiants et étudiantes de partir en grève.

15 février 2012. Les discussions tendues en assemblée générale ne laissent pas présager le résultat du vote. Pendant qu'Élise Carrier-Martin compte les votes avec deux scrutateurs – l'un pour et l'autre contre la grève –, son collègue tente de gérer son stress en fumant des cigarettes et en tournant en rond dans le cégep. Dans une proportion de 55 %, les étudiants du Cégep de Matane décident finalement de rejoindre le mouvement de grève. Ils le resteront jusqu'au 5 avril 2012.

Partir de rien

Outaouais, deuxième semaine de grève. Une voiture quitte Montréal. Elle se dirige vers le Cégep de l'Outaouais. Quatre militants sont à bord. Ils s'en vont en terrain inconnu, ils n'ont pas vraiment de points de contact dans ce cégep.

Arrivés sur les lieux, ils constatent l'ampleur de la tâche : presque personne ne parle de la grève, il n'y a aucune table avec des carrés rouges et du matériel d'information. Une assemblée générale pour discuter de la grève est prévue dans deux jours. Le temps est compté.

Joëlle Naud, étudiante en droit à l'UQAM, et ses collègues iront de classe en classe afin de convaincre les étudiants de voter en faveur de la grève. « Bonjour, je suis étudiante en droit. Ça fait deux semaines que je suis en grève. Je suis là pour répondre à vos questions. » Les mains se lèvent, il devient possible de répondre aux différentes angoisses des étudiants. Ils répéteront l'exercice plus de 30 fois en deux jours.

L'engouement s'installe peu à peu. Les quatre étudiants mont-réalais aideront les nouveaux militants sur place à s'organiser et à développer un argumentaire solide. Ils quitteront le cégep un peu avant le vote.

De Montréal, ils pourront prendre connaissance des résultats du référendum : un taux de participation de 78 % ayant vu 4 200 personnes exprimer leur droit de vote se traduira par un vote de 65 % en faveur de la grève. Mission accomplie. La grève perdurera là-bas jusqu'au 11 mai.

Maintien de la grève

Une fois la grève déclenchée, le principal défi est de faire en sorte qu'elle se maintienne. Chaque semaine, l'ensemble du comité maintien et élargissement de la grève travaillait d'arrache-pied afin de s'assurer que l'ensemble des associations étudiantes réussissent à reconduire la grève. Leur rôle était de motiver les étudiants à continuer la lutte. Lors des injonctions, des offres du gouvernement, de la loi spéciale, les militants de ce comité ont veillé à ce que la grève ne s'effondre pas, notamment en planifiant des discours motivateurs lors des assemblées générales, dont le message central était : « Pour bloquer la hausse, la grève doit continuer. »

Toutes les semaines, environ 20 personnes sillonnaient les différents campus du Québec. Un des principaux outils

de ce travail a été la mise sur pied d'une base de données recensant les résultats de tous les votes de grève. Très impliqué au sein de ce comité, Keena Grégoire affirme que le comité maintien et élargissement de la grève « était capable d'anticiper des tendances et de savoir une ou deux semaines à l'avance quels votes de reconduction de grève seraient critiques et risquaient de ne pas passer. Cette base de données nous a grandement aidés à fixer les priorités de travail quant au soutien à apporter aux associations locales. »

S'organiser pour résister

En conclusion, comme nous venons de le voir, l'organisation d'un mouvement de grève est un travail de longue haleine et il est pour nous évident qu'une grève d'une ampleur telle que nous l'avons vécue n'aurait pu avoir lieu sans la présence d'une organisation comme la CLASSE. Celle-ci démontré toute la capacité de mobilisation que pouvait avoir une organisation combative, horizontale et solidaire. Malgré les critiques des chroniqueurs ou du gouvernement sur son mode de fonctionnement, c'est justement cela qui a selon nous conféré à la Coalition toute sa puissance, rendant possible la construction d'un rapport de force et de pouvoir et lui permettant de jouer un rôle prédominant au sein du mouvement étudiant. Nous espérons d'ailleurs que les pratiques de la CLASSE sauront inspirer d'autres mouvements sociaux.

POINT 3

Ensemble, bloquons la hausse !

LE MERCREDI 21 MARS 2012. Nous en sommes à la sixième semaine de grève. Le mouvement étudiant est en pleine ascension. Plus de 300 000 étudiantes et étudiants seront en grève le lendemain. Pendant que le comité exécutif de la CLASSE met en branle les différents préparatifs en vue de l'importante manifestation du 22 mars, le comité média prépare les discours des coporte-parole Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois pour la manifestation et le spectacle qui aura lieu le soir même. Les membres du comité reçoivent alors un message privé d'un militant dans leur boîte de message Facebook :

Avec le blocage du pont, mais plus largement aussi, nos ennemis essaient de mettre de l'avant une rhétorique « travailleurs/travailleuses » vs « étudiants/étudiantes ». Comme si notre combat était de refiler la facture étudiante aux travailleurs et travailleuses.

Il faut impérativement attaquer cette distinction et mettre de l'avant les fondements réels de notre lutte. Nous serons tous et toutes sur le marché du travail dans quelques années et nous ne sommes pas dupes. Alors il n'est pas question de refiler la facture à d'autres. En fait, au final,

comme nous sommes la jeune génération, si hausse d'impôt il y a, c'est nous qui allons la payer le plus longtemps.

Si nous luttons, ce n'est pas pour les intérêts corporatistes des « étudiant-e-s », mais plutôt pour les intérêts généraux des classes populaires contre une élite économique qui cherche à saper les quelques institutions sociales qui permettent de réduire les inégalités.

Je lance ça comme ça.

La perspective d'élargir la lutte aux autres sphères de la société était déjà discutée dans la plupart des assemblées générales des associations étudiantes membres de la CLASSE. Mais jusqu'ici, le comité média avait mis un frein à la diffusion de cette idée dans l'espace public, préférant mettre l'accent sur la hausse des frais de scolarité. En cette veille du 22 mars, le comité média de la CLASSE et ses porte-parole discutent ouvertement de cette perspective et on décide de ne pas seulement l'intégrer dans le texte du discours, mais de bâtir celui-ci autour de cette idée. Il reste à savoir comment le formuler. Il est difficile de se rappeler qui à ce moment se trouve devant l'ordinateur, mais l'une des personnes présentes lance : « On va faire du Chartrand ! » Tout le monde se regarde alors, perplexe. « Oui, on va énumérer une série de conflits de travail pour dire que ce sont les libéraux qui sont contre le peuple. Tu dis rapidement une suite de conflits de travail : *Journal de Montréal*, Air Canada, Abitibi Bowater, Postes Canada, Electrolux et Couche-Tard. Là on peut dire : nous sommes avec vous, nous sommes le peuple. »

Le discours sera livré le lendemain en fin d'après-midi devant une foule d'environ 150 000 personnes. Il constituera l'un des premiers pas de la grève étudiante vers ce qui deviendra une véritable lutte populaire.

Officiellement, c'est à la suite de son congrès tenu les 24 et 25 mars au Collège Édouard-Montpetit que la CLASSE s'engage à élargir la lutte à l'ensemble de la société. Elle cherchait de ce fait à sortir d'un discours axé exclusivement sur la condition étudiante, chose que lui reprochaient énormément les libéraux. Étonnamment, lorsque deux mois plus tard, à notre grande surprise, l'élargissement de la lutte aura réellement lieu, les libéraux nous reprocheront d'avoir un discours beaucoup trop large et de ne pas traiter strictement de la question étudiante.

Sur le rapport de force

Qui n'a jamais pris part à une conversation dans laquelle les positions des deux parties sont irréconciliables, puisque chacune campe sur ses positions? Les deux personnes qui argumentent ne cherchent alors plus à se convaincre mutuellement, mais à rallier les autres personnes qui écoutent la discussion. Il n'est plus question d'argumentation rationnelle, mais bien de développer une position de force face à son adversaire. On juge de la validité des arguments des interlocuteurs non plus selon leur qualité, mais par la quantité d'appuis qu'ils sont en mesure de recueillir. Bref, la personne amenant à elle le plus de sympathisants gagne. Il peut paraître normal de raisonner ainsi puisqu'il s'agit du fondement de notre système électoral : souvent la quantité l'emporte sur la qualité. Cependant, nous doutons qu'un Galilée eût été en accord avec cette manière de confirmer le bien-fondé d'une idée. Toujours est-il que le rapport de force est central dans l'univers de la politique. Il est nécessaire de convaincre, pas seulement quelques individus, mais parfois des milliers de personnes. Un nombre nécessaire, entre autres, pour le déclenchement d'une grève générale illimitée.

Dans une société marquée par les inégalités, l'argumentation ne se fait pas sur des bases égalitaires. Il y a généralement des personnes, des idées ou des groupes qui partent avec un avantage sur les autres. Par exemple, le gouvernement dispose d'un budget de publicité immense, d'une connaissance approfondie des médias de masse et de l'aide de nombreux groupes d'intérêts qui l'aideront à faire la promotion de ses idées. Lorsqu'on veut faire face au gouvernement, on se bute donc à un rapport de force d'entrée de jeu inégal. Il faut donc se battre contre ce que nous avons expliqué en parlant de Gramsci : l'hégémonie du discours dominant.

Nous verrons dans ce chapitre de quelles façons et dans quel contexte il a été possible d'élaborer un discours capable de remettre en question la vision néolibérale du gouvernement et de favoriser la mobilisation. La CLASSE a su concevoir un discours militant capable de développer chez l'individu une conscience de sa propre situation et de celle de ses semblables. Un discours apte à créer les conditions d'une mobilisation massive de personnes qui vivent des situations similaires. Il est à l'origine de la brèche capable de percer le consensus dominant, d'inciter librement à la participation à des actions politiques et de permettre la constitution d'un mouvement de plus en plus important.

Le discours est d'abord mis de l'avant par une organisation. Ensuite, comme nous l'avons vu, de nombreuses personnes parcourent les campus afin de conscientiser les étudiantes et étudiants sur des enjeux qui les concernent. De tract en tract, la mobilisation débute, les petites actions prennent graduellement de l'envergure, les médias de masse commencent à s'y intéresser et le rayonnement sur les réseaux sociaux prend de l'ampleur. La petite brèche

s'agrandit et laisse entrevoir qu'un autre monde est possible. Puis, lorsque les voitures cèdent le pas à la foule dans les rues, le discours qui n'était au départ que de l'encre sur du papier (recyclé) se met à résonner sur toutes les tribunes. La rue est alors en mesure de s'exprimer par elle-même, de reprendre le discours et de se l'approprier. C'est à ce moment qu'il est possible d'affirmer que le discours de l'élite est ébranlé: lorsqu'une masse d'individus devient capable d'articuler et d'exprimer un discours alternatif par elle-même.

Comment rendre compte du discours de la CLASSE et de celui du printemps étudiant? La question se pose, surtout qu'avec le phénomène des casseroles, plus aucune organisation ne contrôlait ce discours. La rue parlait en son propre nom. Nous avons donc choisi de jeter un regard global qui tente de cerner le discours de la CLASSE dès sa genèse puis son évolution à travers plus de 100 jours de grève. Il comporte trois articulations distinctes. D'abord, il y a le fondement du discours de la CLASSE, qui rejette totalement le néolibéralisme comme idéologie. Ensuite, il y a l'apport non négligeable que lui a apporté un *think tank* de gauche en lui permettant d'articuler les principes sous-tendant ce discours selon des bases théoriques solides. Finalement, même s'il revêt parfois un côté populiste, ce discours n'est en aucune façon corporatiste, au sens où il ne défend pas uniquement les intérêts de ses membres, mais d'abord une vision de la société québécoise. Ce discours a évolué et a pris des sens différents tout au long de la grève. Nous tenterons donc de cerner cette évolution dans un esprit stratégique, tout en terminant par un bref survol de la stratégie discursive élémentaire, mais ô combien efficace, du gouvernement.

Discours de la CLASSE : remise en perspective

Au sein d'un mouvement social et dans la perspective d'une lutte telle qu'une grève générale illimitée, la nécessité d'articuler un discours cohérent et suffisamment porteur est capitale. La principale force du discours élaboré par l'ASSÉ au fil des ans – et repris par la CLASSE – est d'être capable de toucher un public très large et de s'ancrer dans des perspectives qui débordent du strict cadre étudiant : discours articulé autour de l'idéal d'une éducation gratuite, il repose aussi sur un argumentaire concret sur les finances publiques et la tarification des services publics, en rupture avec le modèle néolibéral. Mais il s'agit aussi de sa principale faiblesse. C'est qu'en ayant un discours si large, il peut en résulter une difficulté d'interprétation pour le public, surtout lorsqu'il passe le filtre des médias de masse. Mais plutôt que de céder à l'idée qu'un discours qui ratisse trop large peut affaiblir le mouvement, la CLASSE s'est demandé comment parvenir à rendre l'ensemble cohérent. Elle y est arrivée en inscrivant son discours dans deux perspectives : soit le court et le long termes, en replaçant l'opposition à la hausse des frais de scolarité dans la perspective plus large de la lutte au néolibéralisme.

Pour le gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire

Montréal, 6 octobre 2011. Une centaine d'étudiants et étudiantes en sciences politiques et droit sont rassemblés dans un auditorium du pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM. L'assemblée générale dure depuis près de 45 minutes. Nous sommes au cœur d'un grand débat : la position de l'association étudiante sur la question des frais de scolarité. La plénière oppose deux camps. L'un est pour la

gratuité scolaire pure et simple. L'autre souhaite plutôt défendre le gel des frais de scolarité. La gratuité est pour ces derniers un objectif à long terme, non atteignable dans le cadre d'une simple grève générale illimitée. Ils dominent le plancher, si bien que la proposition n'inclut alors qu'une position « contre la hausse des droits de scolarité ».

« Il faut être pragmatique, nous n'aurons pas la gratuité scolaire avec une grève, si elle a lieu bien sûr. »

On lui répond : « Je suis quelqu'un de très pragmatique, il n'y a rien qui ne soit pas faisable dans la gratuité scolaire. Il nous faut un principe à défendre durant cette grève, et le gel lui-même n'en est pas un. »

Un amendement « dans une perspective de gratuité scolaire » viendra finalement s'ajouter à la proposition initiale. La file pour prendre la parole est longue, le débat commence à tourner en rond. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir certaines personnes utiliser les assemblées pour démontrer leur « talent d'orateur ». Le résultat en est que plusieurs personnes prennent la parole, mais expriment sensiblement la même chose.

La question préalable est finalement posée, une procédure qui met un terme au débat et demande à la salle si elle est prête à passer au vote. Les deux tiers des personnes présentes doivent y consentir.

La question préalable obtient les deux tiers des votes. La proposition est quant à elle adoptée à la majorité telle qu'amendée.

Une opposition au néolibéralisme

La CLASSE s'est d'abord constituée pour coordonner la lutte contre la hausse des frais de scolarité. Mais cette position doit être comprise en lien avec l'un des principes fondateurs de l'ASSÉ, la gratuité scolaire. Si l'ASSÉ s'oppose à toute hausse de frais de scolarité, c'est en cohérence avec son idéal de gratuité scolaire. Cette position est par-

faitement en accord avec la philosophie du rapport Parent qui a recommandé l'instauration de frais de scolarité très bas dans les années 1960. L'objectif derrière cette recommandation n'était alors pas d'indexer les frais au coût de la vie comme le proposent certains, mais bien de tendre vers la gratuité des frais « de la maternelle à l'université ». Une position qui nous rappelle qu'il est parfois trop facile d'oublier pourquoi les frais de scolarité ont été gelés si longtemps au Québec. La hausse ne doit donc pas être considérée comme la manifestation inévitable des va-et-vient de l'économie, mais bien comme une décision politique. Le choix du gouvernement de décréter une hausse des frais de scolarité ne relève donc en rien d'une fatalité, d'une nécessité que les étudiants fassent leur juste part face à la fragilité des finances publiques. Il ne faut pas oublier que s'il y a une crise fiscale, c'est d'abord et avant tout parce que nos gouvernements ont privé le Québec de milliards de dollars, en diminuant entre autres le niveau d'imposition des grandes entreprises pour refiler le fardeau aux contribuables. La CLASSE considère qu'il est temps de remettre la justice sociale au centre de la fiscalité québécoise afin d'être en mesure de financer convenablement l'ensemble de nos services publics. À titre d'exemple, avec la réinstauration d'une taxe sur le capital des institutions financières¹, le Québec serait non seulement en mesure de ne pas hausser les frais de scolarité, mais en plus de passer à la gratuité scolaire. De même, comme cela a été mis de

1. La taxe sur le capital des entreprises – et pas uniquement les institutions financières – a été progressivement réduite à partir de 2007 pour être abolie en 2011, privant le gouvernement d'une somme d'environ 1,9 milliard de dollars annuellement, selon les chiffres de 2006.

l'avant durant la grève, l'ajout de sept paliers d'imposition – pour revenir à la situation qui prévalait jusqu'à la fin des années 1980 – permettrait à l'État d'augmenter ses revenus et d'investir dans les services publics, tout en réduisant les impôts de la classe moyenne.

Le discours sur la gratuité scolaire de la CLASSE ne se résume cependant pas uniquement à sa faisabilité sur le plan des finances publiques, mais relève d'une véritable vision de l'université et de son rôle dans la société. La force de la CLASSE est d'inscrire les enjeux reliés au monde de l'éducation au centre d'un débat plus large sur la justice sociale et la démocratisation de la société québécoise. Les frais de scolarité sont perçus comme une taxe régressive – au même titre que l'introduction de frais en santé –, qui participe à l'augmentation des inégalités économiques et sociales dans la société. Elle crée un véritable système à plusieurs vitesses : entre ceux qui ont l'argent pour étudier, les personnes qui pourront aisément accéder aux études supérieures avec l'aide de leurs parents, et celles qui devront travailler ou s'endetter lourdement pour y arriver. Des frais de scolarité élevés constituent un frein pour plusieurs individus. La gratuité scolaire participe donc d'une vision de l'université publique et de qualité, non soumise à la logique marchande. Revendiquer la gratuité scolaire, c'est revendiquer qu'il y a des choses dans la vie qui n'ont pas de prix, comme le fait d'apprendre.

Un « plan de sortie de crise »

Le 3 mai 2012. Quelques jours auparavant, le comité média est contraint par le congrès de présenter deux solutions de « sortie de crise », soit le gel des frais de scolarité au niveau de 2007 et la gratuité scolaire. Le congrès se tenant un dimanche, la conférence

de presse devait avoir lieu la semaine suivante. Nous n'avions alors que quelques jours pour préparer un document. La veille, nous avons finalement notre « plan » : la réintroduction de la taxe sur le capital des institutions financières à hauteur de 0,7 %, soutenions-nous, pourrait financer la gratuité scolaire d'ici 2016. Le calcul avait été fait sur un papier essuie-tout sur la base d'une étude sur la gratuité scolaire de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) et d'un document présenté par Québec solidaire quelques semaines auparavant. Le comité média, voulant garder le « contrôle » sur le contenu, n'a présenté son plan de sortie de crise à l'exécutif que vers une heure du matin, détériorant ainsi les relations entre les deux instances. L'exécutif, souvent avec raison, accusait entre autres le comité média de faire cavalier seul.

Le lendemain, nous pensions être en marge du débat public, alors que le gouvernement nous critiquait pour notre intransigeance et que beaucoup mettaient en doute notre volonté de négocier. Avant même que nous en fassions l'annonce en conférence de presse, *Le Devoir*, qui avait réussi à mettre la main sur nos procès-verbaux, affichait en première page, sur un ton qui semblait assez ironique : « La solution de la CLASSE : la gratuité ». L'article débutait comme suit :

« Le gel des droits de scolarité au niveau de 2007 et la gratuité scolaire échelonnée sur cinq ans. Voilà quelques éléments qui font partie de la contre-offre de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a appris *Le Devoir*. La proposition, qui devrait être dévoilée ce matin, provient de mandats clairs récoltés lors de son congrès en fin de semaine dernière à l'Université Laval. Des mandats nouveaux, car si la gratuité scolaire est un principe de la CLASSE, elle n'avait jamais été explicitement prônée dans le présent conflit¹. »

Juste avant la conférence de presse, un membre du comité média tenant *Le Devoir* à la main est furieux : « Sacrament, au fur et à mesure que le conflit s'allonge, alors qu'on devrait montrer qu'on est de bonne foi dans les négociations et que l'échec est de la faute du gouvernement, voilà qu'on se tire une balle dans le pied en

donnant l'impression de radicaliser notre discours. Je nous dis mille et une fois bravo. Les fédér[ations] sont désormais le seul acteur crédible pour négocier.»

Comme prix de consolation, nous avons finalement couru durant toute la journée l'ensemble des médias nationaux. Notre plan a été présenté à RDI économie et il a même généré des articles concernant le débat sur le financement des universités². Des questions d'ordinaire très peu discutées ont ainsi pu faire surface dans l'espace public. Et ironiquement, de nouvelles négociations ont été entamées le lendemain.

1. Lisa-Marie Gervais, « La solution de la CLASSE: la gratuité », *Le Devoir*, 3 mai 2012.
 2. Voir un article de Radio-Canada à ce sujet: <www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/05/04/007-taxe-capital-quebec-retour-analyse.shtml>.
-

Pour une éducation libre

La CLASSE se positionne contre la marchandisation de l'éducation. L'éducation doit être un bien commun, un espace de partage d'une culture et de connaissances qui permettent aux individus de s'émanciper, de développer un esprit critique et de s'intégrer à la société. C'est pour cette raison que la CLASSE s'oppose à ce que nos établissements d'enseignement soient réduits à être gérés comme des entreprises dans lesquelles l'étudiant, maintenant devenu client, investit dans son avenir afin d'augmenter sa valeur sur le marché du travail. L'éducation n'est pas un bien de consommation et, par conséquent, l'Université doit être un lieu libre de toute ingérence du privé².

2. À ce sujet, voir Éric Martin et Maxime Ouellet, *Université inc., op. cit.*; de même que plusieurs notes publiées sur la question de l'éducation par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), disponibles sur <www.iris-recherche.qc.ca>.

C'est que le domaine de l'éducation ayant été relativement épargné par la logique néolibérale jusque dans les années 1990, la donne va ensuite commencer à changer, le secteur des services étant de plus en plus convoité par les entreprises et intégré à la logique du marché. C'est plus précisément après la publication en 1996 d'un rapport de l'OCDE, intitulé *Mesurer le capital humain*, que la logique marchande va réellement commencer à s'appliquer au domaine de l'éducation supérieure. Un rapport dont « l'idée maîtresse est que le développement d'une science de la mesure des impacts de la formation universitaire sur la croissance économique permettrait une utilisation plus rationnelle et plus efficiente des systèmes d'éducation nationaux en vue de relancer, consolider ou augmenter la compétitivité économique des pays³ ». C'est suivant ce tournant et la mise sur pied d'initiatives telles que le processus de Bologne qu'on commence en fait à parler d'économie du savoir et à voir dans l'enseignement supérieur un nouveau vecteur de croissance. Une logique qui place les universités en concurrence les unes avec les autres et par laquelle les frais de scolarité deviennent un des indicateurs de la « valeur » des institutions académiques sur le « marché éducatif ». Elle transforme la manière dont sont administrées nos universités, mais également la nature de ses programmes éducatifs.

C'est donc aussi en opposition à cette vision marchande de l'éducation, celle de l'université-entreprise, qu'il faut comprendre le refus de la CLASSE de toute hausse des frais de scolarité. Une position qui trouvera sa synthèse dans le

3. Éric Martin et Simon Tremblay-Pepin, *L'endettement étudiant : un « investissement » rentable?*, Montréal, Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), mars 2012, p. 5.

slogan « Ensemble, bloquons la hausse » et autour duquel l'organisation va articuler sa campagne de grève.

Le féminisme

Nous pensons qu'en tant que lieu de partage d'un savoir universel, l'éducation doit abolir toute forme de discrimination et de domination fondée sur le genre. Il s'avère pourtant qu'être femme dans ce système est tout aussi difficile qu'être femme en société. Croire que la reproduction de statuts inégalitaires est absente de l'école est un leurre. Nous sommes écœuré-e-s de voir que les professions traditionnellement féminines sont moins valorisées en société et sont encore étudiées majoritairement par des femmes. Nous sommes nombreuses dans les salles de classe de baccalauréat, mais combien d'entre nous gravissent les plus hautes marches de l'escalier universitaire ?

Manifeste de la CLASSE

La CLASSE et l'ASSÉ se considèrent aussi comme des organisations féministes. Elles considèrent que les femmes sont victimes de discrimination et de rapport de domination au sein de notre société, que cela n'est pas le fruit du hasard, mais d'un véritable système d'oppression. Encore aujourd'hui, les femmes peinent à accéder à la vie politique au même titre que les hommes, ce qui s'illustre notamment par le peu de femmes qui participent à la politique québécoise ou encore au peu de place qui a été laissé par les médias au porte-parole femme de la CLASSE pendant la grève.

Les inégalités sociales issues de la hausse des frais de scolarité ou de la taxe santé touchent davantage les femmes et instaurent une double discrimination. C'est pourquoi la CLASSE avait produit du matériel féministe et mettait de l'avant le slogan « Sale hausse sexiste ! ». En 2008, les statistiques ont démontré que pour chaque dollar gagné par

les hommes, les femmes recevaient 71 cents⁴. Ce qui veut dire que les femmes doivent travailler davantage pour payer leurs frais de scolarité ou pour rembourser leurs dettes. Il faut dire que l'accès à l'éducation pour les femmes a été une revendication historique du mouvement féministe.

Loin d'être une simple posture pour la CLASSE et l'ASSÉ, le féminisme traverse non seulement son analyse du système d'éducation et de la société, mais aussi ses structures et son fonctionnement. Dans ses instances, il y a une alternance homme-femme pour la prise de parole afin de favoriser une parité dans la participation aux débats politiques de l'organisation. L'ASSÉ et la CLASSE critiquent aussi cette règle de la langue française qui fait que le masculin l'emporte sur le féminin. En ce sens, les interventions des délégués, les propos des porte-parole et l'ensemble des publications doivent être féminisés.

L'articulation du discours

L'ASSÉ et la CLASSE ont toujours refusé de considérer les faits comme s'ils étaient neutres. Il y a toujours une logique derrière les chiffres : l'économie et la politique sont deux choses qui vont ensemble. C'est pourquoi l'argumentaire de la CLASSE et de l'ASSÉ a toujours été soutenu par une philosophie ou une idéologie venant donner du sens au discours chiffré. Comme nous l'avons mentionné, si nous sommes contre la hausse, c'est aussi parce que nous percevons dans l'éducation une perspective d'égalité entre les peuples et une poursuite du bien commun. En partant d'une situation personnelle vécue par un individu *via* de simples

4. Gouvernement du Canada, *L'écart salarial entre les femmes et les hommes*, 2010, <www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2010-30-f.htm>.

chiffres, il est ensuite possible de la comprendre dans une perspective plus large. En recadrant un cas particulier dans une problématique d'ensemble, on augmente les chances qu'une personne se mobilise. C'est pourquoi la hausse des frais de scolarité a été présentée comme un problème collectif. Le discours de la CLASSE s'est donc décliné sur deux axes. Une approche sur le court terme qui traite directement des conditions étudiantes, par exemple par la question de l'accessibilité aux études, ainsi qu'une approche sur le long terme visant la critique de l'idéologie néolibérale et dont la revendication concrète est la gratuité scolaire.

Acteurs externes

Le discours de la CLASSE n'aurait cependant pas été articulé sur des bases théoriques aussi solides sans l'apport d'acteurs extérieurs au mouvement étudiant. L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a joué ici un rôle de premier plan, plusieurs de ses études ayant permis de construire le discours. Sans compter qu'un acteur externe donne davantage de crédibilité à son message tout en diversifiant les sources de diffusion. C'est d'ailleurs la stratégie qu'a utilisée le mouvement néoconservateur américain à partir du début des années 1970 afin de remettre en question les politiques économiques plus égalitaires du *New Deal*. Par l'intermédiaire de plusieurs instituts de recherches politisés et idéologiquement orientés, l'aile radicale du Parti républicain a bâti un discours qui a plus tard été en mesure d'ébranler le consensus qui s'était établi à la suite de la Grande Dépression de 1929⁵.

5. Paul Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, Paris, Flammarion, 2008, p. 141.

Dès l'automne 2011, dans la foulée de la parution de l'ouvrage *Université inc.* d'Éric Martin et Maxime Ouellet, l'IRIS entamait une tournée de conférences à travers tout le Québec afin d'expliquer les conséquences de la hausse des frais de scolarité. Comme le mentionne Éric Martin : « [L']objectif a été la production d'un discours visant à éliminer l'acceptabilité d'une mesure antisociale. » L'IRIS avait les ressources pour produire et diffuser toute une série de documents, incluant des vidéos, pour critiquer l'argumentaire du gouvernement et construire un discours alternatif assorti de preuves chiffrées. « On voulait montrer qu'il y avait d'autres voies possibles », ajoute-t-il. L'IRIS a aussi appuyé ses arguments sur une série de principes en mettant de l'avant la problématique de la marchandisation de l'éducation. Tout cela était en phase avec le discours élaboré par l'ASSÉ au fil des ans. Selon Éric Martin, « le principe derrière les statistiques permet de donner un sens aux chiffres. Si nous sommes contre la hausse des frais de scolarité, c'est aussi que nous sommes contre le virage que prend actuellement la société. Le refus de la hausse ne s'inscrit pas uniquement dans une négation, mais aussi dans un projet de justice sociale. » Ces tournées ne permettront toutefois pas de susciter une mobilisation à grand déploiement, mais plutôt de former des dizaines de personnes qui, à leur tour, feront des tournées de classe afin de convaincre leurs collègues. Sur les réseaux sociaux, la série de capsules vidéo produites par l'IRIS intitulée *Les mythes sur les frais de scolarité* a généré près de 220 000 visionnements. Finalement, le mythe du sous-financement des universités québécoises, bien présent dans les capsules de l'IRIS, semble convaincre, au moment d'écrire ces lignes, le

nouveau ministre de l'Éducation supérieure, le péquiste Pierre Duchesne⁶.

L'IRIS n'a cependant pas été le seul acteur extérieur au mouvement étudiant à venir prêter main-forte à la CLASSE. Les professeurs ont eux aussi contribué considérablement à enrichir le discours étudiant et à en soutenir la crédibilité. Par l'entremise de nombreuses lettres ouvertes, actions symboliques et prises de parole publiques, des dizaines de professeurs ont apporté leur soutien aux étudiants, que ce soit pour la poursuite de la grève, contre la hausse des frais de scolarité, contre les injonctions, contre la loi spéciale et pour la désobéissance civile.

Solidarité

Rimouski, fin du mois de mai 2012. La grève est terminée depuis plus d'un mois. Un retour en classe difficile pour les étudiants et enseignants. La session est normalement terminée, de nombreux étudiants n'ont plus de loyer et plus d'argent. Le rattrapage condensé les empêche de travailler. Quelques professeurs décident alors de s'organiser afin d'aider ces jeunes. Un souper spaghetti est organisé, lors duquel ils ramasseront plus de 7 000 \$. Des enseignants hébergeront même des étudiants chez eux. Un exemple parmi d'autres qui démontre bien qu'une grève est un sacrifice collectif auquel on répond de façon collective.

6. Mais pas au point de pousser son gouvernement à instaurer la gratuité scolaire, le ministre Duchesne ayant clairement indiqué que cette option n'allait pas être considérée lors du Sommet sur l'éducation supérieure devant se tenir les 25 et 26 février 2013 (Robert Dutrisac, « Universités – C'est non à la gratuité », *Le Devoir*, 28 janvier 2013).

Divers organismes de défense des droits ont aussi été mis à contribution avant et pendant la grève. La présence de la Ligue des droits et libertés à de nombreuses conférences de presse de la CLASSE a entre autres permis d'apporter une crédibilité juridique dans le débat sur les abus policiers. Mentionnons également le parti Québec solidaire, qui a aussi défendu la gratuité scolaire durant toute la grève. Le Parti québécois a quant à lui plutôt joué son rôle d'opposition officielle en s'opposant à la hausse du gouvernement, mais sans nécessairement défendre le gel des frais de scolarité.

Le moment populiste :

« La grève est étudiante, la lutte est populaire »

En présentant la hausse des frais de scolarité comme une manifestation parmi d'autres de l'idéologie néolibérale, cela a aussi permis de rattacher la lutte étudiante à d'autres groupes et individus qui en subissent également les injustices. C'est ainsi que la CLASSE a pu interpeller une grande partie de la population et a favorisé l'élargissement de la lutte. À certaines étapes de la grève⁷, a ainsi émergé un « moment populiste » : un appel au peuple. Le populisme est souvent perçu de manière péjorative, peu importe le spectre politique. On l'associe souvent au tribun démagogue usant de ses capacités oratoires pour tromper une population peu éduquée. Il est cependant possible de voir le populisme d'une autre façon. Non pas uniquement dans le choix des mots, mais dans la façon de voir la société. Afin d'éviter la confusion, nous définissons le populisme comme

7. Nous pensons ici à la plupart des manifestations qui ont eu lieu tous les 22 de chaque mois, dès le mois de mars.

« une idéologie qui considère la société comme étant séparée en deux groupes homogènes et antagonistes, “le peuple” contre “une élite corrompue”, et qui affirme que la politique devrait être l’expression de la volonté générale du peuple⁸ ». Certains des aspects populistes du discours de la CLASSE ont été plus présents que d’autres. Par exemple, le rapport à l’élite a occupé une place importante dans le discours durant une bonne partie de la grève.

La critique de l’élite

Une élite gloutonne, une élite vulgaire, une élite corrompue, une élite qui ne voit l’éducation que comme un investissement dans du capital humain, qui ne voit un arbre que comme une feuille de papier et qui ne voit un enfant que comme un futur employé.

Gabriel NADEAU-DUBOIS, coporte-parole de la CLASSE, lors de l’événement *Nous?*, le 7 avril 2012

La critique de l’élite est souvent très présente dans les slogans et lors des manifestations. Ainsi, qui n’a pu apprécier tout au long de la grève les différentes pancartes et affiches ridiculisant le gouvernement, les recteurs ou le milieu des affaires ? L’élite est en fait une cible parfaite pour canaliser le mécontentement. La faute, c’est celle de l’élite corrompue, du 1 % contre le 99 %. Dans une conjoncture politique où les dossiers de corruption et de collusion ne font que s’accumuler, cette formulation devient énormément puissante lorsqu’elle s’inscrit dans un discours cherchant à discréditer le néolibéralisme.

8. Traduction libre de Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism versus Democracy », *Political Studies*, vol. 55, n° 2, 2007, p. 408-409.

Au début de la crise, l'ensemble du mouvement a eu pour cible principale la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, puisque c'est elle qui devait défendre la hausse dans l'espace public. Les recteurs des universités ont ensuite constitués de bonnes cibles secondaires. Dépensiers et accumulant les bonus et les primes de départ, c'est à se demander s'ils ne voulaient pas nous aider⁹! Par exemple, des militants de l'Université de Montréal demandaient constamment la démission de leur recteur, Guy Breton.

Homogénéité

À cette élite s'opposent les étudiants et étudiantes qui seront ensuite inclus dans un ensemble plus large, le peuple. Le peuple forme un bloc unique, il se définit par la négation. C'est-à-dire qu'il n'est pas l'élite. La CLASSE a toujours su miser sur des enjeux qui rassemblent plutôt que sur ceux qui peuvent être facteurs de division pour les personnes interpellées. Par exemple, au Québec, le mouvement étudiant n'a jamais fait directement référence au nationalisme. On peut faire référence au Québec comme société, mais cibler directement le terme « québécois » peut entraîner des divisions et exclure des camarades qui partagent autrement la même position sur l'enjeu premier. Le Québec compte un bon nombre d'anglophones, d'allophones et d'immigrants opposés à la hausse des frais de scolarité, mais qui ne se retrouvent pas nécessairement dans le discours indépendantiste. Ce qui n'a cependant pas empêché de voir apparaître, une fois que la rue s'est approprié le discours, plusieurs drapeaux québécois ou patriote dans les manifestations.

9. Seulement à l'Université Concordia, les primes de départ des recteurs ont totalisé 1,6 million de dollars en deux ans (2009-2011).

La base populiste du discours de la CLASSE repose donc, entre autres, sur ce qui doit permettre plus tard l'élargissement de la lutte. En effet, si le discours avait été purement étudiant dès le départ, rares auraient été les chances que de larges pans de la population se sentent interpellés. Ce moment populiste rejoint en fait ce qui était évoqué en ouverture de ce chapitre : le nécessaire élargissement de la lutte.

Élargissement de la lutte

Lors de son congrès des 24 et 25 mars au Collège Édouard-Montpetit, la CLASSE adopte la résolution suivante : « Que la CLASSE organise un grand rassemblement politique ouvert à toute la population dans le but de rallier un soutien populaire massif au droit à l'éducation, mais aussi d'élargir les perspectives d'une contestation démocratique et combative à l'ensemble du Québec et à d'autres enjeux que celui de l'éducation. » Cela constituait la première initiative formelle visant à élargir la lutte à d'autres sphères de la société. Si la hausse des frais de scolarité demeure la trame de fond du conflit, la CLASSE tente alors de l'étendre à d'autres enjeux sociaux. Elle vise une grève sociale pour l'automne – ce qui sera finalement un échec, reconnaissons-le. Le lendemain du congrès, suivant un point de presse historique à l'Université de Montréal qui attire 250 curieux, la CLASSE, par la voix de son porte-parole, appelle à l'élargissement de la lutte et évoque pour la première fois l'idée du printemps québécois : « Depuis quelques semaines, la ministre de l'Éducation ne cesse de répéter que la lutte contre la hausse des frais de scolarité se fait au détriment de la population. À partir de maintenant, le mouvement étudiant doit devenir un mouvement social.

Après une manifestation de cette ampleur et avec un taux d'insatisfaction record contre les libéraux, les conditions sont réunies pour un Printemps québécois¹⁰ ! »

Le premier signe avant-coureur de cet élargissement est la première manifestation familiale du 18 mars. Nous pensions encore que la grève, c'était seulement l'affaire des étudiants. La manifestation familiale, nous la voyions en fait comme une façon de manifester la fin de semaine entre militants, mais rares étaient ceux qui s'attendaient à y voir réellement des familles. Nous avons fait de la mobilisation devant différentes sorties de métro et acheté de la publicité dans un journal, rien de plus. À notre grande surprise, nous étions au moins 10 000 personnes, en majorité des jeunes familles et des militants ayant amené leurs parents. Un bon coup pour l'image de la CLASSE, qui démontrait ainsi qu'elle n'était pas uniquement capable de déranger, mais aussi d'organiser des manifestations festives.

Il aurait été un peu malvenu de clamer dès ce moment-là que la grève étudiante était désormais l'affaire de toute la société. Même si nous le souhaitions, nous n'étions pas encore rendus là. Les manifestations gagnaient en importance et en diversité, mais le conflit n'avait pas duré assez longtemps pour que l'on puisse affirmer que nous étions prêts à élargir nos perspectives. Cependant, dans un contexte où le gouvernement a toujours refusé de nous entendre, la stratégie d'escalade des moyens de pression nous démontrait que l'élargissement de la lutte augmentait le rapport de

10. *Grève étudiante: la CLASSE appelle à une mobilisation générale contre le gouvernement libéral*, Communiqué de presse de la CLASSE, 26 mars 2012, <www.newswire.ca/en/story/944061/greve-etudiante-la-classe-appelle-a-une-mobilisation-generale-contre-le-gouvernement-liberal>.

force en notre faveur. Et c'est le discours tenu par la CLASSE qui a rendu cet élargissement possible.

Appropriation du discours

Comme nous l'avons dit plus haut, la CLASSE a été porteuse d'un discours qui vise les masses, suivant une orientation populiste de gauche. Mais il arrive un moment où le principal acteur de création du discours n'est plus une organisation, mais bien la rue. La grève est un grand moment de socialisation, pendant lequel les gens discutent, expriment des idées et les réalisent. L'assemblée générale, comme lieu de discussion et de réflexion, contribue à politiser les militantes et militants. Les slogans lors des manifestations, les textes originaux sur les pancartes, les immenses bannières et le nombre incalculable d'actions directes et symboliques sont tous le fruit de réflexions collectives et indépendantes des organisations.

Les militants et sympathisants au mouvement doivent être en mesure de s'approprier le discours. Mais pour qu'une telle situation survienne, il n'y a pas de formule magique. Le plus important est qu'il ne doit pas y avoir de mensonges. Il peut arriver de commettre des erreurs, mais construire un discours volontairement trompeur afin d'accroître la frustration envers un « ennemi » bien identifié ne peut faire autrement que de nuire à la cause. Un discours mensonger peut convaincre sur une courte période de temps, mais les personnes voulant se l'approprier se rendront rapidement compte de la supercherie. Elles se retourneront ensuite contre l'organisation qui en a été porteuse.

Une autre façon d'y arriver est de travailler le discours de façon ouverte : toute personne voulant participer à son élaboration est invitée à le faire. L'assemblée générale, les

comités ou de simples rencontres informelles sont le genre de lieux où la participation est possible. Il est important que toute personne qui le souhaite ait une tribune afin de donner son avis. Finalement, le discours doit être repris par plus d'une association ou organisation. L'addition de voix alternatives permet la création de discours qui se complètent et s'alimentent entre eux. Par exemple, la gratuité scolaire a été défendue par l'ASSÉ (ensuite la CLASSE), l'IRIS et Québec solidaire.

Le visuel lors des manifestations est un bon exemple de l'appropriation du discours militant. L'ASSÉ a fait mousser dès l'automne le carré rouge, symbole de la lutte de 2005. La rue l'a rapidement repris, l'a modifié et se l'est approprié. Nous l'avons vu sous forme de bannière, de tricot, de graffitis ou d'immenses sculptures. La CLASSE a aussi imaginé le slogan « Ensemble, bloquons la hausse », qui a été repris de nombreuses manières dès le début de la grève. Mentionnons également l'immense bannière de 12 mètres par 25 affichant clairement : « Le 22 mars, ce n'est qu'un début », une initiative de militants de l'UQAM, mais qui reprenait intégralement le logo de la CLASSE. Un signe qu'une organisation qui fonctionne selon des principes de démocratie directe est en mesure de créer un sentiment d'appartenance très fort.

La rue a aussi donné naissance à de nombreux symboles, l'exemple le plus frappant étant celui des casseroles. Elles n'ont jamais fait l'objet de discours officiel et personne n'a prétendu représenter ce mouvement. La seule chose que l'on savait était que la plupart des personnes qui « casseraient » le faisaient en appui aux étudiants et protestaient contre la loi spéciale. C'est tout. Soir après soir, les familles abandonnaient leur routine et envahissaient la rue.

Ce que nous pouvons dire, c'est que ce large mouvement que fut le « printemps érable » n'aurait pas été possible si, à un certain moment, les étudiants n'avaient pas ouvert leur discours à des revendications plus larges que leur seul intérêt individuel. La question de l'éducation a servi de catalyseur et de réveil pour un peuple qui constatait, impuissant, que ses institutions allaient dans la mauvaise direction depuis déjà plusieurs années. Un peu à la façon de Mai 68, lorsque la révolte sur les campus français avait été le détonateur de toute une série d'occupations d'usines et avait fait trembler pour un court instant le gouvernement du général de Gaulle. Comme l'a dit à maintes reprises la CLASSE par la voix de ses porte-parole: « 150 000 personnes, ça ne sort pas dans la rue juste pour 1 625 \$. »

Argumenter contre le pouvoir

Grève ou pas, le mouvement étudiant est en constante mobilisation, bien que rares sont les moments où son travail est visible à l'extérieur des établissements scolaires. De façon générale, l'histoire démontre bien que le mouvement étudiant possède un net avantage sur les campus. Il a des moyens logistiques et financiers permettant de rejoindre l'entièreté de ses membres. Normalement, les enjeux du mouvement étudiant sont peu discutés dans les médias, ce qui laisse le champ libre à l'argumentaire qu'il décide de bâtir et de diffuser. Durant les grèves générales illimitées, les conflits sortent par contre des campus pour être relayés dans les médias de masse.

Dans cette arène médiatique, on assiste à ce que nous appelons la guerre des mots. C'est le lieu privilégié par le gouvernement pour délégitimer le mouvement étudiant.

Comme les médias de masse accordent peu de temps d'antenne aux débats d'idées et que les médias sociaux sont limités à peu de caractères, le débat se déploie dans une série de formules-chocs et instantanées. Cette instantanéité se manifeste par l'utilisation de mots chargés de sens capables de recadrer complètement le débat. Nous l'avons vu avec l'utilisation du mot « grève ».

Il y a eu d'un côté les étudiants et étudiantes qui légitimaient de leurs actions sur des fondements collectifs et politiques. Fondements qui ont été à la base de notre discours. La légitimité de la grève vient du fait qu'elle est votée de façon collective et démocratique, la minorité devant se plier à la volonté de la majorité. Du côté du gouvernement et des opposants à la grève, on amène une perspective individuelle, soutenant que chaque personne a le droit d'assister à ses cours. Le vote en assemblée est perçu comme tyrannique plutôt que démocratique: une majorité qui opprime une minorité. Dans son discours, le mouvement étudiant a utilisé le terme « grève ». Ses opposants, surtout le gouvernement, ont tenté d'imposer le terme « boycott ». Or un boycott relève d'une logique davantage individualiste plutôt que collective. Pour contester les votes de grève, les injonctions deviennent alors la marche à suivre. Ce terme enlève aussi toute la charge politique du mot « grève », pour l'amener dans la sphère juridique. La grève devenant dépolitisée, il est alors logique que celle-ci ne soit pas tranchée par le pouvoir politique, mais par le droit et les tribunaux.

Au départ, nous avons réussi à imposer notre discours symbolisé par le mot « grève ». Depuis 1958, le Québec a d'ailleurs toujours reconnu le concept de « grève étudiante ». Même Jean Charest soutient avoir fait la grève,

dans une biographie rédigée par nul autre que l'éditorialiste en chef de *La Presse*, André Pratte¹¹. Mais le gouvernement, avec son imposante machine médiatique, a cette fois-ci répliqué par l'emploi du mot « boycott ». Nous avons été pris de court et nous avons perdu cette bataille en moins de deux semaines. Nous avons répliqué par les moyens que nous connaissions et que nous maîtrisions : la désobéissance civile appliquée cette fois-ci de façon massive. Si bien que la grève est en quelque sorte devenue un immense exercice de défiance de la loi.

L'autre stratégie du gouvernement, dès le début de la grève, a été de présenter le mouvement étudiant comme le porte-étendard de la violence et de l'intimidation. Il a même lié son principal symbole, le carré rouge, à ces notions. L'intimidation avait été identifiée dès l'automne comme l'une des accusations qui viendraient de la part du gouvernement. Cette tactique a cependant eu un effet pervers pour ce dernier : elle a stimulé la mobilisation. Les accusations tellement grossières du gouvernement ont davantage contribué à nous solidariser avec nos proches, amenant toujours plus de personnes dans les rues. Cependant, la CLASSE n'a pas su rapidement élaborer un discours adéquat pour répondre à ces accusations et ainsi faire la démonstration de leur caractère inique à un public plus large par le biais des médias de masse. L'absence de contenu sur nos assemblées dans les médias n'a pas non plus aidé à présenter nos instances démocratiques telles qu'elles fonctionnent réelle-

11. André Pratte, grand pourfendeur de la CLASSE, a été durant le conflit l'un des chroniqueurs s'étant le plus fermement opposés à l'emploi du mot « grève » et l'un des plus ardents défenseurs de la hausse.

ment. Il aurait été facile de délégitimer le discours du gouvernement en montrant qu'une assemblée générale est loin d'être de la « violence et de l'intimidation ».

Le discours contre la hausse des frais de scolarité de la CLASSE, s'exprimant par un refus total du néolibéralisme, a dû se frotter à un discours dominant, mis progressivement en place à partir des années 1970 et qui s'est déployé à la grandeur du globe après l'élection en 1979 de Margaret Thatcher au poste de première ministre de la Grande-Bretagne, suivie l'année suivante de celle de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis. Rappelons d'ailleurs la célèbre formule de la dame de fer britannique, évoquant la primauté de l'individu : « There is no such thing as society. » On peut résumer ce discours en trois points : 1) *la société peut être réduite uniquement à l'individu*. Dans ce contexte, l'éducation est vue comme une sorte de levier pour l'enrichissement individuel, ce pourquoi il est normal de s'endetter pour étudier : il s'agit d'un investissement ; 2) *les services publics suivent le principe de l'utilisateur-payeur*. Il est donc normal de déboursier des frais substantiels afin de bénéficier de services publics ; 3) *l'État doit être géré comme une entreprise*. Au détriment du bien commun, c'est donc le calcul coût-bénéfice qui doit primer en ce qui concerne les institutions publiques. C'est cette idéologie qui sert à asseoir la légitimité de la hausse des frais de scolarité. En effet, si l'on suit ces principes à la lettre, hausser les frais de scolarité devient la norme. Voilà pourquoi la CLASSE n'a pas opté, contrairement aux fédérations étudiantes, pour un discours uniquement chiffré. Pour mobiliser contre la hausse, il est nécessaire de se battre contre l'idéologie derrière celle-ci.

Lorsqu'un mouvement devient dérangeant pour l'ordre établi, sa légitimité se trouve contestée. Un gouvernement

doit donc être en mesure de répondre aux attaques et sentir lorsque ses opposants sont en train d'accroître la portée de leurs actions. Le gouvernement Charest l'a fait à maintes reprises : « boycott » au lieu de « grève », la « violence et l'intimidation » devenant associées au « carré rouge ». Le mouvement étudiant a tenté d'y répondre en opposant « violence » à « gouvernement corrompu ». Pour déstabiliser son adversaire, il faut être en mesure de le redéfinir et de modifier en conséquence le sens de son discours. Dans ce bras de fer, le choix des mots est donc fondamental. La chose n'est cependant pas facile, elle est presque impossible parfois. D'abord, le gouvernement dispose de canaux de communication très puissants. Il bénéficie de ressources presque illimitées et peut effectuer des dépenses en publicité afin d'accroître la portée de son discours. Ensuite, il dispose d'une légitimité médiatique et politique que les contestataires n'ont pas. Il est le gouvernement élu par la population, à la tête d'un État de droit dont l'ultime fonction est d'assurer la paix sociale.

C'est pourquoi la critique de l'idéologie dominante doit être un processus permanent. Un mouvement social doit pouvoir lutter contre le discours dominant dans l'espace public. Cette bataille s'effectue d'abord sur le court terme en circonscrivant bien la cause défendue. Mais elle s'effectue aussi sur le long terme, par l'arrimage d'enjeux ponctuels à des idées qui devront faire l'objet d'un long débat avant d'être acceptées. Un discours qui peut paraître extrême, voire ridicule, peut parfois finir par devenir respecté et légitime. Rappelons qu'à leurs débuts, l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes étaient des idées fort peu populaires, mais qu'aujourd'hui on peut difficilement les remettre en cause sans se faire traiter de

fou. Ce qui n'est pas considéré comme acceptable aujourd'hui peut l'être demain. Comme disait Pierre Bourgault: «La respectabilité, ce n'est pas une image, c'est ce à quoi on arrive. Quand, après des années, on se retrouve fidèle à ses objectifs du début, fidèle à ses principes du début et fidèle à ses rêves du début. C'est de cette respectabilité-là que nous devons vivre. Voyez-vous, ce qui n'est pas respectable aujourd'hui peut l'être demain aussi bien chez les hommes que pour les idées¹².»

12. Discours prononcé lors du conseil général du Parti québécois, à Chicoutimi, le 11 septembre 1971.

POINT 4

Les médias de masse

*Tu t'adresses à ton monde,
pas au mononcle et à la matante de Brossard.*

Anne-Marie PROVOST, ex-attachée de presse de la CLASSE

LE MATIN DU 27 MARS 2012, 7 h 30. Jeanne Reynolds, coporte-parole de la CLASSE, rejoint quelque 200 manifestants rassemblés à la station de métro Papineau. Elle n'a aucune idée de la cible de l'action de perturbation qui aura lieu quelques minutes plus tard, pas plus que les autres participants d'ailleurs. Les policiers sont aux aguets, surtout avec le pont Jacques-Cartier qui se trouve à proximité. C'est qu'à la suite du blocage épisodique de ce pont, les médias en ont fait une fixation. Chaque fois qu'une foule se déplace vers l'est, plusieurs journalistes pensent immédiatement que celle-ci entend bloquer le pont.

La foule se met finalement en marche, tourne à gauche sur la rue Sainte-Catherine et se dirige vers les bureaux administratifs de la Société des alcools du Québec (SAQ). L'organisatrice de l'action donne alors les directives : on bloque les portes de l'établissement. Une heure plus tard, l'antiémeute intervient par une opération musclée. Pendant ce temps, de l'autre côté de la rue, la coporte-parole de la CLASSE donne une entrevue à RDI.

L'attaché de presse de la CLASSE, lui, se trouve avec les autres journalistes qu'il essaie de garder groupés. Il n'a qu'un seul objectif: essayer de cadrer les reportages sur l'usage d'une force disproportionnée de la part des policiers. Ainsi, lorsqu'une voiture de police percute un manifestant, la scène est diffusée en direct sur les ondes de LCN.

Il survient alors quelque chose de tout à fait surréaliste. Au moment même où l'air se remplit d'un véritable nuage de poivre de Cayenne, la direction de la SAQ annonce à ses employés que la journée de travail est annulée. Un employé s'exclame alors: «Pourquoi la police leur tape dessus alors?» Jeanne Reynolds décide de mettre l'accent sur cette situation plus que particulière: une intervention policière musclée cherche à permettre l'accès à leur lieu de travail d'employés qui ont obtenu congé pour la journée. Une observation qui sera bel et bien relevée dans quelques reportages¹.

C'est un peu cela, faire des relations de presse pour un mouvement social: être sur le terrain et tenter d'influencer la couverture des journalistes pour essayer de faire en sorte qu'une image positive des manifestants ressorte dans les médias de masse. Mais les relations de presse sont loin de se limiter uniquement à ce travail «dans le feu de l'action», bien au contraire.

Les relations publiques: appuyer la contestation

La grève étudiante de 2012 a possiblement constitué la plus grande tribune jamais offerte à l'expression des idées de

1. Voir par exemple David Santerre, «Siège social de la SAQ: la manifestation étudiante dégénère», *La Presse*, 27 mars 2012, <www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201203/27/01-4509688-siege-social-de-la-saq-la-manifestation-etudiante-degenere.php>.

gauche au Québec. Dans les moments les plus intenses du conflit, la CLASSE accordait environ 15 entrevues par jour. Selon Influence Communication, le conflit étudiant a été la nouvelle la plus longue et la plus intense de l'histoire moderne des médias québécois². S'il est vrai qu'une grande part de cette exposition médiatique est due à l'ampleur de la mobilisation populaire, il reste que la façon de gérer les médias de masse par les organisations étudiantes a aussi largement contribué, dès le début de la grève, à maintenir le sujet au cœur de l'actualité. Durant l'arrêt des cours, les médias de masse ont aussi permis à la CLASSE de garder un contact avec les centaines de milliers de grévistes.

Selon la chercheuse Chantal Francoeur de l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, le formatage opéré par les médias de masse ne peut servir la cause des mouvements sociaux combatifs. Selon elle, « [les médias] contiennent et absorbent les valeurs dissidentes, écrasent ce "qui dépasse". La contestation est aspirée et diluée. C'est ce qui arrive au mouvement étudiant. La bataille contre les formats journalistiques est – presque – perdue d'avance³. » Est-ce que la CLASSE s'est lancée dans cette bataille perdue d'avance? Force est d'admettre qu'une majorité de la population n'a jamais appuyé les étudiants en grève malgré l'ampleur de la couverture médiatique. En ce sens, nous avons perdu la « bataille ». Mais qui dit que la CLASSE utilisait principalement les médias afin de convaincre l'opi-

2. Influence Communication fait depuis huit ans un bilan annuel de l'actualité ainsi qu'une revue du travail des médias. Le dernier rapport est disponible à l'adresse suivante : <www.influencecommunication.com/content/etat-de-la-nouvelle-bilan-2012>.
3. Chantal Francoeur, « Informer ou in-former: les formats journalistiques au service du *statu quo* », *Composite*, vol. 15, n° 2, 2012, p. 28.

nion publique ? De fait, pour le comité média de la CLASSE, l'utilisation des médias de masse se voulait d'abord et avant tout un outil pour accroître la mobilisation.

Les médias critiques de la gauche et la gauche critique des médias

La CLASSE, comme organisation combative et critique, a eu à travailler dans un environnement médiatique qui lui est *a priori* hostile. De par ses fondements idéologiques et ses pratiques, elle remet en question des idées établies depuis longtemps dans la société québécoise. La CLASSE croit qu'il est parfois nécessaire de déranger afin de faire ressortir les contradictions propres à notre société et que, en ce sens, troubler la paix sociale est un prix à payer afin d'obtenir des changements sociaux significatifs. Entre militants, cela fait généralement consensus, même dans les franges moins combatives du mouvement étudiant.

Pour les médias, c'est une autre histoire. Les journalistes se considèrent souvent comme les chiens de garde de la démocratie. Qui n'a jamais entendu l'expression : « les médias sont le quatrième pouvoir » ? Ils s'attribuent souvent la responsabilité de défendre l'État de droit. D'ailleurs, c'est ce dernier qui garantit la liberté de presse. Une organisation comme la CLASSE, qui prône ouvertement la désobéissance à des lois qu'elle trouve injustes, peut donc être considérée comme suspecte par la presse traditionnelle. Les jugements de valeur viennent souvent plus facilement lorsqu'un média doit traiter d'un sujet d'actualité impliquant des groupes dont les positions politiques n'entrent pas dans la catégorie « traditionnelle ». Nous avons d'ailleurs été à même de le constater lors de certaines entrevues où il était question de désobéissance civile, certains journalistes devenant

nettement plus agressifs. Comme nous l'avons vu avec Chantal Francoeur, les médias ont tendance à absorber les idées dissidentes. Plusieurs exemples permettent de l'illustrer, notamment une question posée par un journaliste sur le Grand Prix, le 30 mai, à la suite de la fin du troisième blitz de négociations.

La fuite du Grand Prix pour cacher la fuite du gouvernement

Québec, 30 mai 2012. Nous sommes à la fin du dernier blitz de négociations suivant l'adoption de la loi spéciale. Lors d'un point de presse du premier ministre et de la ministre de l'Éducation, alors que le gouvernement venait de claquer la porte, le journaliste de TVA Alain Laforest demande si un négociateur de la CLASSE aurait affirmé durant les négociations: « On va l'organiser ton Grand Prix! » La réponse de la ministre Courchesne a alors été: « Oui c'est vrai, il a dit ça. » Les discussions s'étant toujours déroulées à huis clos, de quelle façon le journaliste a-t-il pu prendre connaissance d'une telle affirmation? Il est en fait fort possible que le journaliste de Québecor en ait été informé directement par le gouvernement. Il a ensuite divulgué lui-même l'information à un moment où tous les médias du Québec étaient présents. Si l'objectif du journaliste avait été de faire connaître l'information, il avait la possibilité de publier du contenu exclusif, un type de contenu qui a généralement beaucoup de valeur pour un média. Or, amener une telle information lors d'un point de presse a plutôt permis à l'ensemble des journalistes de l'utiliser, privant TVA de l'exclusivité de la nouvelle. Dans le cas présent, il est donc difficile d'exclure la thèse selon laquelle l'intention recherchée était clairement de nuire au mouvement étudiant en tentant de balayer sous le tapis le fait que les libéraux venaient de rompre les négociations et, par le fait même, de ramener l'attention sur les grévistes et leur supposée intransigeance.

Démocratie directe et médiation

C'est donc sans surprise que l'on constate qu'un bon nombre d'organisations de gauche affichent une grande méfiance envers les médias. Certaines des associations étudiantes qui étaient membres de la CLASSE ont même adopté des mandats de méfiance envers les médias de masse. Mais pour ce qui est de la CLASSE elle-même, elle a finalement adopté une résolution caractérisant les médias de masse comme étant secondaires. Pour l'organisation, ce qui compte surtout, c'est que sa stratégie ne soit pas dictée par l'impératif de l'opinion publique et des médias.

Dans une perspective plus théorique, les regroupements qui prônent la démocratie directe sont aussi sceptiques face à toute forme de représentation. Or, lorsque l'on veut passer aux nouvelles, il faut une personne qui va porter la parole. Il y a donc automatiquement une forme de personnalisation du conflit qui s'opère. Par le fait que cette personne va être identifiée par les médias comme la figure du mouvement, elle est mise sur un piédestal. Cela crée un déséquilibre entre cette personne et les autres, niant ainsi le principe d'égalité propre à la démocratie directe. La pratique médiatique dominante n'est donc pas appropriée pour rendre compte d'un mouvement opérant sous le mode de la démocratie directe. Il est possible d'atténuer ce problème en faisant une rotation des porte-parole parmi plusieurs volontaires ou même de procéder par tirage au sort. Mais même avec de tels mécanismes, les médias veulent pouvoir associer un visage à une cause⁴.

4. L'exemple de la Student for Democratic Society, dans les années 1960, illustre bien cette situation. L'organisation combattive étatsunienne ne nommait à l'époque aucun porte-parole. Cependant, sur le terrain, les

La méfiance envers les médias est aussi due au fait qu'ils constituent généralement de grandes entreprises, intégrées dans de grands conglomérats. Il y a donc une tendance forte à considérer les médias privés comme des acteurs défendant des intérêts précis plutôt que comme des messagers impartiaux et honnêtes de l'information. La gauche critique généralement l'exploitation et la domination, mais aussi l'appropriation de nos richesses collectives par un nombre très limité de personnes. En analysant le paysage médiatique québécois, on constate rapidement que la grande majorité des médias appartiennent effectivement à de grands conglomérats. Plus encore, ils sont principalement la possession de deux hommes d'affaires : Pierre Karl Péladeau et Paul Desmarais. Il n'est donc pas étonnant que des individus partageant des valeurs progressistes se méfient des grands médias.

CASSÉÉ, CLASSE et médias

Mais aussi critique soit-elle envers les médias, une organisation comme la CLASSE ne peut faire abstraction de la réalité médiatique. À plusieurs égards, les perspectives d'élargissement de sa mobilisation en dépendent. Ancien porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSÉÉ), en 2005, Éric Martin explique qu'à son époque, « la question de la sensibilité envers les médias n'était pas très développée ». Prenant acte, l'ASSÉ a su cultiver par la suite une conscience de la nécessité d'utiliser les médias de masse. Ce qui a fait dire à Éric Martin qu'« au début du conflit [de 2012] la pertinence

journalistes prenaient toujours l'habitude d'aller voir les mêmes personnes, faisant d'elles des porte-parole par la force des choses.

d'un travail réfléchi sur les relations de presse était acquise». Cela étant dit, si la pertinence d'investir les médias de masse est acquise, les techniques d'utilisation de l'appareil médiatique, elles, n'ont jamais été très développées dans la culture organisationnelle de l'ASSÉ. Les personnes voulant s'impliquer dans la dimension médiatique de l'organisation n'ont que quelques brochures d'information sur les médias à se mettre sous la dent. La plupart du temps, ce sont les militants qui amènent avec eux une expérience acquise à l'extérieur du mouvement étudiant, dans les partis politiques entre autres.

Une organisation qui cherche le décroisement des luttes populaires doit réussir à faire résonner son message dans l'ensemble de la société, et par le fait même, surmonter sa méfiance traditionnelle à l'égard des grands médias. Car qu'on le veuille ou non, les médias traditionnels, même avec l'arrivée des médias sociaux, restent encore le principal moyen de rejoindre un public de plus d'un million de personnes.

Durant la grève étudiante de 2012, la CLASSE a finalement opté pour une approche hybride. Elle a en effet accepté certaines règles du jeu, comme en témoigne la mise sur pied d'une équipe de militantes et militants chargés de mettre en place des communications efficaces et professionnelles. À l'instar de la grève de 2005, la CLASSE s'est ainsi dotée d'un comité média *ad hoc* dès son congrès de formation. Le rôle de ce comité a été de ne pas se laisser dicter une marche à suivre par les médias, mais bien de rendre accessibles et compréhensibles pour le commun des mortels ses revendications et ses moyens d'action, et de faire part au public de l'évolution de la grève.

Travailler la forme

Comment alors, dans des conditions de méfiance mutuelle, une organisation dite non traditionnelle peut-elle investir l'espace public médiatique ? Nous pensons que la première étape passe par un travail sur la forme.

Dès le début des hostilités avec le gouvernement Charest, la CLASSE a tenté de s'afficher comme un acteur incontournable dans le mouvement étudiant. Au départ, c'était relativement simple, le contexte politique nous permettait de parler presque uniquement de la hausse des frais de scolarité. Ensuite, le discours a surtout tourné autour de la question de la grève. Nous avons alors le champ libre et c'est nous qui imposons l'agenda médiatique ; le gouvernement n'était pas encore de la partie. Mais au moment où ce dernier est intervenu, le nombre d'enjeux est devenu presque incalculable : violence, judiciarisation, arrestations, alternatives fiscales, sortie de crise, loi spéciale, injonctions, outrage au tribunal, etc. La stratégie médiatique de la CLASSE devait ainsi continuellement prendre acte des changements de configuration de la joute médiatique.

Plus haut, il a été question de la méfiance des médias de masse envers les organisations qui critiquent l'ordre établi. Avec un préjugé défavorable de la part des journalistes, la gauche part avec une épine dans le pied. Une façon de renverser cette perception négative est donc d'utiliser les techniques et les règles typiques de l'univers des relations de presse. Il faut être en mesure de parler le langage des médias et de s'adapter à leur fonctionnement : non pas sur le fond mais sur la forme. De cette façon, l'organisation radicale que nous étions ne donnait pas l'impression d'être hors champ dans ses interactions avec les journalistes. Sont présentées ici de façon sommaire quelques-uns des

procédés classiques d'une campagne médiatique, que la CLASSE a faite sienne durant la grève. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un guide exhaustif et les personnes voulant en savoir plus peuvent se référer aux exemples en annexe.

***Le communiqué de presse :
faciliter le travail des journalistes***

Le communiqué de presse⁵ est la voie privilégiée pour envoyer un message officiel dans les médias. Il s'agit d'un court texte qui donne au journaliste tout ce dont il a besoin pour écrire un article. En anglais, on parle des cinq «W» (When, Where, Who, What, Why), qui peuvent se traduire par Quand? Où? Qui? Quoi? Pourquoi? Le texte d'un communiqué s'articule autour d'une idée principale, exprimée par les cinq «W», qu'on retrouve dans le premier paragraphe. Ensuite, les deux ou trois autres paragraphes suivants développent quelques idées secondaires bien structurées, appuyées par des citations du ou des porte-parole, bien souvent inventées. Le communiqué est ensuite envoyé sur le fil de presse, un moyen de communication payant qui permet d'être directement en contact avec toutes les salles de nouvelles du Québec. Formulé comme si c'était un article de journal, il cadre cependant de façon favorable l'organisation qui le publie. Il permet aussi à l'organisation de réagir sur une multitude d'enjeux, sans nécessairement avoir à faire une sortie en bonne et due forme, comme une conférence de presse. Il est finalement un moyen de garder contact avec les membres de son organisation. Pour suivre le rythme effréné imposé par l'actualité, la publication d'un communiqué de presse sur son site

5. Un exemple de communiqué se retrouve en annexe.

Internet permet en effet de démontrer que l'organisation qui les représente est proactive.

L'attaché de presse

Pour alimenter en permanence les journalistes, il est essentiel qu'ils aient accès à une ligne directe, disponible presque 24 heures sur 24, par laquelle ils peuvent joindre l'organisation. L'attaché de presse – ou *spin* – est la personne qui joue ce rôle. Sa principale tâche est de répondre aux questions des médias. Pour Éric Martin, qui a aussi été attaché de presse d'Amir Khadir sous l'Union des forces progressistes (UFP) puis responsable des communications de Québec solidaire, l'attaché de presse a deux rôles :

Le travail du *spin* est de traduire le message d'une organisation dans l'espace public et de défendre cette organisation face à ses critiques et ses opposants. Par rapport aux porte-parole, son rôle est d'aider à mettre en forme le message de sorte qu'il soit compris et reçu par la société. Mais aussi de parer aux différentes crises ou tentatives de déstabilisation qui surviennent inmanquablement puisque l'espace politique est un espace conflictuel et d'affrontements. Il est à la fois muse et garde du corps.

Le *spin* doit être au front. Il est le premier contact avec le journaliste et il empêche les porte-parole d'être pris au dépourvu. Lors des périodes plus intenses, ses journées commencent dès 6 h le matin et se terminent rarement avant minuit. Il doit développer une relation de confiance avec les journalistes et les chercheurs puisqu'il est la seule entrée possible pour les médias à l'intérieur de l'organisation. Son pouvoir tient du fait qu'il détient des informations normalement non accessibles aux journalistes. En ce sens, un bon attaché de presse doit se rendre indispen-

sable. Les journalistes travaillent à l'intérieur de délais très serrés. En leur donnant des informations de façon rapide et efficace, l'attaché de presse contribue à donner de la crédibilité médiatique à son organisation.

Il peut aussi décider de dévoiler volontairement de l'information à un seul journaliste de manière à lui fournir du contenu exclusif. Cette façon de faire permet alors de mettre dans l'actualité un événement qui n'aurait autrement pas fait les manchettes. C'est l'attaché de presse qui s'occupe de ce genre de chose, puisque les porte-parole ont plutôt pour tâche de porter le message officiel.

Un exemple de « fuite » durant la grève

Nous étions à un moment où le thème dominant de la grève sur le plan médiatique était l'intimidation. Line Beauchamp répétait le mot sur toutes les tribunes, qualifiant nos assemblées générales de non démocratiques. Nous avons donc décidé de prendre l'une des menaces de mort envers Gabriel Nadeau-Dubois et de porter plainte à la police. L'information a ensuite été transmise à Philippe Teisceira Lessard, journaliste à *La Presse* qui avait alors couvert l'ensemble du conflit. L'article a fait boule de neige dans les autres médias. Il a permis de recadrer la couverture médiatique autour de l'enjeu de l'intimidation et de la violence, en démontrant que tout le monde en était victime durant le conflit.

Durant les trois mois les plus intenses de la grève en termes de couverture médiatique, les relations de presse de la CLASSE ont été assumées par trois personnes. L'actualité étant une bête qui bouge constamment, il était difficile, alors que nous passions des journées entières sur le terrain, de savoir tout ce qui se disait dans les médias. Dans un tel

contexte, il est fondamental d'avoir accès à une revue de presse relatant les grands événements de la journée. C'est elle qui permet aussi d'avoir une rétroaction sur nos différentes sorties et entrevues. À certains moments durant la grève, nous avons eu la chance d'avoir une personne nous résumant l'actualité chaque jour.

Normalement effectuée par l'attaché de presse, la revue de presse regroupe les principales manchettes de l'actualité. Ainsi outillé, celui-ci peut alors préparer adéquatement les porte-parole aux entrevues et être en mesure d'anticiper les questions qui leur seront posées. Son travail consiste finalement à scruter l'actualité afin de cerner ce qui pourrait toucher de près ou de loin le mouvement et à réagir, le cas échéant, idéalement par communiqué de presse. Si cela est fait rapidement, il devient possible de contacter le journaliste à l'origine de tel ou tel article et de lui faire part de sa réaction. Cette façon de faire peut fonctionner, surtout si votre position est en contradiction avec le contenu de la nouvelle.

En effet, les médias ont tendance à toujours chercher à présenter une position et son opposition. Il s'agit d'une manière de prétendre à l'objectivité. Le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), en faveur de la hausse, a très bien compris cet aspect des communications. Étant donné que le gouvernement était totalement absent de l'espace public durant les premières semaines de grève, un groupe Facebook a reçu une attention médiatique démesurée. Si bien qu'à certains moments, de simples individus ont pratiquement obtenu le même espace médiatique que les associations étudiantes, pourtant institutionnalisées et encadrées par la loi. Passer à la télévision devenait presque une obsession. Devant le blo-

cage du Collège de Valleyfield, des membres du groupe minutaient le temps de parole de Jeanne Reynolds et demandaient à avoir le même.

Le déclin de ce groupe est cependant principalement dû à son incapacité à pouvoir rivaliser avec les arguments des représentantes et représentants du mouvement étudiant. Le cas le plus frappant fut la présence d'Arielle Grenier à la populaire émission *Tout le monde en parle*, lors de laquelle elle n'a jamais été en mesure de faire le poids face à Gabriel Nadeau-Dubois. Cette entrevue a en outre permis de donner de la crédibilité au discours du mouvement étudiant, en particulier celui de la CLASSE. Notons que le MESRQ a aussi perdu beaucoup de crédibilité lorsqu'on a dévoilé que leurs porte-parole étaient liés à la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec.

Les porte-parole

La grande majorité des Québécois se souviendront longtemps des visages de Léo Bureau-Blouin, Martine Desjardins, Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds comme étant l'incarnation même du conflit étudiant. Pour la population, ces quatre personnes peuvent donner l'impression d'avoir joué des rôles semblables. Mais en fait leur mandat n'était pas le même, selon qu'elles provenaient des fédérations étudiantes ou de la CLASSE. Il convient d'ailleurs de rappeler ici une différence fondamentale entre les fédérations étudiantes et la CLASSE. Au sein des fédérations, le charisme et les qualités des personnes à leur tête sont considérés dans la stratégie politique: le «leader» est une force politique en soi. Martine et Léo constituaient des acteurs dominants non seulement dans les médias, mais aussi à l'intérieur de leur organisation respective. Le titre de leur poste en dit

d'ailleurs long, ce sont des présidents. Et bien que leurs mandats étaient aussi issus de décisions prises en congrès, ils avaient beaucoup plus de marge de manœuvre lorsque venait le temps de s'exprimer en public.

Du côté de la CLASSE, nous avons plutôt des porte-parole. Comme nous l'avons présenté dans le chapitre sur la mobilisation, la CLASSE est une organisation horizontale. En ce sens, le rôle du porte-parole est à prendre au pied de la lettre : porter la parole. Cette façon de faire a souvent été mal comprise par les médias. Il a été vraiment difficile à faire comprendre que la CLASSE n'a jamais eu de « chef ». C'est le congrès qui décide des orientations de l'organisation. Ce qui a d'ailleurs fait dire à un journaliste en entrevue à un média international que le fait de se « cacher » derrière un titre de porte-parole constituait une nouvelle forme de langue de bois. Le porte-parole peut interpréter les mandats dans certains cas, mais peut difficilement prendre position sur de nouveaux enjeux. Voilà pourquoi Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds ne pouvaient pas condamner la violence dans les médias avant d'en avoir le mandat. Une pratique qui est en conflit avec la rapidité avec laquelle circule l'information, mais qui demeure tout de même fonctionnelle.

Afin de minimiser les effets de la personnalisation, phénomène que la CLASSE souhaitait éviter, celle-ci s'est donc dotée de deux porte-parole, un homme et une femme provenant d'une université et d'un cégep. Le congrès a souvent pressé le comité média d'être paritaire dans la distribution des entrevues des porte-parole. Une contrainte difficile à respecter puisque souvent, après avoir affirmé que Jeanne ferait l'entrevue et non Gabriel, le média en question nous refusait l'entrevue. Il a alors fallu se poser la question sur ce

qui primait: nos principes ou le pragmatisme? De façon générale, si après avoir beaucoup insisté, le média maintenant sa décision, l'attaché de presse prenait la décision d'accorder finalement l'entrevue au porte-parole masculin.

Porter la parole d'un grand mouvement basé sur des principes de démocratie directe est loin d'être une tâche facile. Toujours entre deux feux, l'opinion publique et les membres, les porte-parole doivent être en mesure de manœuvrer afin d'essayer de satisfaire les deux. Parfois la chose semble relever d'un véritable travail de contorsionniste.

Quelle stratégie médiatique pour la CLASSE ?

Après avoir accepté de se plier à quelques règles du jeu de l'univers médiatique, il reste à savoir dans quel but les médias de masse seront utilisés. Comme nous l'avons souligné, on utilise traditionnellement les médias de masse pour convaincre et gagner l'opinion publique. C'est la stratégie préconisée par la plupart des partis politiques et des groupes de pression. Le problème avec une bonne partie des mouvements sociaux, c'est l'approche souvent maladroite avec les médias, qui donne au bout du compte de mauvais résultats. Beaucoup trop souvent, on néglige la forme du discours en produisant un contenu qui n'est compréhensible seulement que pour les individus proches de ces organisations. Sans compter, comme nous l'avons mentionné, que le *modus operandi* des médias traditionnels ne constitue pas le cadre le plus à même de servir leur discours « hors norme ». Cela fait en sorte que les groupes de gauche négligent généralement les médias de masse, car les résultats sont peu concluants.

Selon nous, un véritable changement social, à l'extérieur d'une période électorale, ne peut survenir qu'en

créant une véritable opposition vis-à-vis du gouvernement. La seule façon d'y arriver passe par la mobilisation de masse. En ce sens, la stratégie médiatique de la CLASSE ne s'est donc pas simplement limitée à chercher à convaincre l'opinion publique, mais a plutôt visé à toucher d'abord un bassin d'individus un peu plus restreint, mais plus susceptible de sortir éventuellement dans la rue.

Historiquement, les mouvements sociaux ont utilisé deux stratégies par rapport à l'utilisation des médias de masse. Dans la première, la manifestation est formatée en fonction des médias alors que dans la seconde le fait de manifester constitue une fin en soi.

L'historien étatsunien Daniel J. Boorstin a développé en 1962 le concept du pseudo-événement. Il le définit comme « une simplification, une action symbolique qui introduit une distorsion dans la perception de la situation ou du phénomène sur lequel on veut attirer l'attention⁶ ». L'exemple par excellence du pseudo-événement, répété de manière récurrente par le mouvement étudiant, est le fameux dîner « Kraft Dinner ». Réunis autour d'une marmite, quelques dizaines d'étudiants font la file afin de déguster ce fameux macaroni au fromage, symbole de la pauvreté étudiante. Les médias sont invités sur les lieux. L'association étudiante qui est en charge de l'événement essaie ainsi de faire la nouvelle avec une mise en scène qui a pour but de mettre de l'avant ses revendications, dans l'optique ultime d'influencer favorablement l'opinion publique. À l'inverse, plusieurs groupes sociaux utilisent la manifestation dans un objectif de perturbation. L'aspect

6. Daniel Boorstin, *The Image: A Guide to Pseudo Event in America*, New York, Random House Digital, 2012, p. 11.

médiatique est mis de côté afin de bousculer l'ordre social. Ces groupes tiennent pour acquis que les médias vont parler d'eux à cause de leur action, donc il devient superflu de nommer quelqu'un pour s'adresser aux médias, qui ne feront qu'offrir une mauvaise couverture, de toute façon...

Ce sur quoi un mouvement étudiant défendu par la CLASSE insiste, c'est la jonction du caractère symbolique d'une action avec son aspect plus perturbateur. À titre d'exemple, en ne donnant pas son trajet lors de ses manifestations, la CLASSE perturbe littéralement l'ordre naturel des choses : la circulation automobile devient difficile, voire presque impossible dans certains secteurs de la ville. Mais la perturbation n'est pas l'unique objectif, tant s'en faut. L'image médiatique de la manifestation est très soignée. Un appel est souvent lancé à des étudiants en design, comme le groupe l'École de la Montagne Rouge, afin d'ajouter une touche d'esthétisme. L'action a également ses revendications propres et un point de presse est prévu juste avant afin de les expliquer. Le mouvement étudiant qui s'est déployé au printemps 2012 a ainsi réussi à faire l'arrimage entre l'événement de perturbation et le « pseudo-événement ». Une tactique qui semble avoir été peu employée jusqu'ici par les mouvements sociaux au Québec. Pourtant, en matière de mobilisation, les résultats d'une telle stratégie sont loin d'être négligeables. Comme nous le disions à propos de l'État, nous n'avons pas construit un rapport de force purement économique. Il était aussi symbolique. Et nul doute que l'image qu'a pu véhiculer la CLASSE, surtout devant les militants, a permis d'accroître les possibilités de mobilisation et favorisé une plus grande diffusion de son discours.

Diffuser son discours

La première grande difficulté médiatique à laquelle fait face le mouvement étudiant est d'être couvert par les médias. Du côté des fédérations étudiantes, afin d'avoir de l'attention médiatique, on agit un peu à la manière d'un *think tank* en publiant rapports et études. L'objectif consiste à asseoir sa crédibilité en démontrant que les arguments avancés sont appuyés par des faits et des chiffres. Cela peut sembler une bonne stratégie pour diffuser son message tout en démontrant le sérieux de sa démarche, mais ce n'est pas cette approche qui enflamme un mouvement. Lorsque l'on observe avec un peu de recul la grève de 2012, ce qui enflammait vraiment les militants, c'était un discours fondé sur des valeurs. Ils étaient dans la rue pour un projet social. Certes, il est important de parler de faits et d'arguments dits « empiriques », et d'avoir en somme un discours économique sur la hausse des frais. Toutefois, parler de justice et d'égalité et agir concrètement en organisant des actions et des manifestations hebdomadaires fut nettement plus mobilisateur que la guerre de chiffres, malgré la nécessité de celle-ci. Nous avons vu plus haut que parler le langage des médias peut servir à améliorer la perception des journalistes à l'endroit des organisations « non traditionnelles ». Cependant, le facteur qui détermine l'importance de la couverture médiatique est le degré de mobilisation. *Plus un mouvement social est en mesure de mobiliser un nombre massif de militants prêts à faire des actions concrètes, plus il sera couvert par les médias.*

Une fois que le mouvement a pris une certaine ampleur, la présence des journalistes aux manifestations devient certaine. Au départ, l'ASSÉ – puis la CLASSE – avait énormément de difficultés à retenir l'attention médiatique.

Anne-Marie Provost, ancienne secrétaire aux communications de l'ASSÉ, rappelle qu'avant la grève, « il n'y avait pratiquement aucun journaliste lors de nos conférences et nos points de presse. C'est seulement à partir de la fin du mois de janvier 2012 que les médias ont commencé à réellement s'intéresser à nous. » Moment qui coïncide avec celui de l'élargissement de la mobilisation à autre chose que le noyau militant du mouvement étudiant. Avant cela, le mouvement étudiant devait littéralement se battre afin d'obtenir de la couverture médiatique. Chaque matin où une sortie de presse était prévue, l'attachée de presse appelait tous les médias nationaux, leur demandant de venir couvrir nos points de presse. Une routine qui était fondamentale pour espérer recevoir un minimum d'attention dans les médias. Vers la fin du mois de mars, ce n'était plus nécessaire. Et encore moins à la fin mai après l'adoption de la loi spéciale. Le conflit étudiant représentait d'ailleurs à ce moment-là 35 % de la couverture médiatique portant sur le Québec dans le monde. Soit près de 3 000 articles publiés dans 77 pays⁷. Plus le conflit avançait, plus la dynamique médiatique évoluait. Ainsi, très rapidement, le matin, ce n'était plus nous qui appelions les médias, mais bien ces derniers qui voulaient nous avoir en entrevue. Comme quoi la couverture médiatique allait de pair avec la montée de la mobilisation.

Cette abondance de temps médiatique, pour être utilisée à bon escient, nécessite un discours qui soit simple et concis. On doit garder en tête qu'en moyenne, un bulletin

7. Influence Communication, « Quand la grève étudiante fait la une... à l'international », <www2.infopresse.com/blogs/actualites/archive/2012/05/29/article-40003.aspx> (page consultée le 21 novembre 2012).

de nouvelles télévisées accorde environ 10 secondes de temps d'antenne à une déclaration. Les déclarations de porte-parole doivent donc être préparées et pratiquées. Il a été impératif de toujours répéter la même chose. Surtout que la population n'écoute en général pas les médias avec une complète attention. Pour qu'une idée puisse être intériorisée, une personne doit l'entendre plusieurs fois. Il est aussi nécessaire de toujours s'adapter à son interlocuteur. Pour ce faire, on développe certaines tournures de phrases qui seront utilisées selon les spécificités propres à chaque média. Anne-Marie Provost raconte d'ailleurs à ce sujet « qu'après avoir donné quelques entrevues, moi et Gabriel [Nadeau-Dubois] nous nous sommes assis une soirée entière afin de regarder l'ensemble des entrevues qu'il avait accordées. On a dégagé ensuite, selon les médias, différentes façons de présenter les enjeux. » Par exemple, au réseau TVA, l'accent était davantage mis sur la simplicité et le spectacle. Les phrases sont courtes et construites autour de formules-chocs. À Radio-Canada, *a contrario*, nous mettions davantage l'accent sur les détails et tentions d'avoir un ton plus posé.

Mais cette manière différenciée d'intervenir médiatique-ment ne devait jamais se faire au prix d'une altération de notre propos. Si la forme répond à certains impératifs des médias, nous avons toujours tenté sur le fond de défendre les idées adoptées en congrès. Selon la stratégie d'escalade des moyens de pression, plus la lutte avance, plus le rapport de force doit augmenter et plus le nombre de personnes mobilisées doit croître. Ce que nous avons vu lors de la grève étudiante est que plus le conflit s'étire, plus une lutte sociale s'étend, plus la base militante se radicalise et le risque de division s'accroît. En effet, pour une personne qui

est en grève depuis deux mois, sa pensée a cheminé davantage qu'une autre qui en est à sa première manifestation. L'objectif de notre stratégie de communication a donc été de prendre en compte le niveau de radicalisation de chacun et de tenter d'y arrimer un message un peu plus inclusif. Si l'attitude dans les médias de masse est trop molle, la branche radicale aura tendance à vouloir lier les mains des porte-parole qui s'y expriment. Cela peut devenir très problématique puisque la transformation du discours dans la forme n'est plus laissée à la discrétion de ceux qui évoluent au quotidien dans les médias. Si, à l'inverse, le discours est trop radical, les perspectives d'élargissement de la lutte par la mobilisation populaire risquent de diminuer grandement. Une gymnastique loin d'être évidente à gérer. Lorsque la couverture médiatique de la grève s'est intensifiée, le comité média de la CLASSE était d'ailleurs critiqué de toutes parts par le congrès. Un bilan et sa critique ont déjà duré plus de cinq heures dans une journée de congrès de dix heures.

En somme, introduire une stratégie médiatique dans une organisation qui prône la démocratie directe est une chose complexe : il est impossible de satisfaire tout le monde. Pour pallier cet état de fait, nous avons mis de l'avant ce qui s'appelait entre nous la « théorie de l'équilibre ». Une façon de faire imparfaite, mais qui avait pour but de ne pas se mettre à dos à la fois l'opinion publique et le congrès. Nous utilisions alors un système de points. On notait nos interventions pour évaluer si elles étaient susceptibles de plaire à l'opinion publique (1), susceptibles de plaire aux militants (-1) ou les deux (0). Quand le pointage s'éloignait de 0, le discours manquait alors d'équilibre et nous essayions de nous réajuster.

Ce n'est qu'une fois que la CLASSE a pu bénéficier d'une attention médiatique soutenue qu'il lui a été possible de mettre en branle le deuxième volet de sa stratégie.

La mobilisation par l'intensité

Les groupes plus radicaux se trouvent souvent confrontés à leurs propres contradictions. Ils cherchent à régler un problème dans son ensemble, et ce, pour tout le monde, mais ils restent bien souvent incapables d'articuler leurs idées pour être entendus de toute la population. Le gouvernement fédéral actuel a déjà été placé dans cette situation. En effet, Stephen Harper, même s'il est résolument à droite, est une personne relativement radicale pour son camp. D'abord député du Reform Party, une ancienne formation politique populiste de droite, il a conquis les marches du pouvoir avec le Parti conservateur. Est-ce que le brillant stratège s'est modéré depuis son entrée en politique? Assurément, mais pas au point d'adopter une attitude centriste. Il a plutôt opté pour une polarisation de la politique canadienne et une sortie du grand consensus libéral. Les analystes appellent cela en anglais le «Wedge politics», l'art de la division. Suivant cette stratégie, la question n'est pas de satisfaire la majorité de la population, mais davantage de fidéliser un public plus facile à conquérir et élargir juste assez son discours pour aller chercher un nombre de votes suffisant pour prendre le pouvoir lors des élections. Rappelons que ce gouvernement a réussi à récolter, lors des élections générales du 2 mai 2011, une majorité de sièges avec seulement 37,65% des votes – mais en réalité avec l'appui de seulement 23% des électeurs, le taux de participation ayant été de 61,4%. L'objectif de cette stratégie est donc d'éliminer les «peut-être» pour ainsi augmenter le nombre de «oui» et... de «non».

Pour suivre une telle approche, le message diffusé dans les médias ne doit donc pas être universel, mais plutôt orienté vers un public cible très circonscrit. Il doit aussi susciter la controverse, de sorte qu'il oblige les leaders d'opinion à prendre position. Le plus bel exemple de cela pour la CLASSE a été de parler de désobéissance civile dans les médias. Un flot de haine de la part des chroniqueurs de droite a alors littéralement envahi l'espace public. Ces attaques sans nuance envers le mouvement étudiant n'ont eu d'autre effet que de renforcer le sentiment d'appartenance des militants à la grève. Ironiquement, les propos haineux des Martineau, Pratte, Duhaime, Bock-Côté et autres ont permis d'accroître le degré de mobilisation des troupes. Par leurs propos injurieux, les chroniqueurs de droite ont forcé les indécis à prendre position, radicalisant du même coup les personnes déjà sensibles au discours du mouvement étudiant. Il est ainsi nécessaire de saisir les occasions pour se définir par rapport aux autres. Dans ce cas précis, les propos injurieux des chroniqueurs aident les militantes et militants à renforcer leur identité par rapport au mouvement.

Face à face en direct d'un taxi

Montréal, 22 mars 2012. Cette journée est critique pour la CLASSE. Elle marque l'entrée réelle des fédérations étudiantes dans le mouvement de grève. Appréhendant que celles-ci seront davantage actives médiatiquement, le comité média se retrouvait avec un immense rôle à jouer lors de cette journée. La matinée débute par un blocage du port de Montréal. La présence des porte-parole y est requise. Leur horaire s'annonce dès lors chargé. Nous avons une entrevue à l'émission *Face à face*, sur V-télé, à 10 h 30 et devons ensuite nous trouver à la Place du Canada pour

11 h 15, où nous avons une dizaine d'entrevues à compléter avant 13 h. Nous sommes on ne sait trop où dans l'est de la ville. Nous finissons par trouver un taxi.

Deux journalistes nous demandent s'ils peuvent embarquer avec nous. La voiture démarre, direction les studios de V-Télé. On se retrouve ensuite bloqué... par notre blocage transformé en manifestation! Bref, on ne peut visiblement pas être en studio pour 10 h 30. Nous appelons la recherchiste de l'émission et demandons si l'entrevue peut se faire par téléphone. Une erreur grossière : l'entrevue est avec le bouillant et peu nuancé Stéphane Gendron. Au téléphone, on ne voit pas la personne qui nous parle, il est alors vraiment plus difficile de débattre adéquatement. Il en résulte une pièce d'anthologie digne du temple de la renommée de la mauvaise foi⁸. La première phrase de l'entrevue donne le ton : « Plusieurs considèrent que ce mouvement est jusqu'à maintenant un échec, lamentable, lamentable, lamentable... » Après 1 minute 11 secondes, la ligne coupe. La raison : notre chauffeur de taxi décide d'emprunter le tunnel Ville-Marie. L'animateur est furieux : « Un vieux truc d'étudiant, la ligne qui coupe. Moi quand je ne veux plus parler à quelqu'un, je fais ce truc là d'étudiant. » Nous finissons enfin par sortir du tunnel et pouvons continuer l'entrevue, mais le mal est fait et il devient à partir de là impossible de rétablir un semblant de dialogue avec l'animateur et sa coanimatrice. Cette épique entrevue aura au bout du compte généré des dizaines de plaintes au Conseil de presse du Québec, venant de militants encore une fois frustrés par le traitement accordé aux porte-parole étudiants lors d'entrevues.

C'est donc suivant cette vision, la polarisation du discours, que la CLASSE a tenté d'utiliser les médias de masse afin de faire face au gouvernement et de mousser son

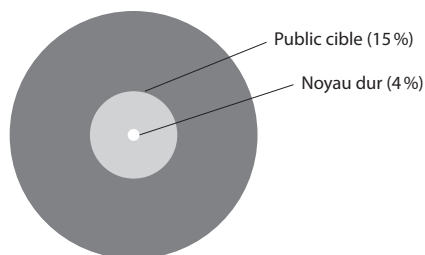
8. Il est possible de visionner l'entrevue à l'adresse suivante : <<http://youtu.be/i6HLAaf22og>>

discours. La stratégie adoptée n'a pas cherché à rallier l'opinion publique dans son ensemble, le fameux 50 % + 1, mais plutôt à mobiliser en force les 5 à 10 % de citoyens qui vont travailler activement afin de faire avancer la cause. L'appui à la CLASSE durant la grève nous permet de dire que cette stratégie a relativement bien fonctionné. Et ce, bien que le mouvement étudiant ne soit jamais parvenu à obtenir l'appui d'une majorité de la population. Cela était largement compensé par le fait que le mouvement a réussi à créer une masse critique de sympathisants partageant une vision assez radicale et combative, du moins en regard de la société québécoise. La preuve en est que suivant l'annonce de la CLASSE affirmant qu'elle allait défier la loi spéciale par la désobéissance civile, 26 % des répondants à un sondage disaient l'appuyer. Un chiffre relativement élevé, surtout si l'on tient compte du fait que seulement 36 % des personnes interrogées appuyaient la position du mouvement étudiant⁹. Ce sondage semble ainsi démontrer que la CLASSE a bel et bien réussi à constituer un noyau dur. Car si ce coup de sonde s'avérait bel et bien représentatif de l'état d'esprit de la population, cela signifiait que deux millions de personnes appuyaient la désobéissance civile.

Une telle stratégie ne s'applique cependant uniquement que si elle est envisagée sur une perspective à long terme. Son but ultime est d'étendre graduellement le mouvement au sein des autres couches de la population. La stratégie peut être illustrée par un disque, dont le centre constitue

9. Selon un sondage CROP/*La Presse* réalisé entre le 22 et le 25 mai 2012, via un panel Web de 1 500 répondants et répondantes (quoique l'on pourrait relativiser ce genre de sondages non probabilistes qui furent légion durant la grève...).

GRAPHIQUE 4.1

Le public cible

le noyau dur du mouvement, ceux et celles qui sont déjà convaincus de la cause et de la nécessité de manifester. Le rôle des porte-parole, par leurs interventions, est ensuite d'élargir graduellement ces cercles (noyau dur et public cible). C'est avec cette vision en tête que nous pensons qu'il est possible pour une organisation de gauche, souvent méfiante envers les médias, de tout de même utiliser l'espace public afin de faire passer son message. En n'ayant pas comme contrainte de s'adresser à l'ensemble de la société, la CLASSE a pu rester fidèle à ses principes. Comme il a été dit plus haut, la couverture médiatique d'un mouvement nous apparaît proportionnelle à la mobilisation que celui-ci est en mesure de susciter.

L'opinion publique et la violence

Nous avons vu jusqu'à maintenant quelle fut la stratégie médiatique employée par la CLASSE durant la grève de 2012. Celle-ci a mis l'accent sur trois choses. D'abord, entretenir une image positive dans les médias par l'entretenu de relations de presse qui répondent aux critères et contraintes des journalistes. Ensuite, occuper tout l'espace

médiatique disponible et, lorsqu'il n'y en a pas, le créer. Finalement, mobiliser *via* les médias de masse en mettant de l'avant un message plus ciblé. Nous allons maintenant explorer un thème qui permet de bien illustrer toutes les contradictions, difficultés, bons coups et faiblesses de la CLASSE sur le plan médiatique : la question de la violence aux yeux de l'opinion publique.

D'autant plus que le défi médiatique posé par la violence n'est pas nouveau. C'est une tactique à laquelle maints gouvernements ont recours afin de diviser les mouvements sociaux : ce débat traverse leur histoire et a suscité moult tensions historiques sur le plan stratégique.

Le défi médiatique de la violence

Les médias ont une façon sensationnaliste de cadrer la violence. Lors des manifestations, les militants sont souvent catégorisés entre «bons» et «mauvais». Ceux qui se font réprimer par la police sont automatiquement des «cas-seurs». La nouvelle peut presque suivre un schéma narratif éprouvé : une situation bien normale, des manifestants qui font du grabuge, l'intervention des policiers et un retour au calme. Un biais qui a été identifié par le chercheur étatsunien Lance Bennett¹⁰. Les médias se préoccupent beaucoup de la loi et de l'ordre, surtout de la capacité des autorités à l'établir ou la restaurer. On met donc l'accent sur l'incapacité des étudiants à faire des compromis, l'incapacité du gouvernement à régler la crise et la brillante façon avec laquelle l'antiémeute a ramené l'ordre. Selon Lance Bennett, cette façon de faire contribue à alimenter le cynisme en

10. Lance Bennett, *News: The Politics of Illusion*, Longman, New York, 2012, p. 47.

mettant davantage l'accent sur le crime, la violence, les dangers pour la sécurité publique et toute autre image de chaos social, au détriment des véritables enjeux de fond qui sont pourtant à l'origine de ces événements.

La tendance des médias de masse à insister sur le spectaculaire plutôt que sur les enjeux a du même souffle donné une place prépondérante à la violence au sein du débat public. Si bien qu'à certains moments, les apparitions médiatiques des représentants du mouvement étudiant ne portaient presque exclusivement sur cette question.

La violence et le Québec

Le pacifisme est un aspect important de la culture québécoise. Selon Marc-André Cyr, historien des mouvements sociaux, «le pacifisme est ce qui nous différencie des Américains». Il ajoute que «dans l'imaginaire, il n'y a jamais eu autant de refus de la violence individuelle, celle qu'on retrouve à l'extérieur de l'État. Tous les conflits doivent être médiés par le droit. La désobéissance devient alors associée à l'irrationalité.» Au moment où un conflit sort du cadre légal, il devient catégoriquement violent, voire dangereux. Cette tendance s'est accentuée depuis les grands mouvements de contestation altermondialiste des années 2000. Cyr rappelle «qu'en 2005, il y avait certaines formes de désobéissance qui étaient tolérées, les occupations de bureau par exemple». Durant le conflit étudiant, les militants qui ont tenté des occupations ont au contraire été sévèrement réprimés par les forces de l'ordre.

Toujours selon Marc-André Cyr : «c'est en temps de crise que l'État dévoile toute sa brutalité. Il revient à sa définition initiale, soit le monopole de la violence légitime.» Il devient alors difficile pour ces mêmes militants

de condamner la violence à laquelle ils sont eux, ou leurs amis, directement soumis. De plus, il est faux de prétendre, comme le faisait la police, que la violence n'était que le fait de « casseurs professionnels ». Comme l'explique Stéphanie Jobin-Martin, militante présente lors de la manifestation devant le conseil général du PLQ à Victoriaville : « À un moment donné, les policiers sont devenus complètement fous. C'est face à toute cette violence injustifiée de la police que ceux qui faisaient au départ des signes de paix se sont mis à lancer des roches sur les policiers. » Un exemple qui illustre bien la gradation de la tension qu'ont pu opérer les forces policières sur le mouvement.

Le débat sur la violence a aussi carrément alimenté une haine d'une partie de la population envers la CLASSE et surtout l'un de ses porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. Le nombre de menaces de mort que nous avons reçues est incalculable. Il a souvent été bousculé dans la rue, insulté par des automobilistes. Nous avons parfois été la cible de projectiles lancés par des chauffeurs enragés. Ironique venant de la part de personnes qui nous ont reproché d'être violents. Les menaces de mort ont même servi de prétexte à la Sûreté du Québec pour l'interroger.

Une visite à la SQ

Montréal, 27 avril 2012. Nous sommes alors au milieu d'une semaine où le mot « violence » semble résonner dans l'ensemble du Québec. À l'Assemblée nationale, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, vise même directement Gabriel Nadeau-Dubois lors d'une de ses interventions. Le vendredi, l'attaché de presse de la CLASSE reçoit un appel téléphonique de la Sûreté du Québec, lui disant que M. Nadeau-Dubois a été la cible de menaces de mort. La procédure est courante, nous sommes à ce moment

très habitués. Ils nous demandent de contacter une détective, chose que nous faisons. Elle demande à nous rencontrer à ses bureaux, au 1701 rue Parthenais, à Montréal. Arrivés sur les lieux, la détective demande à l'attaché de presse de suivre un agent. Celui-ci l'emmène dans le département des communications afin de lui montrer la salle de presse.

Pendant ce temps, on emmène Gabriel dans un autre local où on lui fait suivre un interrogatoire en règle. Il ne peut pas sortir de la pièce, une personne se tient devant la porte, bloquant ainsi la sortie. On lui fait alors savoir que des personnes très importantes savent que cette entrevue a lieu. La question des menaces de mort est à peine discutée, mais on cherche par contre surtout à le questionner sur la CLASSE. À la fin de la discussion, on lui dit très clairement que cette fois-ci, il a été rencontré comme victime et qu'on ne voudrait pas le rencontrer comme suspect la prochaine fois. Il est quand même assez paradoxal que la police se serve de menaces de mort à l'endroit d'un individu comme prétexte afin de l'intimider et l'interroger...

Condamner la violence

*Je me souviens avoir parlé à ma mère cette semaine-là.
Elle m'a demandé si j'allais enfin condamner la violence.*

Gabriel NADEAU-DUBOIS, coporte-parole de la CLASSE

Avec toute cette fixation sur la violence, à un certain moment, la CLASSE a eu un choix à faire: la ministre Beauchamp exigeait que les organisations étudiantes présentes à la table des négociations condamnent la violence. Une situation semblable à la grève de 2005, selon Éric Martin, où la question de la violence «avait littéralement scié les jambes de la CASSÉÉ». N'étant plus présente à la table des négociations, les médias avaient alors relayé au bas fond de leurs articles les différentes actions de la

CASSÉÉ alors que les fédérations se retrouvaient constamment au début de chacun d'eux, présentées comme les piliers du mouvement. Pour éviter de reproduire cette situation dans un futur mouvement de grève, l'ASSÉ avait, en 2006, adopté une position permettant aux porte-parole de se « dissocier » d'événements ou d'actes qui n'étaient pas organisés par son congrès. Toutefois, cette posture n'était pas suffisante aux yeux du gouvernement pour être présent à la table de négociations pendant la grève de 2012. Reste que pour plusieurs militants, il était assez paradoxal de condamner la violence. Comme l'explique Marc-André Cyr, nous étions en effet dans une situation dans laquelle « ce sont les étudiants qui subissent la répression qui sont considérés eux-mêmes comme violents. C'est donc celui qui subit la violence qui est obligé de la dénoncer. »

Toujours est-il qu'à ce moment, il aurait été plutôt malvenu pour la CLASSE de s'exclure de la table des négociations en ne condamnant pas la violence. Si ce geste peut paraître purement symbolique, lorsqu'on creuse davantage, condamner simplement la violence de la façon dont l'entendaient à l'époque le gouvernement et certains chroniqueurs revenait à délégitimer la plupart des actions menées durant la grève. C'est que nous sommes dans un climat où la moindre désobéissance civile était considérée comme un geste violent par le gouvernement. Par exemple, de simples actions de blocage nous étaient reprochées comme étant des gestes violents. Alors que dans les faits, dans ces situations, les gestes les plus violents étaient ceux de l'antiémeute délogeant des personnes restées jusque-là immobiles. L'autre problème qui se pose, c'est que l'enjeu est susceptible de diviser le congrès, voire de faire éclater une partie de la Coalition. Sans compter que condamner la violence

insinue aussi qu'on accepte de jouer le jeu du gouvernement, que c'est désormais lui qui impose les règles.

Dans les coulisses de la « condamnation »

C'est un long processus qui a permis au conseil exécutif de la CLASSE de présenter une proposition en bonne et due forme au congrès du 22 avril et qui a mené à la motion de la CLASSE « condamnant » la violence. Les divers morceaux de solution sont issus de plusieurs discussions entre militants de tout horizon, de professeurs, mais aussi de celles ayant eu lieu dans les assemblées générales elles-mêmes.

Rien n'était toutefois joué en ce 22 avril, les congrès de la CLASSE ayant la caractéristique d'être totalement imprévisibles. Après plus de dix heures de débat, la proposition est finalement adoptée. À peine quelques secondes suivant son adoption, *La Presse* publie un article sur son site Web s'intitulant « La CLASSE condamne la violence ». Peu de temps après, l'attaché de presse de la Coalition reçoit un appel du chef de cabinet de la ministre de l'Éducation lui demandant de confirmer l'information publiée dans *La Presse*... On lui avait alors demandé de s'assurer que notre position était claire. Pendant ce temps, le congrès fait un procès au comité média pour ne pas avoir évoqué les subtilités de la position adoptée. Ce qui nous pousse à publier un rectificatif. Très long à écrire, il n'est finalement publié que vers trois heures du matin.

Dans la journée qui suit, ne sachant toujours pas si nous étions invités ou non à discuter avec le gouvernement, le comité de négociation et le comité média décident tout de même de se déplacer en direction de Québec. Ce n'est qu'une fois dans l'autobus que nous recevons finalement la nouvelle confirmant que nous étions bel et bien invités à négocier.

Si la position finalement adoptée par la CLASSE a été critiquée de toutes parts, elle aura tout de même permis à l'organisation de se rendre à la table des négociations. Le fait de prendre position comme nous l'avons fait n'a peut-être pas permis de calmer les ardeurs des chroniqueurs de droite, mais aura été suffisant pour satisfaire nos alliés. Cette position a mené la FEUQ à soutenir qu'elle était satisfaisante et, donc, que les négociations n'auraient pas lieu sans la CLASSE. On peut aussi supposer la même chose du côté des syndicats, qui sont restés relativement solidaires tout au long du conflit, à quelques exceptions près. On se rappellera entre autres les déclarations de certains représentants syndicaux ayant soutenu qu'en ne respectant pas le trajet de la manifestation du 22 mai, la CLASSE divisait le mouvement. Des déclarations plutôt étranges, surtout que la manifestation était initialement appelée par la CLASSE et que celle-ci ne dévoile jamais son itinéraire.

Il reste que la question de la violence est fréquemment évoquée par le pouvoir dans le but de diviser les mouvements sociaux. C'est tout à l'avantage du gouvernement de laisser traîner les conflits, afin que les mouvements qui y prennent part se radicalisent et se marginalisent. Il est donc important de ne jamais tomber dans la facilité. Un geste aussi symbolique que condamner ou non la violence peut avoir de lourdes conséquences sur un mouvement. Selon Marc-André Cyr, la position de la CLASSE aurait gagné à être mieux expliquée : « La proposition aurait pu être prise au début de la grève. Elle aurait pu être peaufinée et défendue tout au long de la grève, jour après jour. » Surtout qu'il était prévisible, même avant la grève, que cette question surgirait à un moment ou à un autre.

C'est toutefois en marge du congrès du Parti libéral du Québec, tenu à Victoriaville du 4 au 6 mai, que cette position a été principalement mise à rude épreuve, lors de la deuxième ronde de négociations entre le mouvement étudiant en grève et le gouvernement. Il vaut la peine d'en partager les détails à travers l'épisode qui suit, survenu dans la soirée agitée du 4 mai.

Négociations en pleine émeute

Vendredi 4 mai 2012. Victoriaville est en fumée. Non pas de la fumée d'un feu, mais de gaz lacrymogène. Le terrain devant l'hôtel où se tient le congrès du PLQ a l'air d'un véritable champ de bataille. De notre côté, nous¹ sommes à Québec, dans un café, à quelques mètres d'où se déroulent les négociations avec le gouvernement. On reçoit un appel d'un membre du comité de négociations de la CLASSE. Gabriel lui parle, hoche de la tête et raccroche. Pendant ce temps, LCN passe en boucle l'image d'un policier se faisant frapper par des manifestants. « Le comité de négociations s'en vient. Il faut faire un appel au calme, sinon le gouvernement arrête tout. » Évidemment. Encore une excellente stratégie de la part du gouvernement afin de diviser le mouvement : des négociations, une émeute et une autre demande de condamnation de la violence. La stratégie est habile : sortir la CLASSE des négociations avec l'aval des grandes centrales syndicales.

À ce moment, on pense que c'est terminé. Le comité de négociations arrive et nous dit qu'après avoir parlé avec la FECQ et la FEUQ, on peut simplement dire notre mandat de congrès et sortir. Mais il reste qu'on ne pourra pas faire un appel au calme tel que demandé par le premier ministre. L'objectif sera donc de satisfaire nos alliés (les syndicats et les fédérations étudiantes) afin de forcer le gouvernement à nous garder autour de la table de négociations. La situation a beau être tendue à Victoriaville, il nous est alors difficile d'en prendre la pleine mesure. Nous proposons alors d'utili-

ser des synonymes : « Ça va laisser un flou. Peut-être que les médias vont interpréter ça comme un appel au calme sans qu'on en fasse un. Les fédérations vont y aller ensuite tour à tour et je pense que ça pourrait fonctionner. On ne répond à aucune question. » C'est qu'il y a surtout une autre donnée à prendre en considération dans le présent contexte. Nous avons alors l'impression que ce que le public souhaitait (y compris les journalistes), c'était que le gouvernement en arrive à une entente avec les étudiants en grève. Un arrêt des négociations n'aurait pas répondu aux attentes de personne. Les médias seraient donc possiblement enclins à nous donner un coup de main en rapportant un appel au calme, sans que nous l'ayons fait explicitement.

Nous sortons et nous dirigeons vers l'édifice qui abrite les négociations. Il fait noir, il pleut. On se croirait dans un mauvais film. Nous rentrons par l'arrière de l'édifice afin d'éviter la horde de journalistes entassés devant la porte principale. De l'intérieur, nous les voyons devant la porte extérieure, nous n'avons qu'à l'ouvrir, dire notre mandat et sortir. Gabriel s'exécute : « Ce soir, il y a eu des actions inacceptables. On parle de gens qui ont été blessés, de violence volontaire envers des personnes. Pour nous, ce sont des actions que nous condamnons vertement. Ça s'inscrit dans une escalade de la tension et de la confrontation qui est inacceptable. Ça n'aide en rien à résoudre le conflit actuel. »

On entend alors un tumulte de voix duquel semble ressortir : « Est-ce que vous faites un appel au calme ? » Nous sortons rapidement du point de presse. La FEUQ et la FECQ s'exécutent après nous. Tous les médias affirmeront par la suite que toutes les associations étudiantes ont fait un appel au calme. Le plan a fonctionné. Les négociations continuent. Durant la pause, un employé du cabinet de Line Beauchamp nous confie que notre commentaire était très vague et si notre seule condamnation précise avait été la violence des policiers, nous aurions été exclus des négociations.

Soutenir une position sur la question de la violence comme l'a fait la CLASSE dans une situation aussi explosive que le fut la soirée du 4 mai n'est cependant pas sans peser énormément sur la

conscience des individus qui la portent. Surtout que la suite des événements fut horrible. Après notre sortie médiatique, on commence à recevoir un nombre incalculable de messages texte. Ayant reçu une balle de plastique en plein visage, un étudiant serait dans le coma. Un autre a reçu une balle directement dans l'œil. On se demande alors si nous n'aurions pas dû tout arrêter. Nous étions là, à négocier, dans une tour à bureaux pendant que des camarades, gravement blessés, luttaienent pour leur vie. Sur le chemin du retour vers Montréal, la police suivait les autobus et arrêtait tout le monde. Des policiers les attendaient aux endroits de débarquement prévus.

Quant à la suite de l'histoire, tout le monde la connaît. Après 20 heures de négociations, suivant une offre qui n'était pas intégralement ce qui avait été négocié, le mouvement étudiant reconduit la grève en bloc.

1. Il s'agit de Gabriel Nadeau-Dubois et son attaché de presse, Renaud Poirier St-Pierre. L'histoire est racontée par ce dernier.

Conclusion : un scénario improbable

À la suite des premières négociations, la couverture médiatique du conflit a pris encore plus d'ampleur. La presse internationale s'est même mise de la partie. Nous recevions des appels de *Libération*, du *Figaro*, du *Guardian*, de *Russia Today*, et les agences de presse internationales suivaient presque en temps réel les faits et gestes des étudiants québécois. Un réalisateur de Radio-Canada nous a même confié qu'à la suite de l'adoption de la loi spéciale, une de ses collègues qui avait pour mandat de couvrir les élections en Égypte s'est vue demander par son rédacteur en chef de prendre le prochain avion pour Montréal. Au même moment, nous devions organiser des après-midi « Presse internationale » où, un à un, nous rencontrions les journa-

listes étrangers sur une terrasse de la rue Sainte-Catherine. Il faut dire que ces derniers étaient relativement déçus, la plupart s'attendant à trouver chez nous un climat de quasi guerre civile! À la blague, un journaliste français nous a même lancé une fois: «Votre violence est beaucoup moins bonne que la nôtre en Europe. Vous avez du travail à faire!»

Durant les points de presse, en cette fébrile fin de mai, les journalistes se marchaient littéralement sur les pieds pour recueillir les réactions des représentants étudiants. Pendant ce temps, tous les soirs, les casseroles résonnaient. Des dizaines de milliers de personnes, de tous âges, manifestaient dans tout le Québec. Il faut donc le reconnaître: sans toute l'étendue de cette couverture médiatique, jamais le mouvement étudiant n'aurait été en mesure de toucher autant de personnes différentes.

Le plus grand défi pour les personnes qui ont eu à travailler avec les médias durant ce printemps étudiant a été de garder un contact avec ce qui se passait réellement sur le terrain. Avec l'imposante couverture médiatique, les porte-parole ne manifestaient plus, ils n'étaient que dans des studios de télévision. L'objectif, dans ce cas, consiste donc à réussir à arrimer, de façon cohérente, la perturbation économique à l'aspect symbolique dans la création du rapport de force. Le problème est que rares sont les personnes qui se soucient des deux. Historiquement, au sein du mouvement étudiant, le premier est laissé au mouvement combatif et le deuxième aux fédérations. Nous pensons plutôt qu'une stratégie politique capable de lier les deux est la plus à même de bâtir un véritable mouvement de masse.

Nous avons discuté longuement de la question des médias dans ce chapitre. Si les mouvements sociaux plus

combatifs veulent augmenter leur rapport de force, ils doivent commencer d'emblée à réfléchir sur cette question. En effet, nous avons exposé dans ce chapitre diverses façons de conjuguer médias, opinion publique, démocratie directe et combativité. Les solutions avancées ici ne sont cependant que superficielles. Développer une stratégie médiatique efficace tout en respectant les principes de base des organisations militantes nous apparaît comme l'un des prochains défis des mouvements sociaux.

POINT 5

La #GGI 2.0

SEPTEMBRE 2011. Un membre de l'exécutif de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) présente à ses collègues un plan stratégique d'utilisation du Web pour la grève de 2012. Plusieurs personnes font part de leur malaise à voir une organisation militante encourager une entreprise privée comme Facebook, qui utilise les renseignements personnels de ses usagers pour en retirer un profit. D'autres émettent de sérieuses réserves face à l'utilisation des médias sociaux, qu'ils considèrent comme de véritables armes d'identification pour les forces policières.

Un dernier élu lève la main. «Je partage vos critiques, c'est vrai que Facebook et Twitter ne sont pas des outils parfaits. Je pense toutefois qu'il est possible de concilier sécurité et activisme sur le Web. Qu'on le veuille ou non, la grève de 2012 sera une grève 2.0.» La question est plutôt de savoir si la CLASSE sera un acteur majeur ou pas du Web 2.0. Il ajoute : «Les médias sociaux peuvent être un outil central dans la circulation de l'information. Ça peut permettre autant aux organisations qu'aux individus de contourner les

médias traditionnels, de conférer une autonomie au mouvement.»

Le 4 mars 2012, à l'instar des fédérations étudiantes, la CLASSE décide d'appeler à la manifestation pour le 22 mars. Près d'une dizaine de militants sont rassemblés dans les locaux de l'association étudiante du Cégep Marie-Victorin. Armés d'un ordinateur, ils attendent la création de l'événement Facebook afin de le partager à l'ensemble de leurs contacts. Le signal est lancé. En moins d'une heure, plus de 1 000 personnes auront affiché leur intention de participer. Ce nombre dépassera le cap des 6 000 deux jours plus tard. Au total, 130 000 invitations seront envoyées sur les réseaux sociaux.

Durant le printemps étudiant, la CLASSE aura été l'organisation étudiante la plus présente sur Twitter et Facebook. Le compte Twitter de la CLASSE sera davantage suivi que celui de la majorité des politiciens québécois et de l'ensemble des partis politiques. Le mot-clic #GGI, lancé par la CLASSE, s'imposera comme le fil d'information sur la grève. Le site Web de la CLASSE (<www.bloquonslahausse.com>) sera visité en moyenne près de 10 000 fois par jour et recevra plus d'un million de visites pendant le conflit étudiant. La Coalition publiera sur son calendrier Web l'ensemble des actions de la grève, qu'elles soient organisées ou non par elle, et celui-ci s'imposera comme un outil majeur d'information sur les activités de la grève.

Face au gouvernement, il apparaît d'ailleurs évident que le mouvement étudiant a gagné la bataille du Web 2.0. Surtout que la seule tentative gouvernementale de jouer sur ce terrain fut le lancement d'un site Web (<www.droitsdescolarite.com>) et, afin d'en faire la promotion, l'achat sur Google des mots-clés comme «FECQ», «ASSÉ»

ou « grève étudiante ». Cet essai sera un échec, par ailleurs dénoncé comme un gaspillage de fonds publics, ayant coûté plus de 50 000 \$ aux contribuables québécois. Sans surprise, ce site a rapidement fait l'objet d'une contre-attaque : des étudiants l'ont pastiché en lançant <www.droitsdescolarite.ca>.

Sur Twitter, le mot-clic #manifencours a permis aux manifestations de se transposer dans l'espace virtuel. Les journalistes de CUTV, la télévision communautaire de l'Université Concordia, ont de leur côté permis de suivre en temps réel les manifestations : on pouvait y voir leur ampleur, leur beauté, mais aussi les manifestants se faisant poivrer, brutaliser par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), etc.

La vidéo et les photographies, relayées sur les réseaux sociaux, ont fortement contribué à la construction de l'imaginaire politique de la grève. Visionnées par des centaines de milliers de personnes, les vidéos reliées à la grève diffusaient non seulement de l'information sur la hausse des frais de scolarité, mais aussi des images des icônes du mouvement, des actions et des discours qui contribuaient à renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté envers le mouvement et à lutter contre l'usure.

Avant la grève, pour la majorité des jeunes Québécois, Facebook n'était qu'un divertissement et Twitter n'existait tout simplement pas. Mais, après l'expérience du printemps étudiant, plusieurs ont appris que les médias sociaux peuvent être de véritables outils politiques. Alors que les révolutions arabes, les « indignés » espagnols et le mouvement Occupy avaient déjà démontré la pertinence du Web 2.0 comme outil d'information, d'organisation et d'action, le mouvement étudiant québécois aura poussé son utilisation comme

aucun autre mouvement social ne l'avait fait auparavant au Québec. Comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, les réseaux sociaux, loin de diviser, d'isoler les individus ou de les rendre inactifs, les rassemblent, aident à l'organisation des mouvements sociaux et contribuent à la construction d'un rapport de force.

Pourquoi le Web 2.0 ?

Toute campagne politique ne peut évidemment se résumer à une campagne Web. Si l'on doit reconnaître que le Web peut contribuer au rapport de force, non seulement en favorisant l'organisation du mouvement par sa capacité à créer des liens et à favoriser les appels à l'action, mais aussi en étant en soi un lieu de mobilisation et un terrain de lutte par le recours à l'*hacktivisme*, le monde virtuel est loin d'être suffisant pour déclencher une grève étudiante. Ce qui a été central, ce fut le travail de mobilisation sur les campus : les tournées de classes, les discussions de personne à personne, la distribution de matériel d'information. C'est par la suite que les réseaux sociaux ont eu un rôle à jouer, notamment dans le maintien et l'élargissement de la grève. Puisqu'en temps de grève il n'est plus possible de faire des tournées de classes, il faut miser sur d'autres moyens de communication pour joindre les membres à distance. Le Web était pour ce faire l'espace tout désigné pour convaincre et pour mobiliser. La CLASSE considérait donc les réseaux sociaux comme nécessaires, mais non suffisants.

Il nous apparaît maintenant difficile pour n'importe quelle organisation sociale cherchant à transformer notre société d'ignorer le Web 2.0. Ce dernier ne mise plus sur des individus passifs, recevant l'information disponible sur

Internet, mais sur l'interactivité. Les individus sont invités à devenir de véritables acteurs : ils peuvent créer l'information, la modifier, la partager. Le Web devient ainsi un véritable espace social virtuel où peuvent s'y transposer des luttes ayant lieu dans le réel. Et l'inverse est aussi vrai : ce qui se passe sur le Web peut se transporter dans la rue, dans les assemblées générales, etc. Il est donc loin d'être un espace n'existant que pour lui-même, sans interaction avec le réel. Ignorer le Web, c'est ignorer un terrain de lutte autour duquel se développent des résistances. Voilà pourquoi la gauche devrait être en mesure de développer des stratégies Web efficaces.

Au début du mouvement de grève, on pouvait constater une véritable hégémonie de la gauche étudiante sur les médias sociaux. Si elle était autant structurée sur le Web et pouvait ainsi former un bloc quasi monolithique sur Twitter, cela n'est pas étranger au fait que la CLASSE a su très tôt développer une stratégie bien ficelée, menée par une équipe lui étant spécialement dédiée et composée de quatre personnes, sans compter des dizaines d'autres prêtes à relayer l'information émise par la CLASSE. La Coalition ne faisait pas que partager des informations sur elle-même, elle interagissait aussi pour convaincre, cherchait à favoriser la résistance et menait, à l'aide d'un important réseau de contacts, un réel combat sur le Web. Les réflexions sur l'utilisation des réseaux sociaux en temps de grève s'étaient d'ailleurs amorcées dès l'été 2011.

Après quelques semaines de grève, la polarisation du débat qui se manifestait dans l'espace réel, dans les médias traditionnels, s'est transposée dans l'espace virtuel. Le conflit entre les carrés verts et les militants pour la grève était d'ailleurs bien visible sur le Web. Les premiers étaient

cependant peu structurés. Tant le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MÉSQRQ) que le Parti libéral ou le gouvernement n'ont su être en mesure d'afficher une réelle présence sur les médias sociaux pour défendre la hausse des frais de scolarité. Cela n'a pas été sans conséquence pour eux. Comme l'explique Julien Royal, un des responsables Web à la CLASSE, « notre présence dominante sur le Web, contrairement à la droite et au gouvernement, a permis de faire pénétrer notre argumentaire auprès d'une partie de la population sans qu'il puisse être attaqué aussi efficacement que dans les médias traditionnels ».

Les médias sociaux rassemblent

Loin de détacher les individus les uns des autres, les médias sociaux rassemblent. Ils sont un vecteur de création de liens sociaux entre les militants et d'intégration au mouvement. Non seulement l'espace virtuel permet de créer un véritable réseau de contacts, reliant des individus de partout à travers le Québec, mais il crée aussi des liens de confiance qui sont bien réels. Ainsi, des étudiants de Rimouski ou d'Alma vont pouvoir échanger des réflexions stratégiques, des récits personnels, des outils pour mieux se préparer à leurs assemblées générales de grève, etc. Bref, il permet de connecter les membres du mouvement entre eux, et ce, sans passer par les instances nationales. De plus, les médias sociaux permettent aussi de rallier à la cause des gens extérieurs au mouvement et qui, à un moment donné, se seront sentis interpellés par le visionnement d'une vidéo sur YouTube ou des discussions sur Facebook ou Twitter.

Un des exemples les plus frappants de création de liens par l'entremise des réseaux sociaux est l'émergence des

groupes contre la hausse: Profs contre la hausse, Infirmières et infirmiers contre la hausse, ou encore LGBT contre la hausse. La plupart de ces groupes se sont d'abord formés sur le Web, avant de finir par agir dans le réel. Par exemple, Infirmières et infirmiers contre la hausse a rassemblé des travailleuses et travailleurs ou des étudiants et étudiantes de ce domaine de partout au Québec et constitué l'équipe de premiers soins pour la majorité des manifestations de la CLASSE. Les groupes Facebook leur ont donné les moyens techniques d'exister, de se rencontrer.

Les médias sociaux peuvent aussi servir aux mouvements réactionnaires. La principale opposition au mouvement de grève est d'ailleurs venue d'Internet, par l'entremise du MÉSRQ. Par contre, comme nous l'avons évoqué plus haut, ce mouvement n'a pas su tirer le meilleur profit des réseaux sociaux et s'est limité, en somme, à n'être qu'un groupe. Alors que la CLASSE a su miser sur la création de sous-communautés organisées qui relayaient ses propos, le MÉSRQ n'a jamais été une force active sur le Web 2.0.

Offre du gouvernement

Le 4 avril 2012, au matin. La ministre de l'Éducation Line Beauchamp s'apprête à faire une conférence de presse. Selon des rumeurs, elle devrait annoncer une offre aux étudiants. Julien Royal, élu de la CLASSE, est avec deux collègues dans le local d'une association étudiante de l'UQAM. « Peu importe l'annonce qu'elle va faire, on va prévoir une manif. » Au fur et à mesure que la ministre dévoile l'offre, un texte pour décrire l'événement Facebook prend forme. Julien Royal appelle alors quelques personnes afin de trouver deux porte-voix et une bannière pour former la tête de la manifestation.

Avant même la fin de la période des questions à l'Assemblée nationale, quelques dizaines de comptes Twitter feront déjà la promotion de la manifestation. Une centaine de messages texte seront envoyés ainsi que des courriels via des listes d'envoi et les personnes possédant des comptes Twitter influents seront contactées afin de faire la promotion de la manifestation. Un travail collectif s'effectue ensuite pour inviter un maximum de personnes à l'événement.

À 17 h, environ 1 000 personnes se rejoignent au parc Émilie-Gamelin afin de manifester leur refus de l'offre de la ministre, soit le maintien de la hausse en échange d'un remboursement proportionnel aux revenus et d'une légère bonification du régime des prêts et bourses.

Si le nombre de manifestants peut sembler peu élevé, il faut mentionner qu'il s'agit alors de la première manifestation « spontanée » de la grève. Habituellement, les événements nécessitent quelques jours de préparation. Pour la première fois, une manifestation a été organisée en quelques heures seulement.

Médias sociaux, rapport de force et horizontalité

Bien que les médias sociaux appartiennent à des entreprises privées¹, la diffusion du contenu à l'intérieur de ceux-ci fait, pour l'instant, l'objet d'une libre circulation et ils constituent une des armes les plus puissantes que l'entreprise privée ait fournies à la gauche. Ils viennent étendre le champ des possibilités des contre-pouvoirs et faciliter l'organisation de la résistance. Il s'agit d'un des outils les

-
1. Si des réseaux sociaux s'inscrivent dans la philosophie du Libre commencent à émerger, dans un rapport non commercial et respectueux de la vie privée des individus, ils ont cependant encore de la difficulté à s'imposer par rapport à des réseaux comme Facebook ou Twitter.

plus efficaces pour construire des mouvements sociaux fonctionnant d'une manière horizontale et décentralisée.

Grâce au Web 2.0, ce ne sont plus uniquement les médias traditionnels qui peuvent diffuser de l'information. Il fut une époque pas si lointaine où la gauche était contrainte de publier des journaux alternatifs pour faire passer son point de vue. Désormais, les médias sociaux permettent de contourner les médias de masse en touchant directement de multiples personnes. Ces nouveaux outils permettent aux individus de communiquer et de s'informer entre eux de manière quasi instantanée, et ce, peu importe la distance les séparant. Pendant le printemps étudiant, l'ensemble du mouvement était informé en temps réel de toutes les actions qui pouvaient avoir lieu dans tout le Québec ou des résultats des assemblées générales de chaque association étudiante. Avant l'apparition de Facebook et de Twitter, il aurait fallu attendre quelques heures pour être informé, en espérant que l'information parvienne à l'organisation nationale et qu'elle soit retransmise ensuite partout au Québec, ou encore que les médias de masse la diffusent le lendemain.

Durant la grève, les médias sociaux ont aussi constitué les principaux outils de la construction de l'autonomie du mouvement face aux organisations nationales: la grande majorité des actions de la grève ne furent pas organisées par la CLASSE, la FECQ ou la FEUQ, mais bien par des individus ou des collectifs autonomes. Grâce à Facebook, n'importe quel groupe ou individu pouvait donner un large écho aux événements qu'il organisait, et ce, sans même avoir l'appui officiel des associations étudiantes. Sans les médias sociaux, il aurait fallu faire des affiches, des tracts, et distribuer le matériel à l'ensemble des étudiants et des associations. Ce qui demande du temps et un véritable réseau de

contacts et de distribution dont seules les organisations nationales sont en mesure de bénéficier. Ainsi, pour avoir au quotidien le même impact que ce que permettent les médias sociaux, cela nécessite un travail colossal, voire impossible. En réduisant les contraintes de temps et d'espace, les médias sociaux permettent donc une meilleure efficacité dans la circulation de l'information.

Un des meilleurs exemples de ce phénomène est le mouvement des casseroles. Ce mouvement, qui s'est propagé rapidement à plusieurs quartiers de Montréal puis partout au Québec, ne vient d'aucune grande organisation. Il n'a été voté dans aucune assemblée générale ni dans aucun congrès. Il a simplement été lancé à partir d'un événement Facebook créé par un individu. Par la suite, les différentes initiatives et les lieux de rassemblement ont été relayés sur Twitter et Facebook, notamment via les comptes d'organisations comme la CLASSE.

Sur les médias sociaux, le rôle de la CLASSE dans le contexte de la grève, comme organisation de masse, était de diffuser les événements et de faciliter et encourager l'autonomisation et la décentralisation du mouvement sur le plan des actions: voilà à quoi servait d'ailleurs le calendrier des événements de la CLASSE. Les responsables des réseaux sociaux de la CLASSE, en plus de traiter les courriels reçus de la part de différents organisateurs d'actions, patrouillaient le Web à la recherche d'autres actions organisées dans le cadre de la grève, et ce, dans le but d'offrir la cartographie la plus complète qui soit de l'ensemble des actions organisées tous les jours. De cette manière, la Coalition offrait les outils nécessaires à la décentralisation de l'organisation d'actions, leur octroyait une légitimité et une visibilité et favorisait l'expression du principe de diver-

sité des tactiques. Et en affichant l'ensemble des actions organisées, la CLASSE leur octroyait une légitimité. Ce calendrier a causé plusieurs problèmes à la CLASSE. Il fut notamment utilisé comme prétexte pour nous exclure de la table des négociations. La CLASSE l'a cependant conservé tout au long de la grève, car elle était bien consciente qu'il constituait un outil puissant pour l'organisation et que son retrait aurait eu des répercussions sur le rapport de force du mouvement étudiant.

Le Big Brother du Web

Le Web 2.0 n'a cependant pas que des avantages et il est vrai que les forces de l'ordre peuvent utiliser les réseaux sociaux pour surveiller les militants et que Facebook peut servir de source d'information au corps policier. À la suite du sommet du G20 de juin 2010 à Toronto, le service de police de la capitale ontarienne avait publié sur Facebook des photos des militants du black bloc pour demander au public de les identifier. De cette façon, certaines photos se retrouvaient à être liées à des individus par leur profil Facebook.

Il faut comprendre que comme tous les outils de communication, les médias sociaux sont ce que nous en faisons. De ce fait, ils peuvent servir autant aux militants qu'à la répression policière. Le Web 2.0 permet ainsi de médiatiser chaque cas de brutalité policière. Il nous a fourni les outils pour sortir de l'invisibilité les scènes de violence perpétrée par la police, par l'État. Avant l'arrivée des réseaux sociaux, de la démocratisation de la photo et de la vidéo, les médias traditionnels pouvaient à l'occasion relayer quelques cas de brutalité, mais en l'absence de preuves visuelles ceux qui criaient à la brutalité policière se faisaient souvent taxer

d'exagération. Désormais, il est presque impossible pour la police d'agir sans être filmée par un téléphone intelligent. De manière quasi instantanée, les cas de répression policière sont dénoncés sur les médias sociaux. Nous pouvons penser notamment au désormais célèbre cas de l'agente 728: cette dernière avait été filmée en train d'asperger un étudiant de poivre de Cayenne, sans aucune raison apparente. La brutalité de son intervention a été rendue visible aux yeux de la population grâce à l'utilisation des réseaux sociaux. La multiplication des vidéos et des images des actes démesurés commis par les forces de l'ordre permet de montrer qu'il ne s'agit pas de cas isolés.

Les outils du Web 2.0

Les nouveaux espaces de communication et d'information sont multiples et peuvent contribuer de manière très différente à un mouvement social. Le comité information de la CLASSE a su comprendre les particularités propres à chacun. Il s'avère nécessaire de bien les comprendre pour être en mesure de les utiliser à leur pleine capacité.

Twitter

Twitter est un microblogue où il est possible de publier des messages d'un maximum de 140 caractères, des photos et des vidéos. Il permet d'avoir de l'information et d'interagir rapidement et de manière concise sur des enjeux ou événements. La grève étudiante était un événement qu'on pouvait suivre en temps réel sur Twitter. De plus, en raison de son mode d'abonnement qui est non réciproque, il permet d'avoir un réseau de contacts diversifié et non homogène.

Il faisait office de *talkie-walkie* entre militants du mouvement étudiant, éliminant la contrainte de l'espace. Par

exemple, avec le mot-clic #manifencours, un étudiant pouvait être informé de l'ensemble du déroulement d'une manifestation, savoir où elle se trouvait, prendre connaissance des cas de brutalité policière ou des mouvements de la police. Bref, il permettait aux manifestants de communiquer entre eux. Quant au mot-clic #GGI, pour « Grève générale illimitée », il permettait de suivre les résultats des votes de grève, les débats en assemblées générales, les actions en cours. Il était aussi un espace de tensions entre la droite et la gauche, entre les « carrés verts » et les « carrés rouges ». La CLASSE (@ASSEsolidarite) y publiait énormément d'informations : conférences de presse en direct, état des négociations avec le gouvernement, matériel d'information, articles pertinents publiés par les journaux, vidéos et images de la grève, etc. Avec l'arrivée de la loi spéciale, le mot-clic #casserolles servait lui aussi de fil d'information et permettait de suivre le mouvement des casseroles dans différents endroits au Québec.

Malgré la quasi absence du Parti libéral du Québec de Twitter, il y avait une véritable guerre de tranchées entre les partisans de la ligne du gouvernement Charest et les carrés rouges. La CLASSE avait toutefois le meilleur arsenal. Elle pouvait compter sur un grand bassin de personnes qui la défendaient et « retweetaient » ses propos.

Le fait que Twitter permette une forme de journalisme citoyen fait en sorte que l'information circule davantage et parfois plus rapidement que par les médias traditionnels. Voilà pourquoi ces derniers surveillent à la loupe ce qui s'y passe. Pendant la grève, Radio-Canada ou *La Presse* retransmettaient souvent l'information diffusée par la CLASSE sur Twitter. Par exemple, ils pouvaient se baser sur notre compte Twitter pour confirmer le résultat des votes

de grève. Le rôle d'une organisation comme la CLASSE est donc d'être la voix crédible du mouvement au sein de la cacophonie des médias sociaux, de confirmer la véracité de l'information. La stratégie de diffusion sur Twitter était souvent coordonnée avec ce que le comité média comptait mettre de l'avant dans les médias de masse. Avant les conférences de presse, une discussion avait ainsi lieu entre Julien Royal de l'équipe Web et l'attaché de presse de la CLASSE. Le Web nous permettait alors de faire passer notre message, sans le filtre des médias. Nous testions à l'occasion certaines phrases avant de les utiliser dans les médias de masse. Grâce aux nombreuses interactions que procure Twitter, il était alors possible de voir les réactions de tel ou tel type d'individus. La twittosphère est un peu comme un petit village, la plupart des usagers réguliers se connaissent. En voyant la réaction des usagers logeant davantage au « centre », il devenait possible d'ajuster notre message, soit en le modérant, soit en utilisant des termes plus radicaux.

Facebook

Le rôle de Facebook résidait davantage dans la discussion et la mise sur pied de réseaux de contacts. Selon Julien Royal, « Facebook était à la fois un endroit où les gens discutaient, s'engueulaient, mais convainquaient aussi les autres de rejoindre le mouvement ». Pendant la grève, Twitter était davantage le théâtre d'une guerre de tranchées où il était impossible de convaincre, alors que sur Facebook, il y avait de véritables débats, de vraies discussions qui pouvaient déboucher sur des adhésions au mouvement, sur des liens de solidarité. Énormément d'information était aussi partagée sur Facebook : le matériel d'information sur

la hausse des frais de scolarité, les bilans du comité de négociations de la CLASSE, le calendrier des actions, des vidéos, des images d'actions, etc.

Les groupes Facebook comme le groupe « Oui à la grève générale » constituaient des lieux de débats et de partage d'outils et d'expériences. Les comités de mobilisation ou même les associations étudiantes pouvaient avoir des groupes pour faciliter les débats, la diffusion de l'information, l'organisation de la grève au jour le jour.

La page Facebook d'une organisation permet de faire connaître ses activités, mais aussi, comme sur Twitter, de servir de référence, d'être la source d'information crédible pour le mouvement étudiant. Un autre rôle de la CLASSE était d'ailleurs de créer des *spins*, d'envoyer des mots d'ordre pour motiver les troupes. Par exemple, lorsque l'administration du Collège de Valleyfield a décidé de forcer le retour en classe des étudiants, la CLASSE a fait mousser par les réseaux sociaux le sentiment que la grève allait prendre fin si l'ensemble des étudiants ne convergeait pas vers cet établissement pour en effectuer le blocage.

Le « compteur de manif »

18 mars 2012. Manifestation familiale à Montréal. Nous recevons une vague incessante de messages texte provenant de journalistes : « Vous êtes combien ? C'est quoi votre chiffre ? »

Sur les ondes radio, le responsable des médias sociaux, nommé pour *tweeter* en direct de la manifestation, demande : « On est combien ? C'est quoi le chiffre que je *spin* ? » Nous montons sur un balcon de la rue Saint-Denis. Il faut faire vite, le chiffre retenu dans les médias est souvent le premier chiffre annoncé. On regarde la longueur de la manifestation, par rapport à la vitesse à laquelle elle marche. On peut ensuite estimer la foule. Le « compteur de manif »,

Keena Grégoire, lance alors le chiffre de 15 000 via les ondes radio de l'équipe de sécurité de la CLASSE.

«Équipe 6 à Keena. Je pense qu'on est plutôt 12 000.»

«Équipe 4 à équipe 6. Vous êtes malades, on est au moins 25 000.»

«Tête à comité média. Renaud, Keena te fait dire que vous êtes 16 000.»

Un court courriel est envoyé aux journalistes : « Nous sommes 16 000.»

La plupart des médias retiendront alors notre chiffre. La machine Web 2.0 envoie ensuite le chiffre dans ses différents réseaux. On s'assure de le diffuser largement afin qu'il s'impose comme le chiffre officiel.

Images et vidéos

La vidéo a énormément servi comme matériel d'information et de mobilisation. Par exemple, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a publié de courtes capsules vidéo sur huit mythes entourant la hausse des frais de scolarité qui ont été énormément visionnées et partagées par le mouvement étudiant. D'autres vidéos ont mis davantage l'accent sur la nécessité de se mobiliser comme la vidéo de la CLASSE « Ensemble, bloquons la hausse ». Des groupes comme La Boîte Rouge, formé d'étudiants en communication, ou encore 99% [Québec], issu du mouvement Occupy, ont fait de la vidéo leur contribution majeure à la grève.

Le Web 2.0 contribue à la production et à la diffusion de symboles pour les mouvements sociaux. Ainsi, c'est grâce à la photographie et à la vidéo relayées sur ses différentes plateformes que s'est constitué l'imaginaire politique de la grève. C'est en grande partie grâce aux médias sociaux

qu'Anarchopanda, la Rabbit Crew, les manifestations monstres, les affiches de l'École de la Montagne Rouge ou les bannières géantes de la CLASSE sont devenus les symboles qui ont conféré au mouvement toute sa puissance. Les photos et les vidéos permettaient de mesurer l'envergure des manifestations et de saisir toute l'ampleur et la beauté du mouvement. En visionnant des vidéos de la grève, de manifestations, de discours, les militants pouvaient en tirer de la fierté, de l'espoir, un véritable remède à l'usure qui les incitait à participer davantage aux actions et à continuer la lutte.

Mêmes

Les mèmes sont des images satiriques tirées de la culture populaire et utilisées pour rire d'une situation particulière. Pendant la grève, les mèmes publiés sur Facebook permettaient de tourner en ridicule le gouvernement et ses offres, le discours des carrés verts, les chroniqueurs méprisants envers les carrés rouges, etc. Ils étaient énormément visionnés et partagés. Bien qu'il ne s'agissait que de blagues, leur impact ne doit pas être sous-estimé. Par exemple, les mèmes ont largement contribué à discréditer les offres du gouvernement. Ceux qui ont été publiés sur la page «UQAM mèmes» ont rejoint, en une semaine seulement, plus d'un demi-million de personnes. L'un des plus partagés a été une photo de Line Beauchamp au moment où elle refusait de négocier avec la CLASSE, alors que l'on apprenait qu'elle aurait mangé à la même table qu'un membre de la mafia.



*Un exemple de mème durant la grève.
Celui-ci a été partagé plus de 3 000 fois.*

Sites Internet

Les sites Web vont de pair avec les médias sociaux. Le site de la CLASSE permettait d'exposer les positions officielles de l'organisation et son argumentaire, d'annoncer les actions, de publier les communiqués de presse, etc. Il servait à centraliser l'information. Vous voulez être informés des actions du jour? Vous voulez connaître les détails de la nouvelle offre du gouvernement? Savoir qui est en grève? Le site <www.bloquonslahausse.com> donnait l'ensemble de ces informations. Tout comme la page Facebook ou le fil Twitter de la CLASSE, il servait de référence sur le mouvement étudiant québécois.

Les médias sociaux à l'épreuve de la loi spéciale

18 mai 2012. Le gouvernement Charest s'apprête à déposer la loi spéciale. Tout au long de la journée, Julien Royal prépare un plan de diffusion sur Facebook et Twitter. Il doit y avoir une mobilisation monstre à la suite de l'annonce du contenu de la loi spéciale. À 20 h, le contenu de la loi est divulgué. Quelques minutes plus tard, un événement

Facebook annonçant une manifestation est créé. Pendant ce temps, quelques personnes effectuent une tournée d'appels. Une « corvée 2.0 » a lieu : tout le monde doit faire connaître cet événement à un maximum de personnes. Par le contrôle de dizaines de comptes Facebook et Twitter, Julien Royal procède à une diffusion coordonnée du contenu de la loi et de l'heure de la manifestation pour la contester. Des bannières seront aussi confectionnées par des militantes et militants en arts et en sciences humaines de l'UQAM. À 22 h, ils seront plus de 4 000 personnes rassemblées au parc Émilie-Gamelin. À 23 h, une nouvelle manifestation se met en branle. Plus de 10 000 personnes marcheront finalement dans les rues de Montréal ce soir-là. Le travail de mobilisation n'aura été effectué qu'en deux heures.

Défier la loi spéciale avec les médias sociaux

Montréal, 21 mai 2012. La CLASSE annonce son intention de désobéir à la loi 12 et elle appelle la population à choisir la voie de la désobéissance civile. La conférence de presse est très bien ficelée, la CLASSE ayant pris soin de rencontrer ses avocats et de peaufiner une stratégie Web comprenant le lancement d'un nouveau site. La CLASSE lance son appel à l'ensemble de la population : il faut dénoncer la loi spéciale et afficher son soutien à la désobéissance civile, par exemple en publiant une photo de soi-même, avec une affichette « Je désobéis », sur le site <www.arretezmoiquelquun.com>. Par ce geste, chaque participant appuie la déclaration suivante : « Nous nous engageons à continuer à lutter ; à rester mobilisé-e-s, en vertu des libertés fondamentales. Si cela nous vaut des poursuites pénales en vertu de la loi 78, nous nous engageons à y faire face. » La conférence se termine et des membres du comité information courent aussitôt vers

le local de l'AFESPED-UQAM pour activer le site en question. Pendant l'ensemble de la journée, celui-ci est partagé sur différents groupes Facebook, sur différentes pages, via plusieurs comptes Twitter. Les médias parleront du site dans plusieurs articles. Près de 5 000 personnes publieront finalement une photo en soutien au geste de désobéissance civile posé par la CLASSE.

Le printemps étudiant a été le mouvement social québécois qui a fait l'expérience la plus poussée des nouveaux espaces de communication, d'organisation, d'information et de résistance que sont les médias sociaux. La CLASSE, comme de nombreux militants, a su dépasser les nombreuses critiques de la gauche sur le Web 2.0 en les utilisant comme des outils qui contribuent à la construction d'un rapport de force et qui constituent un terrain de lutte en soi. Des militants ayant vécu la grève de 2005 nous confiaient à quel point il leur était difficile d'organiser des manifestations. À cette époque pas si lointaine, l'organisation d'une seule manifestation par semaine canalisait presque l'ensemble de l'énergie militante. Le conflit étudiant de 2012 aura vu quant à lui régulièrement plusieurs manifestations dans la même journée.

Le Web 2.0 est aussi un espace de production et de partage de l'imaginaire du mouvement. Les militants y ont développé leurs propres codes de langage et créé sans cesse du contenu à la fois sérieux, drôle et dramatique. C'est tout un espace où il est possible de réfléchir, de convaincre et de lancer des appels à l'action qui a vu le jour, un espace qui contribue à une certaine horizontalité et décentralisation du mouvement. Les nombreuses manifestations spontanées, les «manifs chaque soir jusqu'à la victoire!» et les 509 actions qui ont mobilisé le Service de police de la Ville

de Montréal (SPVM) pendant plusieurs mois n'auraient probablement pas eu lieu sans l'existence du Web 2.0. Si, durant la grève étudiante de 2005, il était difficile d'organiser des actions spontanées à moins que les participants ne soient déjà rassemblés (au sortir d'une assemblée générale, par exemple), en 2012, il suffisait de quelques clics pour réunir des milliers de personnes en moins de quelques heures.

CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE

En guise de conclusion

*L'Histoire est à nous,
c'est le Peuple qui la fait.*

Salvador ALLENDE

ON NOUS A SOUVENT DEMANDÉ : pourquoi écrire un livre sur la grève ? Si les articles scientifiques et les analyses en tout genre ont déjà commencé à pleuvoir, personne n'avait encore raconté cette grève d'un point de vue militant, en mettant l'accent sur sa genèse, ses fondements et ses finalités. Il était important pour nous d'expliquer comment ce mouvement social a été créé et par quoi il a été alimenté. Nous tenions à écrire une partie de l'histoire de ce printemps, pour rendre hommage à ceux et celles qui se sont mobilisés, levés le matin pour distribuer des tracts aux portes de leur établissement, ont participé à leurs assemblées générales et marché jour et nuit dans les rues du Québec. Mais nous voulions aussi écrire cette histoire pour qu'elle puisse inspirer d'autres luttes.

Pourquoi alors ne pas avoir seulement écrit un récit de cette grève ? Nous souhaitions plutôt combler un vide, voulant écrire un véritable livre de *realpolitik*. Un livre d'action certes, mais aussi de réflexions et d'analyses. Nous avons donc tenté de conjuguer la pratique et l'analyse, tout

en permettant au lecteur de réfléchir sur les mouvements sociaux, mais aussi de passer à l'action à l'aide de ce livre. Ainsi, sans être un petit manuel du militantisme, il peut être utilisé comme un outil pratique pour le militant.

Ce livre a mis énormément l'accent sur le rôle de la CLASSE et son action sur le terrain. C'est que sans travail d'organisation, il n'y a pas de mobilisation. Toutefois, la pratique militante ne se résume pas seulement à un travail d'organisation, d'action, d'information ou de communication. Il s'agit aussi d'un travail de réflexion et de prises de décision collectives. Nous avons ainsi constaté que, parfois, certains s'engagent dans une lutte sans réfléchir au pourquoi ni au comment de leur implication, faisant l'économie d'une réflexion éthique, d'un retour critique sur l'efficacité des tactiques ou sur le sens à donner à leur mouvement. Pourtant, aucune pratique militante ne peut se priver de la théorie. Voilà pourquoi nous avons fait le pari risqué de combiner deux types d'écriture, soit un mélange entre l'anecdote, le récit et l'analyse politique. En espérant avoir pu susciter la réflexion chez les militants et militantes, tout en invitant le grand public dans les coulisses de notre mouvement.

À cet égard, nous ne prétendons pas que notre perspective soit celle de l'ensemble du mouvement étudiant. Selon nous, les mouvements sociaux devraient être en mesure d'allier la rue avec une participation aux instances institutionnelles. Bien que notre démocratie soit loin d'être parfaite, tant s'en faut, nous ne pensons pas qu'il faille rejeter en bloc l'ensemble de nos institutions politiques, et ce, afin de concrétiser les aspirations provenant de la rue. Comme le disait à juste titre Michel Chartrand, avec toute la verve qu'on lui connaît : « Notre semblant de démocratie est

certainement plein de marde, mais c'est avec de la marde qu'on peut faire pousser des fleurs!» Malgré les divergences qui peuvent exister au sein des mouvements sociaux, nous croyons que les différentes tendances de la gauche auraient intérêt à apprendre à travailler ensemble, à se respecter. Ce fut d'ailleurs l'une des grandes forces de la CLASSE et du printemps étudiant.

* * *

Aborder des centaines de jours de grève en cinq chapitres nous a placé devant des choix difficiles. Parler de qui et de quoi? Insister sur quel type d'événements, quel type d'actions? Comme nous l'avons souligné en ouverture de cet ouvrage, notre intention n'était pas de faire le récit exhaustif du printemps étudiant, mais plutôt d'en faire ressortir les caractéristiques principales et d'en tirer les leçons qui s'imposent, à la fois pour le mouvement étudiant et pour la gauche en général au Québec. Nous estimons avoir réussi à dégager au fil des pages de ce livre six axes qui sont nécessaires à la construction d'un mouvement social. Sans vouloir en faire des dogmes, nous pensons que ceux-ci pourraient mener à des pistes de réflexion intéressantes pour les mouvements sociaux et les combats qu'ils doivent mener. Ce sont autant de facettes nécessaires à la création d'un véritable rapport de force, premier élément sur lequel nous voulons mettre l'accent.

1. La puissance d'un mouvement social réside dans son rapport de force, qui est à la fois matériel et symbolique.

Ce rapport de force ne doit cependant pas uniquement viser à perturber l'économie par des moyens comme la grève

générale illimitée, comme nous l'avons vu, il doit aussi avoir pour objectif de contrer l'hégémonie du discours dominant par le développement d'idées alternatives.

- 2. Pour bâtir un rapport de force ayant la capacité de faire reculer le gouvernement sur une mesure peu controversée au sein de l'élite, il est nécessaire de créer un mouvement de masse.**

Nous avons montré la nécessité, pour un mouvement, de prendre continuellement de l'ampleur. Une approche qui se veut en rupture avec les orientations de plusieurs mouvements sociaux des dernières années. Certains militants écologistes ou défendant des droits individuels, par exemple, ont davantage fonctionné en groupuscules que cherché à se constituer en véritable mouvement populaire. Nous pensons que les changements à venir dans la société postindustrielle nécessiteront de reconsidérer l'idée de mouvement de masse pour confronter les pouvoirs dominants. L'instabilité économique mondiale ou le taux de chômage élevé des jeunes en Europe – une situation qui pourrait très bien se produire ici – sont des éléments qui nous démontrent la nécessité de faire des mouvements sociaux les vecteurs de réelles luttes populaires.

- 3. Le rôle de l'organisation est de démarrer le processus de mobilisation, puis de le coordonner. La masse est le mouvement, c'est elle qui le contrôle à travers des structures fonctionnant du bas vers le haut.**

Nous avons aussi insisté sur l'importance d'avoir une organisation efficace pour bâtir un rapport de force. La spontanéité n'existe pas. Si le printemps québécois a pu avoir lieu,

c'est grâce au travail acharné de militants et militantes, qui ont bâti cette grève, et ce, depuis 2010. Nous avons d'ailleurs insisté sur le rôle des structures démocratiques et horizontales. Puisque le mouvement n'appartient pas à une organisation, mais bien aux personnes qui le composent.

4. Le discours d'un mouvement doit se fonder sur deux paramètres : le court et le long termes. Toute revendication doit s'inscrire dans un projet social plus large.

Un mouvement ne doit pas limiter son discours à des causes circonscrites. Celles-ci sont généralement ce qui fait démarrer un mouvement, elles en sont l'étincelle. Mais pour qu'il puisse perdurer, il est nécessaire, dès sa genèse, d'incorporer dans l'objet de la lutte une perspective plus globale. Avoir un discours axé aussi sur le long terme en y inscrivant l'objet de sa contestation permet donc d'ouvrir les possibilités de sa campagne politique.

5. Les médias de masse sont d'abord un catalyseur pour la mobilisation, ensuite un outil pour convaincre l'opinion publique. Le premier aspect doit primer sur le second.

Faire appel aux médias de masse est nécessaire avant, pendant et après la création d'un mouvement social. C'est par l'entremise de ceux-ci qu'il est possible de toucher un vaste public et de susciter son intérêt afin qu'il participe aux manifestations. La gauche doit continuer à développer des stratégies pour investir les médias traditionnels, tout en tentant de créer et soutenir une presse alternative.

6. L'utilisation des médias sociaux et des nouvelles technologies est essentielle, mais non suffisante à la lutte.

Finalement, les nouvelles technologies permettent de former un nouvel espace de communication, d'organisation et d'information capable de toucher un large public, et ce, d'une manière tout à fait inédite. Ils sont de puissants outils qu'aucun mouvement social ne peut aujourd'hui ignorer, un espace de lutte à l'intérieur duquel le rapport de force est bien visible. Une organisation à la tête d'un mouvement social doit toujours être à la fine pointe des technologies, car c'est un terrain sur lequel elle peut tirer un net avantage sur un gouvernement qui mettra ainsi plus de temps à le maîtriser.

* * *

5 septembre 2012, 9 h 26. La fourmilière qu'est le niveau métro de l'Université du Québec à Montréal est de nouveau active. Des milliers d'étudiantes et d'étudiants débarquent du métro, sac à l'épaule, pour se rendre à leurs cours, faisant leur chemin à travers les nombreux corridors. Les cours débutent dans quatre minutes.

Assis non loin du café Aquin, nous apprenons via Twitter que le premier conseil des ministres du nouveau gouvernement du Parti québécois vient d'abolir la hausse des frais de scolarité.

Nous avons gagné.

Cette fois, nous n'entendons cependant pas le « hourra ! » qu'avait provoqué le résultat du premier vote de grève au Collège de Valleyfield. L'université est calme comme une bibliothèque. On entend seulement le bruit de doigts tapotant sur les touches des claviers. Nous fêterons ce soir, mais sans plus.

Pour beaucoup d'entre nous, la vie ne sera jamais plus la même. Certains sont sortis de l'aventure avec des

blessures physiques, d'autres resteront profondément marqués émotionnellement. Les sacrifices de milliers de personnes, jeunes et moins jeunes, auront permis de réveiller une province trop longtemps endormie. Beaucoup auraient espéré une victoire plus manifeste, quelque chose de plus que la simple annulation – possiblement temporaire – de la hausse des frais de scolarité, soit un changement profond dans la direction prise par le Québec. L'ampleur sans précédent de la mobilisation du printemps avait possiblement placé la barre trop haut aux yeux de plusieurs. Ainsi, malgré l'effervescence du printemps étudiant, il aura fallu se contenter de résultats électoraux somme toute décevants. Malgré l'élection d'un nouveau gouvernement, le PLQ aura tout de même obtenu 31 % des votes, soit un mince 0,5 % derrière le Parti québécois, une formation politique qui a déjà déçu plus d'un militants après seulement quelques mois à la tête du Québec. Et si l'on combine les votes du Parti libéral et de la Coalition Avenir Québec (CAQ), c'est près de 60 % des voix qui se sont portées vers des formations politiques résolument à droite.

Après les pas dans la rue, les insultes, les coups de matraque et le bruit des cuillères sur les casseroles, tout semble donc se terminer au terme d'un drôle d'été. Les choses reprennent leur cours normal, les manifestations cédant le pas aux sessions qui s'amorcent à la manière d'un lendemain de veille; une veille qui, elle, aura duré six mois.

Quel sera notre héritage? On dit généralement que cela prend du temps avant de connaître la véritable portée des luttes sociales. Ainsi devrait-il en être du printemps québécois, dont seul l'avenir nous dira s'il aura semé les germes de changements réellement profonds pour le Québec. D'aucuns diront que les étudiants ont su profiter au printemps 2012

d'un contexte particulier leur étant favorable, s'opposant à un gouvernement qui subissait l'usure du pouvoir après neuf ans de règne sans partage. Mais ce serait alors faire fi de la grande détermination d'une jeunesse qui n'a pas eu peur d'affronter l'État et son appareil répressif. Et nier la portée d'un mouvement de contestation qui aura su traverser l'ensemble de la société québécoise, les casseroles du printemps ayant résonné aux quatre coins de la province.

Si la grève étudiante de 2012 a pris fin avec les élections de septembre, on ne peut pas en dire autant de la vision du monde qu'elle a portée. Et nous faisons le pari que nous nous souviendrons longtemps de 2012, de cet hiver et de ce printemps, où nous y avons appris à scander « la loi spéciale, on s'en câlisse! », à débattre, à « crier plus fort pour que personne ne nous ignore ». Nous y avons appris la résistance: la force que peut avoir un peuple. Et puisque nous savons maintenant nous soulever, il ne nous reste plus qu'à recommencer.

*Mais quand ce jour viendra,
Quand nos cheveux se feront grisomants
Ou plus rares,
Quand nous serons rendus plus près
De l'arrivée que du départ,
Que restera-t-il de ce printemps?
Quelle histoire raconterons-nous
À nos enfants?
Eh bien nous leur raconterons cette Histoire,
Notre Histoire,
Celle qui s'écrit avec un grand « H »,
À grands coups de lutte et de courage,
De poèmes et de marches,
D'amour, d'espoir et de rage.*

S. moses, *Fermaille*.

VARIA 1

Les organisations étudiantes nationales

ASSÉ: Association pour une solidarité syndicale étudiante. Fondée en 2001, dans la foulée du Sommet des Amériques à Québec, l'ASSÉ a été mise sur pied pour mettre fin au monopole des fédérations étudiantes. Au niveau stratégique, elle se réclame du syndicalisme de combat.

CLASSE: Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Créée en décembre 2011 pour coordonner la lutte contre la hausse des frais de scolarité, la CLASSE a été l'organisation qui a représenté le plus de grévistes lors de la grève de 2012. Elle a permis aux associations n'ayant pas de voix au niveau national de rejoindre l'ASSÉ de façon temporaire, sans nécessairement à avoir à payer de cotisations.

CASSÉÉ: Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie. Elle a été fondée en 2005 lors de la grève visant à contrer la réforme du régime d'aide financière aux études, dont la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts. Elle est l'ancêtre de la CLASSE.

FEUQ: Fédération étudiante universitaire du Québec. Fondée en 1989, elle rompt avec la pratique du syndicalisme de combat jusqu'alors défendue par le mouvement étudiant – notamment par l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ), le principal regroupement étudiant national dans les années 1970 et 1980 – en privilégiant une pratique davantage axée sur la concertation et les partenariats avec l'État.

FECQ: Fédération étudiante collégiale du Québec. Fondée un an après la FEUQ (1990), elle est créée par les associations étudiantes collégiales insatisfaites des résultats des dernières mobilisations de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ). À l'instar de la FEUQ, elle privilégie la voie concertationniste à celle du syndicalisme de combat.

VARIA 2

Le communiqué de presse et l'avis de convocation

Exemple d'un communiqué de presse

Manifestation de la CLASSE :

100 jours de grève, 100 jours de mépris (Titre)

MONTREAL, le 22 mai 2012 - Après les mobilisations du 22 mars et du 22 avril, des dizaines de milliers de personnes ainsi que plusieurs organisations étudiantes, syndicales et communautaires ont répondu à l'appel lancé par la CLASSE en ce 22 mai, 100^e jour de la grève étudiante. (Accroche)

Malgré la longueur du conflit, les 100 000 étudiants et étudiantes membres de la CLASSE sont toujours dans la rue, plus mobilisés que jamais. « Le 14 février dernier, la CLASSE déclenchait la grève générale illimitée. Cent jours plus tard, nous sommes toujours là, malgré le mépris des libéraux. Ce n'est surtout pas une loi spéciale qui mettra fin à notre mouvement », déclare Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Moins de 24 heures après l'annonce de la CLASSE concernant la loi 78, déjà près de 3 000 personnes ont affiché publiquement leur intention de la défier en dévoilant

leur identité sur www.arretezmoiquelquun.com. « Cette loi est inapplicable et nous comptons bien le démontrer. Nous ne céderons pas à l'intimidation et défendrons nos libertés fondamentales », poursuit Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition.

-30-

Renseignements :

Renaud Poirier St-Pierre, attaché de presse : 514-XXX-XXXX,
@RenaudSTP

Courriel : communication@asse-solidarite.qc.ca

Site web : www.bloquonslahausse.com

Exemple d'avis de convocation

Avis aux médias - La CLASSE réagira aux abus policiers et aux détentions arbitraires

MONTREAL, le 10 juin 2012 - La CLASSE tiendra une conférence de presse demain à 10h00 afin de réagir aux agissements des forces policières au cours des derniers jours. Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds révéleront des témoignages inquiétants de citoyens et citoyennes ayant été victimes d'abus policiers et procéderont à une annonce.

Quoi : Conférence de presse de la CLASSE

Où : 1212 Panet, Montréal

Quand : Lundi 11 juin, 10h00

Qui : Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds

-30-

Renseignements :

Renaud Poirier St-Pierre, attaché de presse de la CLASSE :
514-XXX-XXX

Courriel : communication@asse-solidarite.qc.ca

Site Web : www.bloquonslahausse.com



LES ÉDITIONS
Écosociété
MONTRÉAL

Faites circuler nos livres.

Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir; il nous fera plaisir de les communiquer aux auteurEs et à notre comité éditorial.

Les Éditions Écosociété

C.P. 32052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5

Courriel : ecosociete@ecosociete.org

Toile : www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

EN AMÉRIQUE

Diffusion Dimedia inc.

539, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2
Téléphone: (514) 336-3941
Télécopieur: (514) 331-3916
Courriel: general@dimedia.qc.ca

**EN FRANCE et
EN BELGIQUE**

DG Diffusion

ZI de Bogues
31750 Escalquens
Téléphone: 05 61 00 09 99
Télécopieur: 05 61 00 23 12
Courriel: dg@dgdifffusion.com

EN SUISSE

Servidis S.A

Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Téléphone et télécopieur: 022 960 95 25
Courriel: commandes@servidis.ch